

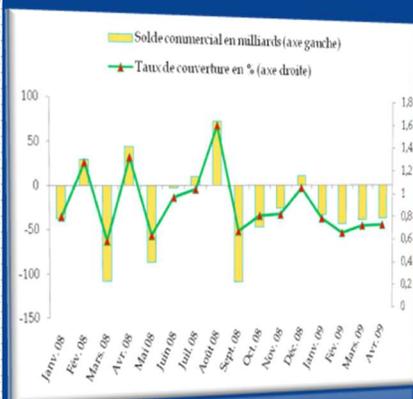


Certifié ISO 9001

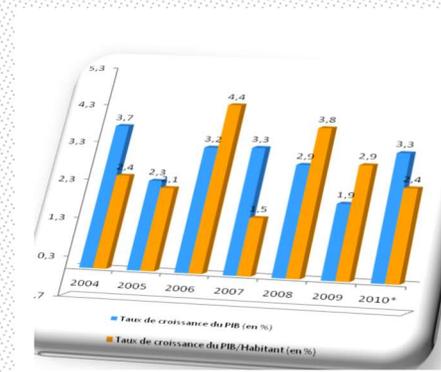


LE FEICOM EN CHIFFRES DE 2006 À 2019

Performance de mobilisation des ressources financières affectées aux CTD



Financement des projets de développement



Gestion administrative et financière

Une évaluation de la performance du FEICOM depuis 2006

N° 10, Édition : Juin 2020

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	3
EQUIPE PROJET	6
RÉSUMÉ EXECUTIF	7
LISTE DES TABLEAUX	10
LISTE DES GRAPHIQUES	11
INTRODUCTION GÉNÉRALE	13
CHAPITRE 1 : MOBILISATION DES RESSOURCES DES CTD ET DU FEICOM	16
CHAPITRE 2 : FINANCEMENT DES PROJETS	48
2.1 Statistiques des financements sur le Budget des Investissements Communaux	49
2.2 Statistiques des financements sur le compte de la réserve spéciale de 4%	65
2.3 Financements issus de la coopération et des partenariats	67
2.3.1 Programme de Décentralisation-FEICOM-Villes-Moyennes (PDFVM)	67
2.3.2 Programme de Développement Économique et Social des Villes Secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV)	69
2.3.3 Projets d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en Milieu Semi Urbain et Rural (PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU)	71
2.3.4 Programme de Construction des Cités Municipales (PCCM)	72
CHAPITRE 3 : GESTION ADMINISTRATIVE	75
CONCLUSION	90

AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) est un Etablissement Public présent et actif dans le secteur du développement local depuis près de 45 années.

Au moment de sa restructuration intervenue en 2005, des objectifs ont été fixés à l'Administrateur Provisoire, à savoir : le relèvement du volume des ressources à redistribuer, l'accroissement des financements accordés aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), la mise en place de règles de gouvernance, la réduction des charges d'exploitation, l'adoption d'une nouvelle organisation orientée vers la réalisation des missions et l'informatisation de la gestion. Le présent document a pour objectif de rendre compte des performances de l'institution et d'évaluer le chemin parcouru de 2006 à 2019.

L'un des chantiers ouverts visait à accroître continuellement le niveau des ressources destinées au développement local. Ainsi, sur la période de référence, le volume des ressources mobilisées annuellement par l'organisme a triplé. Un montant cumulé d'environ **1 476 957 290 990 FCFA** a été mobilisé. Cette performance est tributaire d'une confluence de facteurs endogènes et exogènes au rang desquels, la mise sur pied d'une bonne organisation de l'activité de suivi des recettes et de cadres de concertation avec les partenaires des régies financières de l'Etat, adossée à un dispositif réglementaire efficace pour le recouvrement des recettes fiscales, le socle étant surtout un personnel compétent et engagé. Les plates-formes de concertation, les bonnes relations avec les régies financières de l'État et le cadre réglementaire ont permis de suivre de manière optimale le recouvrement des recettes. Ainsi, un montant de **853 293 500 604 FCFA** a été mis à la disposition des Collectivités au titre des Impôts Communaux Soumis à Péréquation (ICSP) au cours de la période sous revue.

Par ailleurs, entre 2010 et 2019, un montant de **14 702 000 000 FCFA** a été transféré aux Communes au titre de la Dotation Générale de la Décentralisation (DGD) pour le fonctionnement et les investissements, en exécution du décret n°2009/248 du 5 août 2009 portant modalités d'évaluation et de répartition de la DGD.

S'agissant des financements accordés aux CTD, l'action du FEICOM s'inscrit en droite ligne du programme gouvernemental « Approfondissement du processus de Décentralisation » en premier lieu, et du programme « Développement local » en second lieu. Pour ce faire, dès 2008, l'institution s'est dotée d'outils permettant de codifier ses interventions et d'adapter son offre de services aux besoins des CTD. De même, un Comité des Concours Financiers a été mis sur pied. Cette instance a pour mission d'examiner les demandes de concours financiers présentées par les CTD, de leur accorder des financements tout en veillant à l'équité dans la répartition spatiale. Le budget dédié au financement des projets de développement local représente 66% du budget de l'organisme depuis 2006. Ces ressources ont permis la réalisation de **3 256 projets** d'un montant **240 301 501 811 FCFA**, couvrant tous les domaines du DSCE à savoir les infrastructures, l'éducation, l'industrie et services, la gouvernance, le développement social, la santé et le développement rural. Pour assurer le suivi qualitatif de ces projets, un accent a été mis sur le renforcement des capacités et de l'autonomie des Agences Régionales dont le rôle est d'accompagner les CTD dans leurs actions de développement.

Dans le même temps, le FEICOM a bénéficié de ressources supplémentaires pour le financement des projets des CTD, du fait de la confiance du Gouvernement, des Maires et des bailleurs de fonds vis-à-vis du FEICOM qui s'est renforcée au cours de cette période. Ainsi, l'institution a conclu un accord-cadre de partenariat avec le Crédit Foncier du Cameroun (CFC) en vue d'améliorer l'offre en logements décents dans les Communes. Pour matérialiser l'engagement des deux institutions, une ligne de crédit, renouvelable, d'un montant de **10 000 000 000 FCFA** a été ouverte par le CFC pour le financement du Programme de Construction des Cités Municipales (PCCM). De même, après avoir accompagné le FEICOM dans le processus de certification à la norme ISO 9001 et cofinancé la réalisation d'un audit institutionnel qui a établi que l'institution était apte à gérer les ressources de la coopération destinées aux Collectivités Territoriales Décentralisées, la Coopération allemande a mis à sa disposition des ressources d'un montant de **10 495 312 000 FCFA** pour le financement du Programme de Décentralisation-FEICOM-Villes Moyennes (PDFVM). Par ailleurs, le Programme de Développement Economique et Social des Villes secondaires soumises aux facteurs d'instabilité (PRODESV) qui bénéficié d'une enveloppe de **28 millions d'euros**, soit **environ 18 000 000 000 FCFA**, a vu le jour en 2017. Ce programme est cofinancé avec l'Union Européenne pour **20 millions d'euros**, soit **13 119 140 000 FCFA** et la KfW pour **8 millions d'euros**, soit **5 000 000 000 FCFA** et mis en œuvre par le FEICOM à travers la KfW.

En outre, le FEICOM a mis en œuvre, avec le Ministère de l'eau et de l'Energie, le Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement en milieu Rural (PAEPA-MRU) doté d'une enveloppe financière de **32 100 000 000 FCFA** accordée par la Banque Africaine de Développement. Dans cette perspective, l'organisme a accompagné les Communes bénéficiaires du Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement en Milieu Semi-Urbain pour la mobilisation de leur quote part qui s'élevait à **762 000 000 FCFA**.

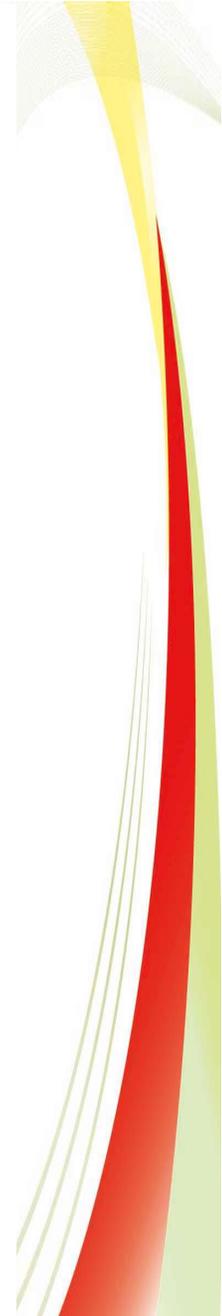
Les ressources additionnelles ainsi mobilisées, ont permis à l'institution de contribuer à la fourniture des services à nos concitoyens tout en garantissant un développement harmonieux de toutes les CTD.

Sur le plan de la gouvernance locale, l'organisme a institué dès 2011 en partenariat avec ONU-Habitat, le Prix National FEICOM des Meilleures Pratiques Communales de Développement Local. Il vise à susciter l'émulation entre les Communes dans les domaines de la gestion des ressources, de la gestion des équipements et des infrastructures, de la gouvernance locale, du développement durable et du développement économique local. Trois éditions de ce prix se sont tenues en 2013, 2016 et 2019.

Toutes ces interventions qui s'inscrivent dans les Programmes gouvernementaux d'approfondissement du processus de décentralisation et de promotion du développement local, portés par le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, visent la réalisation de la vision du FEICOM qui est de « **Contribuer à faire des Collectivités Territoriales Décentralisées, un endroit où il fait bon vivre** ».

EQUIPE PROJET

- Supervision Générale** : *AKOA Philippe Camille*
- Coordination Technique** : *NTYE NTYE Daniel Elisé*
- Chef de projet** : *TANKOU KAMELA Valery Martial*
- Équipe Technique** :
- BOSSOKO Pierre*
 - LIPOP Raymond*
 - NTAMACK EMELINE*
 - MFOUMOU Rose*
 - BAHOUNOUI Annick*
 - ESSONO NYATTE Olivier*
 - DANG MINKOULOU Georgette*
 - FATOU MEKA*
 - DJAMPOU AURELIEN*
- Montage & Graphique** : *TANKOU KAMELA Valery Martial*



RÉSUMÉ EXECUTIF

Les interventions du FEICOM s'inscrivent en droite ligne des Programmes « approfondissement de la décentralisation » et « développement local », portés par le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL). Dans ce sillage, la migration effective du système de management du FEICOM vers la nouvelle norme ISO 9001 version 2015, conforte l'organisme dans son rôle majeur au service des municipalités pour répondre de manière durable à leurs besoins.

Au cours de la période 2006-2018, l'Institution a contribué à promouvoir le bien-être des concitoyens et à faire des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) un endroit où il fait bon vivre. Les interventions du FEICOM reposent sur les principaux piliers ci-après : mobilisation et mise à disposition des ressources financières des CTD et financement des projets de développement local.

Dans le domaine de la mobilisation des ressources financières, il y a lieu de relever ce qui suit :

1. La création d'une Direction dédiée à l'activité de mobilisation des ressources, la mise en place des cadres de concertation avec les régies financières et les innovations de la loi de finance en matière de TVA et d'Impôts sur les Sociétés (IS) qui élargissaient l'assiette desdits impôts et taxes, ont permis d'optimiser le recouvrement des recettes affectées au FEICOM et aux CTD. Ainsi, les recettes mobilisées par le FEICOM sont passées du simple au triple entre 2006 et 2019 partant de **43 209 551 856 FCFA** à **160 360 742 118 FCFA**, soit une croissance de **271%** ;
2. Les ressources de péréquation effectivement mises à la disposition des CTD sont sur une tendance haussière sur la période 2006-2018, passant de **24 322 526 624 FCFA** en 2006 à **78 767 082 813 FCFA** en 2019, soit un accroissement de **223,8%** ;
3. A la faveur du décret n°2006/182 du 31 mai 2006, le FEICOM a bénéficié dès 2010 des ressources issues de la Coopération d'un montant cumulé, sur la période 2007-2019, de **70 957 562 235 FCFA**. Lesdites ressources ont servi entre autres, au renforcement des capacités des personnels des CTD et du FEICOM, à la certification de l'organisme à la norme ISO 9001 et au lancement du Programme de Construction des Cités Municipales ;
4. Le FEICOM a mis à la disposition des CTD au cours de la période 2010-2019, un montant cumulé de **14 702 000 000 FCFA** au titre de la Dotation Générale de Décentralisation ;
5. L'adoption des nouveaux outils de financement pour adapter l'offre du FEICOM en matière de projets aux besoins des Collectivités et la mise sur pied des cadres de concertation avec les régies financières, ont contribué à améliorer de manière significative la consommation du Budget des Investissements Communaux (BIC), la portant à un maximum de **26 296 329 637 FCFA** sur la période 2006-2019. Aussi, dans l'optique de moderniser le cadre de travail, le FEICOM s'est doté de six immeubles abritant les

services, notamment de la Direction Générale, des Agences Régionales de l'Ouest, l'Adamaoua, l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Est.

Dans le domaine du financement des projets en faveur du développement des CTD, il y a lieu de relever ce qui suit :

1. De 2006 à 2019, toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées ont bénéficié des financements de l'Institution. A ce titre, **3 356** concours financiers leurs ont été apportés, sur le budget des investissements communaux, pour un montant global de **240 301 501 811 FCFA** ;
2. Le Comité des Concours Financiers du FEICOM (CCFF) a accordé **90,2%** desdits financements, correspondant à une enveloppe globale de **216 646 987 355 FCFA**, contre **9,8%** accordés par le Directeur Général, pour un montant de **23 654 514 456 FCFA** ;
3. La répartition des concours financiers accordés sur le budget des investissements communaux, par secteur du DSCE permet de relever que le secteur des « Infrastructures » arrive en tête de peloton avec des financements à hauteur de **139 442 944 686 FCFA**, correspondant à **58%** de l'enveloppe globale. Il est suivi des secteurs « Industrie et Services » et « Éducation » qui ont respectivement bénéficié de **35 822 300 693 FCFA** et **35 436 036 874 FCFA**, soit respectivement **14,9%** et **14,7%** de la valeur globale des financements ;
4. De manière globale, les concours financiers du FEICOM (accords CCFF et accords DG FEICOM) de 2006 à 2019 visaient entre autres :
 - ✦ la construction de **269 hôtels de ville**, la réhabilitation de **120**, l'équipement de **97** et l'aménagement extérieur de **24** ;
 - ✦ d'offrir aux concitoyens **942** latrines, **180** réseaux d'adduction en eau potable, **1 303 forages**, **592 puits** ;
 - ✦ la réalisation de **154 projets** d'électrification (extension et réhabilitation de réseaux), l'installation de **1206 lampadaires solaires** ;
 - ✦ la construction de **2 445** salles de classe dans les écoles primaires, maternelles et secondaires, la fourniture de **34 768** tables bancs, la construction de **109 blocs administratifs**, **20** blocs maternels, **11** logements d'astreinte ;
 - ✦ la plantation de **8 500 arbres** ;
 - ✦ la construction de **592** logements sociaux ;
 - ✦ la construction de **130** marchés/centres commerciaux, et **12** gares routières ;
 - ✦ la construction de **14** tribunes municipales, **43** auberges municipales, **7** hôtels municipaux, **10** salles de fête et **5** aires de jeu ;

- ✦ la construction de **51** Centre de Santé Intégré (CSI) et l'équipement de 17.
5. Au cours de la période 2006-2018, le FEICOM a signé 4 conventions de partenariat en collaboration avec des bailleurs de fonds internationaux et organismes nationaux, ce qui a permis d'entamer la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets dont les financements ont été évalués à un montant global de **70 957 562 235 FCFA**. Ces financements rentrent en droite ligne du DSCE et sont en cohérence avec les ODD.

Dans le domaine de la gestion administrative, il y a lieu de relever :

1. Une maîtrise des effectifs du personnel qui oscillent autour de **500 unités** ;
2. Une professionnalisation des corps de métiers, à travers un accroissement du pourcentage de « Cadre », lequel est passé de **19,6%** en 2006 à **33,6%** en 2019 ;
3. Une promotion plus importante des femmes aux postes de responsabilité stratégique. En effet le pourcentage de « Directeurs » de sexe féminin est passé de **25,0%** à **33,3%** entre 2007 et 2019 ; celui des Sous-directeurs « femmes » est passé de **5,0%** à **35,1%**.
4. Un **faible taux de licenciement** depuis 2007, signe d'un bon climat social. En effet, de 2007 à 2019, l'organisme a procédé au licenciement de **12 personnels et à la remise à leur administration d'origine de 7 fonctionnaires**. Dix de ces licenciements, ayant comme motif principal la faute lourde, sont intervenus entre 2007 et 2009, période qui correspond au début des grandes mutations dans la gestion de l'entreprise ;
5. Un recrutement maîtrisé et ciblé. En effet, au cours de la période 2006-2019, l'organisme a recruté **215** personnels au total, soit en moyenne **16** recrutements par an. Les plus grosses vagues de ces recrutements se situent dans les années 2009-2010 et 2016-2018. Les exercices 2009 et 2010 correspondent au début de la mise en œuvre des outils modernes de gestion conçus au cours des années antérieures. Il s'agit notamment du contrôle de gestion, de l'audit interne et de l'intensification des interventions du FEICOM dans les Communes qui nécessitent des compétences spécifiques (Ingénieurs de génie-civil et comptables). Les recrutements observés au cours des années 2016 à 2019 viennent compenser les départs à la retraite observés au cours de cette période. L'accent a été mis sur le volet qualitatif à travers notamment le renforcement du cœur de métier et la prise en compte des projets de coopération avec les recrutements des ingénieurs, des architectes, des statisticiens, des comptables et financiers.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Ressources de péréquation reversées aux CTD de 2008 à 2019	27
Tableau 2 : Évolution des prévisions de ressources par grande masse de compte de 2006 à 2019	45
Tableau 3 : Évolution de la mobilisation des ressources par grande masse de compte budgétaire, de 2006 à 2019	46
Tableau 4 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses par grande masse de compte de 2006 à 2019	47
Tableau 5 : Évolution du nombre des concours financiers accordés par le CCFF et le DG de 2006 à 2019	49
Tableau 6 : Évolution du montant des concours financiers accordés par le CCFF et le DG de 2006 à 2019	50
Tableau 7 : Couverture des CTD bénéficiaires des financements	53
Tableau 8 : Répartition régionale du nombre de concours financiers de 2006 à 2019	54
Tableau 9 : Répartition régionale du montant de concours financiers de 2006 à 2019	55
Tableau 10 : Répartition des accords de financement par secteurs du DSCE	57
Tableau 11 : Répartition des financements par domaine du Secteur « Infrastructures »	58
Tableau 12 : Répartition des accords de financement par Domaine du Secteur « Éducation »	61
Tableau 13 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Industries et Services »	61
Tableau 14 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Gouvernance »	62
Tableau 15 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Social (hors éducation et santé) »	62
Tableau 16 : Répartition des financements dans le domaine « Santé »	64
Tableau 17 : Évolution des financements du Compte de la réserve spéciale de 4%	65
Tableau 18 : Composantes du PDFVM	67
Tableau 19 : Communes bénéficiaires des projets du PDFVM	68
Tableau 20 : Composantes du PRODESV	69
Tableau 21 : Communes bénéficiaires des projets du PRODESV	69
Tableau 22 : Communes bénéficiaires des projets du PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU	71
Tableau 23 : Infrastructures et équipements offerts à la population dans le cadre du PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU	71
Tableau 24 : Évolution des financements du PCCM	72
Tableau 25 : Évolution des financements du PCCM	73
Tableau 26 : Patrimoine foncier du FEICOM acquis entre 2006 2019	89

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au FEICOM (1/3 et 2/3) de 2006 à 2019.....	17
Graphique 2 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses relatives au budget du FEICOM (1/3 et 2/3) de 2006 à 2019.....	18
Graphique 3 : Évolution comparée du taux de réalisation des recettes budgétaires et du taux d'exécution des dépenses du FEICOM (1/3 et 2/3) de 2006 à 2019.....	19
Graphique 4 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses relatives au fonctionnement propre du FEICOM (1/3) de 2006 à 2019	20
Graphique 5 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses d'investissement communaux (2/3) de 2006 à 2019.....	21
Graphique 6 : Évolution du taux d'exécution des dépenses d'investissement communaux de 2006 à 2019.....	22
Graphique 7 : Évolution des frais de missions payés au personnel entre 2006 et 2019.....	23
Graphique 8 : Évolution des prévisions et des réalisations des ressources budgétaires affectées au compte de centralisation et de redistribution des Centimes Additionnels Communaux (CAC) et autres Impôts Soumis à Péréquation (ISP) de 2006 à 2019.....	24
Graphique 9 : Évolution des ressources de péréquation reversées aux Collectivités Territoriales Décentralisées de 2006 à 2019	25
Graphique 10 : Répartition des ressources de péréquation reversées aux CTD de 2006 à 2019, par Région.....	26
Graphique 11 : Performance de mobilisation des recettes fiscales entre 2006 et 2019.....	39
Graphique 12 : Performance de mobilisation des recettes non fiscales entre 2006 et 2019	40
Graphique 13 : Évolution des dépenses relatives au compte de la réserve spéciale de 4% entre 2006 et 2019	41
Graphique 14 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au compte de la Coopération entre 2006 et 2019.....	42
Graphique 15 : Répartition des recettes mobilisées par le FEICOM par nature, en 2019.....	43
Graphique 16 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au compte de la DGD entre 2006 et 2019.....	44
Graphique 17 : Évolution des financements du CCFF et du DG.....	50
Graphique 18 : Évolution du montant des concours financiers (FCFA) du CCFF de 2006 à 2019.....	51
Graphique 19 : Évolution du montant des concours financiers (FCFA) du DG de 2006 à 2019	51
Graphique 20 : Répartition des accords de financements par instance (CCFF, DG).....	52
Graphique 21 : Évolution du niveau de couverture des CTD bénéficiaires des financements issus du budget des investissements communaux.....	53
Graphique 22 : Répartition régionale du nombre de concours financiers de 2006 à 2019	54
Graphique 23 : Répartition régionale des financements de 2006 à 2019.....	56
Graphique 24 : Répartition des accords de financement par secteurs du DSCE	57
Graphique 25 : Répartition des accords de financement par Domaine du Secteur « Infrastructures »	59

Graphique 26 : Nature des financements dans le domaine « Bâtiments abritant les services publics locaux ».....	60
Graphique 27 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Éducation »	61
Graphique 28 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Gouvernance ».....	62
Graphique 29 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Social (hors éducation et santé) »	63
Graphique 30 : Évolution des financements du Compte de la réserve spéciale de 4%	65
Graphique 31 : Évolution des financements des projets dans le cadre du PCCM.....	72
Graphique 32 : Répartition des financements du PCCM par région.....	73
Graphique 33 : Évolution des effectifs du personnel en activité au FEICOM.....	76
Graphique 34 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM entre la Direction Générale et les Agences Régionales	77
Graphique 35 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM suivant la catégorie socio-professionnelle.....	78
Graphique 36 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM de 2006 à 2019 suivant le genre.....	79
Graphique 37 : Répartition du personnel suivant le genre et le niveau responsabilité entre 2007 et 2019.....	80
Graphique 38 : Répartition (%) du personnel suivant la tranche d'âge	81
Graphique 39 : Évolution du nombre de départs à la retraite du personnel en activité au FEICOM de 2006 à 2019.....	82
Graphique 40 : Évolution du nombre de licenciements de personnels et de fonctionnaires remis à leur administration d'origine des fonctionnaires de 2006 à 2019.....	83
Graphique 41 : Évolution du nombre de démissions au FEICOM de 2005 à 2019	84
Graphique 42 : Évolution du nombre de personnes décédées en activité au FEICOM de 2006 à 2019.....	85
Graphique 43 : Évolution du nombre de recrutements au FEICOM de 2006 à 2019	86
Graphique 44 : Répartition (%) du personnel suivant la période de recrutement.....	87
Graphique 45 : Évolution de la trésorerie du FEICOM entre 2006 et 2019.....	88

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Contexte de l'étude

Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) est un Établissement Public à caractère économique et financier au sens du décret N°2018/635 du 31 octobre 2018 portant sa réorganisation. Il est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il a été créé par la loi N°74/23 du 5 décembre 1974, portant organisation communale puis réorganisé le 11 décembre 2000 et le 31 mai 2006. Au sens de l'article 3 du décret susvisé, le FEICOM a pour missions de contribuer au développement harmonieux de toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées sur la base de la solidarité nationale et de l'équilibre inter-régional et intercommunal, en liaison avec les administrations concernées.

A ce titre, il :

- centralise et procède à la redistribution des impôts et taxes régionaux soumis à péréquation, ainsi que des Centimes additionnels communaux et autres impôts communaux et régionaux soumis à péréquation, conformément à la réglementation en vigueur ;
- met à la disposition des régions, des communes, des syndicats de communes et des communautés urbaines bénéficiaires, les quotes-parts correspondantes de la Dotation générale de la décentralisation arrêtée par le gouvernement ;
- procède au paiement de la rémunération des présidents et membres des bureaux des conseils régionaux, ainsi que des magistrats municipaux ;
- participe aux opérations financières visant à promouvoir le développement économique local, en liaison avec les autres administrations et structures concernées, notamment : la mobilisation des ressources nationales et internationales ainsi que l'intermédiation financière dans la recherche et la gestion des ressources provenant de la coopération décentralisée, en faveur des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Les ressources du FEICOM sont constituées par :

- les contributions des Communes prélevées sur les impôts communaux qui leur sont affectés, à hauteur des quotités définies par les textes législatifs et réglementaires;
- les contributions des Régions prélevées sur les impôts, droits et taxes qui leur sont affectés, à hauteur des quotités définies par les textes législatifs et réglementaires ;
- les subventions de l'État ;
- le produit issu des dépôts à terme, des placements de fonds et des prises de participation dans les entreprises et les sociétés;
- les emprunts ;
- les ressources provenant de la coopération nationale et internationale ;
- les ressources issues de la valorisation de son patrimoine ;

- les dons et legs;
- les ressources propres générées par ses activités et services;
- le produit issu des remboursements des dettes des Collectivités Territoriales Décentralisées;
- toutes autres ressources dont la gestion lui est confiée au regard de ses missions.

Avant la réforme intervenue le 31 octobre 2018, les centimes additionnels communaux constituaient la principale ressource du FEICOM pour la constitution du fonds de solidarité destiné au financement des investissements communaux et le fonctionnement propre. Au plan budgétaire, depuis 2006, le FEICOM consacre 2/3 de son budget au financement des projets communaux et intercommunaux. Le mécanisme de centralisation et de redistribution des centimes additionnels communaux illustre le mieux les principes de la solidarité communale prescrite par le législateur en 1974 en créant le FEICOM. En effet, les Communes les plus riches contribuent à l'abondement de la caisse commune dans laquelle viennent puiser celles qui n'ont peut-être rien apporté.

Par ailleurs, l'activité de l'organisme découle sur la production d'une masse importante de données, lesquelles font l'objet d'analyse statistique. Le top management, dans un souci de recherche permanente de la performance, a souhaité disposer d'un document qui centralise l'ensemble des statistiques pertinentes issues des interventions de l'organisme sur la période 2006-2018. La production de ce document permettra de tirer les enseignements utiles, afin d'appuyer la prise des décisions sur la base d'éléments factuels.

Intérêt

La production de ce document participe de la volonté du top management de rendre compte du volume des ressources financières que l'Institution a mobilisées, aussi bien de la fiscalité que de la coopération, et de préciser l'utilisation qui en a été faite. Aussi, l'intérêt du document réside dans le fait qu'il offre un bilan chiffré et détaillé des interventions du FEICOM au cours de la période 2006-2019. Ce bilan permettra d'une part, d'apprécier la contribution de l'organisme à politique gouvernementale contenue dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), et d'autre part, d'alimenter les cadres de concertation au sein de l'organisme.

Méthodologie

La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette étude s'est articulée autour de quatre principales étapes : (i) phase préparatoire ; (ii) collecte des données ; (iii) exploitation des données et production du draft du rapport et ; (iv) atelier de rédaction et de finalisation de l'étude.

➤ Phase préparatoire

Elle a consisté à tenir des séances de travail en vue de définir les Termes de Références de cette étude et de les faire approuver par la haute hiérarchie. Aussi, cette étape a été fondamentale dans la mesure où elle a permis d'évaluer la charge de travail et de proposer une échéance à Monsieur le Directeur Général à laquelle le travail pourrait être livré. Les livrables de cette phase sont : (i) les TDRs et le chronogramme des activités validées ; (ii) l'évaluation des ressources matérielles, humaines et financières nécessaires à la conduite du projet.

➤ Phase de collecte des données

La collecte des données s'est déroulée en deux étapes. Elle a démarré au niveau de la Direction Générale notamment au sein des structures ci-après : Direction de la Mobilisation des Ressources Financières de la Comptabilité et du Patrimoine, Direction des Projets d'Ingénierie du Développement Local, Direction des Projets et Programmes de Partenariats, Direction du Suivi et du Contrôle des Investissements, Cellule des Affaires Juridiques, Cabinet du Directeur (où les comptes administratifs et de gestions ont été collectés).

➤ Phase d'exploitation des données : consolidation et production du draft du rapport

Il est à noter que la consolidation des données s'est effectuée de manière concomitante à la collecte. L'objectif étant de gagner du temps et de livrer le travail dans les délais. Les statistiques ont été produites de manière dynamique au fur et à mesure que les données étaient collectées. Compte tenu de ce que l'étude porte sur une période relativement longue (14 ans), il a été privilégié la production des graphiques, notamment des courbes, au détriment des tableaux, afin de mieux traduire les évolutions (des hausses ou des baisses de l'activité de l'Institution par domaine d'activité).

➤ Phase de rédaction et de finalisation de l'étude

L'atelier de rédaction et de finalisation de ce projet s'est tenu à Yaoundé, du 04 au 08 mai 2020. Au cours de cet atelier, les explications, les commentaires et les analyses ont été apportées aux statistiques produites. Ce qui permet au lecteur, de bien comprendre les évolutions des graphiques contenues dans le document.

Structuration du document

Le document est structuré en trois principaux chapitres : (i) mobilisation des ressources financières des CTD et du FEICOM ; (ii) financement des projets de développement local et ; (iii) gestion administrative. Outre ces chapitres, le document comporte un avant-propos de Monsieur le Directeur Général ainsi qu'un résumé exécutif qui fait une synthèse du contenu du rapport.

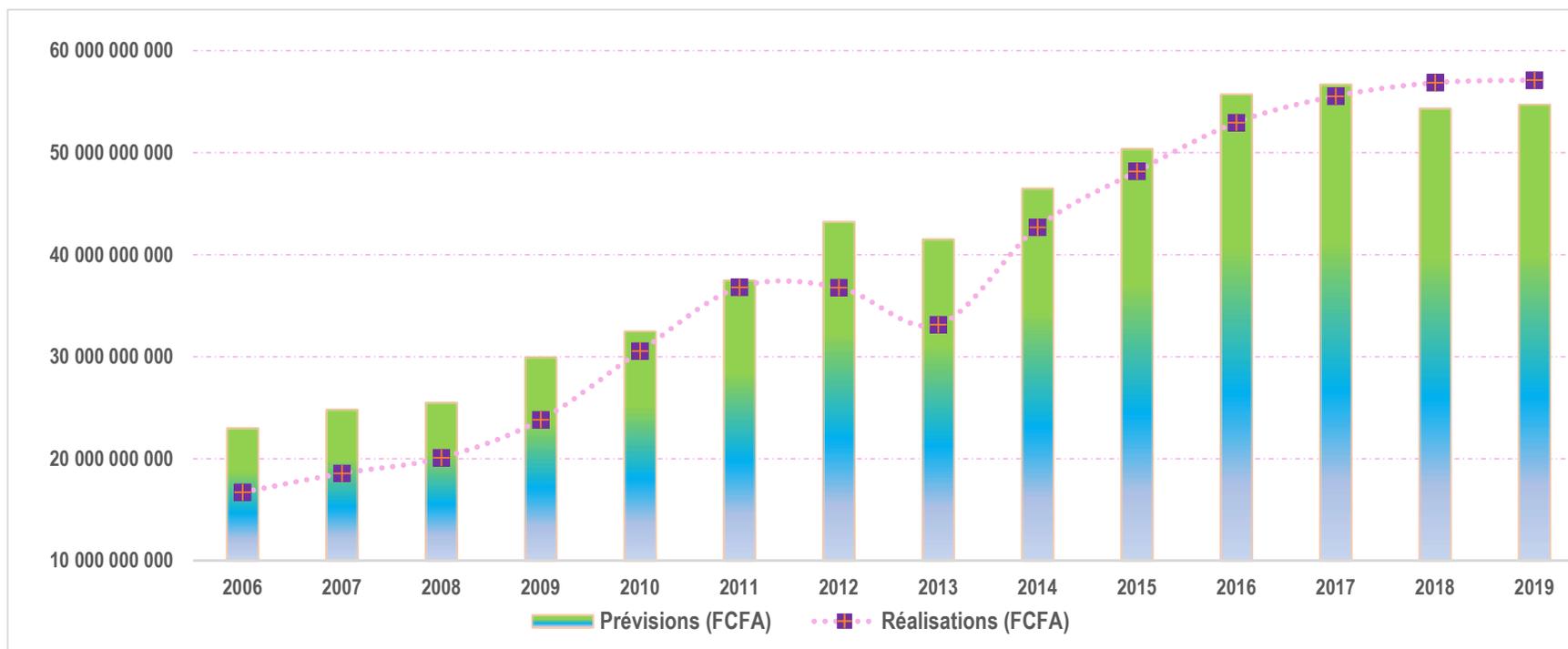
CHAPITRE 1 : MOBILISATION DES RESSOURCES DES CTD ET DU FEICOM

Ce chapitre présente l'évolution de la mobilisation des ressources notamment celles affectées au fonctionnement propre du FEICOM, aux investissements communaux et aux Centimes Additionnels Communaux et Autres Impôts Soumis à Péréquation ainsi que l'utilisation desdites ressources.

L'accent est mis sur l'évolution des prévisions et des réalisations des :

- 📑 Ressources budgétaires affectées au fonctionnement du FEICOM ;
- 📑 Dépenses issues du fonctionnement du FEICOM (dépenses propres, investissements communaux) ;
- 📑 Ressources budgétaires affectées au compte de centralisation et de redistribution des CAC et autres impôts soumis à péréquation ;
- 📑 Ressources de péréquation reversée aux Collectivités, par Région, et par année ;
- 📑 Ressources budgétaires affectées au compte de la réserve spéciale de 4% ;
- 📑 Dépenses relatives au compte de la réserve spéciale de 4% ;
- 📑 Ressources budgétaires affectées au compte de Coopération ;
- 📑 Ressources affectées au compte du Comité National de Finance Locale /Comité Départemental de Finance Locale ;
- 📑 Ressources budgétaires affectées au compte de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) ;
- 📑 Recettes fiscales et non fiscales.

Graphique 1 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au FEICOM (1/3 et 2/3) de 2006 à 2019



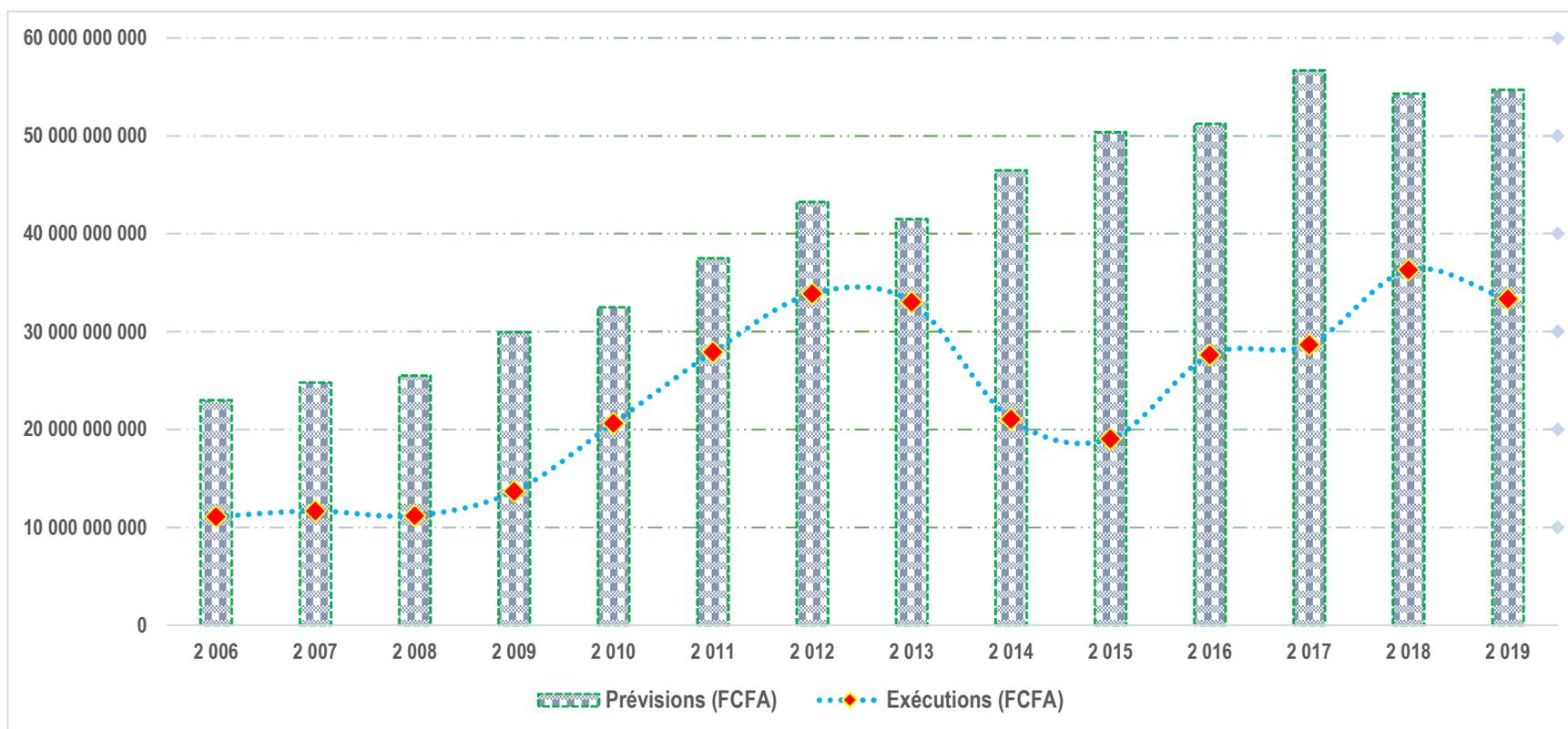
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

A l'observation de ce graphique, il y a lieu de relever :

- Une augmentation croissante des ressources de 2006 à 2011, due à la création d'une direction dédiée à l'activité de mobilisation des ressources qui a permis de mettre en place une stratégie efficace de suivi des recettes auprès des partenaires des régies financières ;
- Les pics observés en 2011 et 2012, se justifient par la rétrocession aux CTD par l'État, des recettes compromises du fait de l'application imparfaite de la loi portant fiscalité locale du 15 décembre 2009 ;
- Cette embellie, malgré la rupture observée en 2013, s'est poursuivie de 2014 à 2019 avec la mise en application effective de la loi portant fiscalité locale du 15 décembre 2009, la forte mobilisation des recettes issues des régularisations diverses et des opérations objet de couverture budgétaires de l'État (compensations des dettes croisées, opérations d'ordre douanières, notamment), la consolidation des cadres de concertation avec les partenaires des régies financières de l'État, et la création des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME). La baisse des recettes constatée en 2013 se justifie également par la diminution des reports de trésorerie du fait de l'augmentation progressive du taux de consommation des ressources dédiées aux investissements communaux.

Graphique 2 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses relatives au budget du FEICOM (1/3 et 23/) de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

A l'observation de ce graphique, il y a lieu de relever trois cycles marquant l'exécution du budget du FEICOM :

- Le premier cycle qui va de 2006 à 2013, est marqué par une progression constante de la consommation du budget due à l'apurement du portefeuille des projets, à travers la relance des projets en arrêt, abandonnés et à l'impulsion d'une nouvelle politique de suivi des projets ;
- Le deuxième cycle compris entre 2014 et 2015, fait observer une baisse due essentiellement à la sous consommation du Budget d'investissements Communaux (BIC), du fait de la combinaison de plusieurs facteurs bloquants ayant impacté fortement la réalisation des missions du FEICOM (retour au compte unique du trésor et la réforme du système des marchés publics, notamment) ;
- Le troisième cycle observé à partir de 2016, avec la mise en place des plateformes collaboratives FEICOM/Paierie Générale du Trésor et d'une politique de maturation des projets, ont permis de relancer la consommation du budget, malgré la relative baisse intervenue en 2019, du fait de la fin de mandature des exécutifs communaux.

Graphique 3 : Évolution comparée du taux de réalisation des recettes budgétaires et du taux d'exécution des dépenses du FEICOM (1/3 et 2/3) de 2006 à 2019



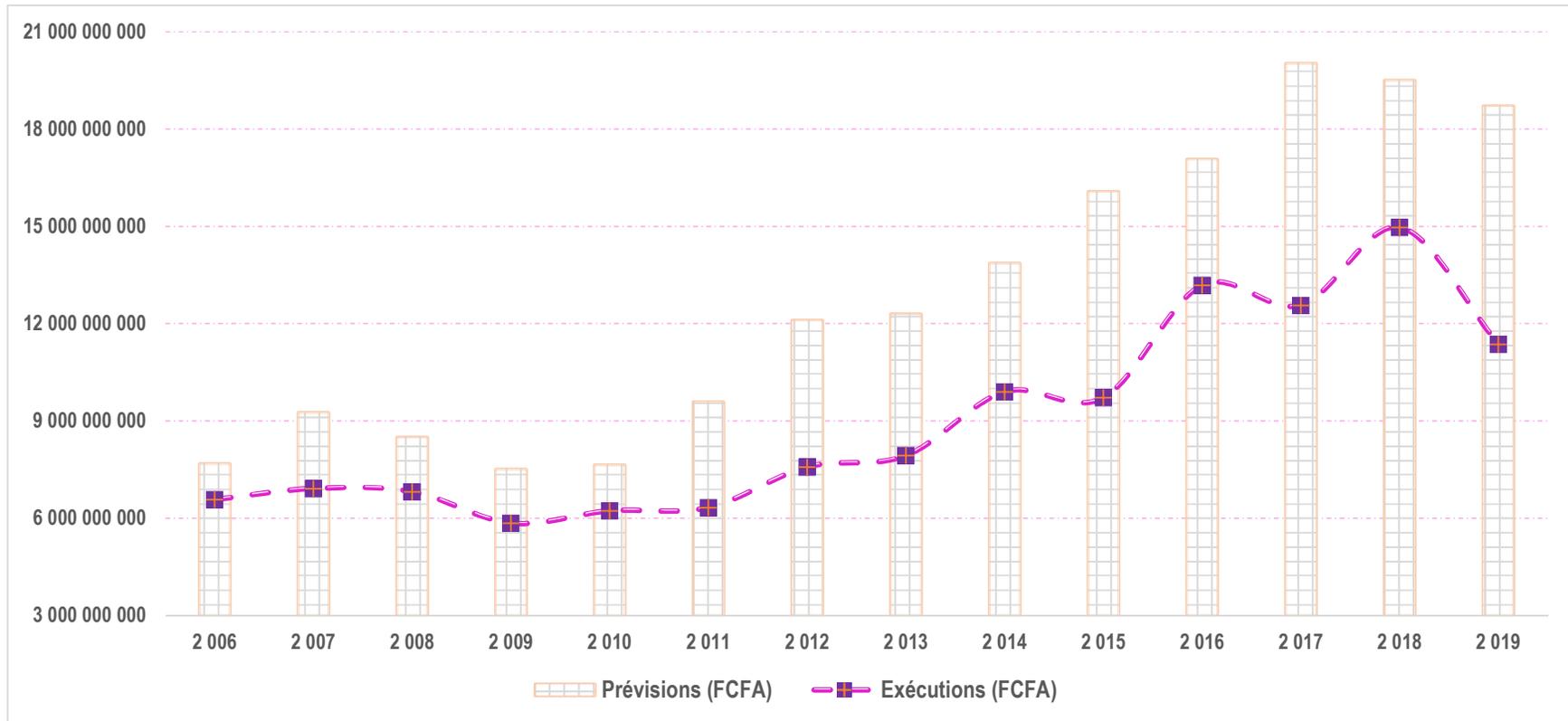
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

L'observation du graphique ci-dessus permet de relever ce qui suit :

- De 2006 à 2007, il y a une constance dans l'apurement du portefeuille des projets ;
- Les années 2008 à 2009 ont été marquées par l'entrée en vigueur des nouveaux outils de financement pour adapter l'offre du FEICOM aux besoins des collectivités territoriales décentralisées ;
- La stratégie d'assistance conseils axée sur ces nouveaux outils, a permis d'observer une convergence entre le taux de mobilisation des ressources et celui de l'exécution du budget, entre 2009 et 2013 ;
- De 2014 à 2015, les effets induits négatifs du compte unique du trésor se sont fait ressentir sur l'exécution des dépenses liées à l'activité des financements des projets et au fonctionnement propre du FEICOM ;

- A partir de 2016, la mise en place des plateformes collaboratives avec la Paierie Générale du Trésor d'une part et d'une politique de maturation des projets d'autre part, ont permis de relancer la consommation du budget.

Graphique 4 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses relatives au fonctionnement propre du FEICOM (1/3) de 2006 à 2019



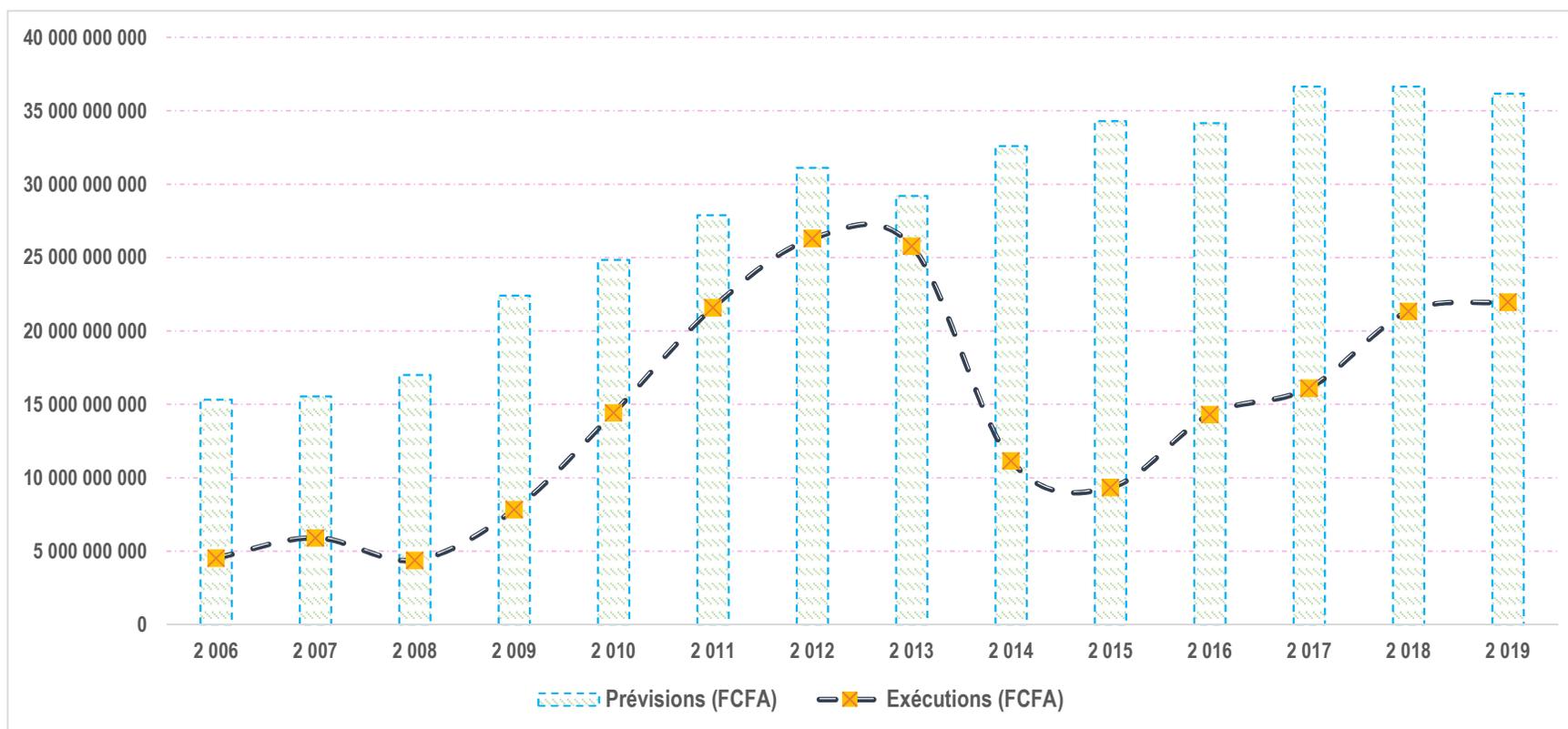
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessus ce qui suit :

- De 2006 à 2008, on observe une constance dans l'exécution des dépenses. Durant cette période, l'accent a été mis sur la modernisation de l'outil de production (informatisation de l'organisme, acquisition de la logistique de suivi des projets, renforcement des capacités du personnel) et l'apurement du passif de l'entreprise sur les plans social et commercial ;
- En 2009, on observe une diminution des dépenses due essentiellement à la baisse du service de la dette du FEICOM et à la lenteur observée pour le démarrage des études conduisant à la réalisation des projets d'infrastructures propres du FEICOM devant permettre l'amélioration du cadre de travail de son personnel pour offrir un service de qualité à sa clientèle.

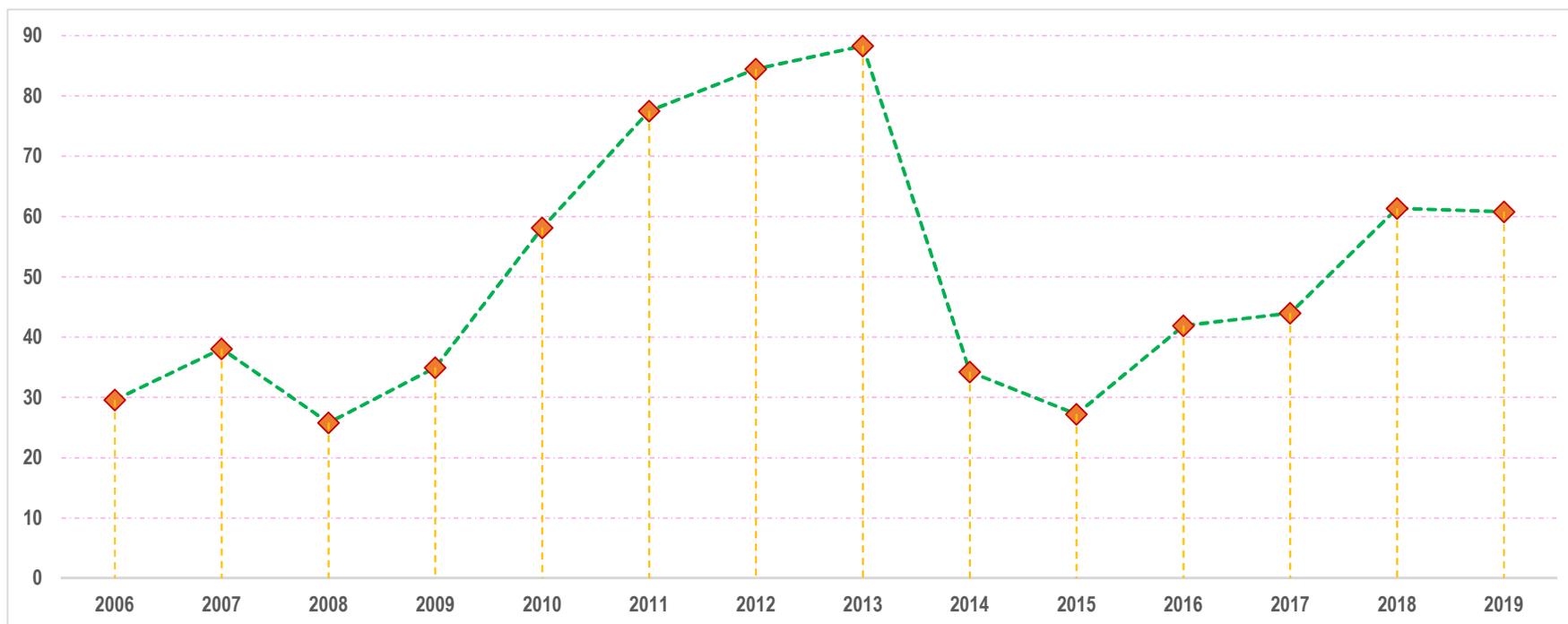
- A partir de 2012, on observe un accroissement des dépenses, à la faveur de la maturation du programme de modernisation du cadre de travail, qui a conduit au lancement des premiers immeubles devant abriter les services. Cette tendance s'est poursuivie de 2016 à 2018, avec la finalisation des travaux de construction de l'immeuble siège de la Direction Générale du FEICOM et des Agences de l'Ouest, de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Est. L'achèvement de ces travaux a induit une baisse des dépenses en 2019.

Graphique 5 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses d'investissement communaux (2/3) de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Graphique 6 : Évolution du taux d'exécution des dépenses d'investissement communaux de 2006 à 2019



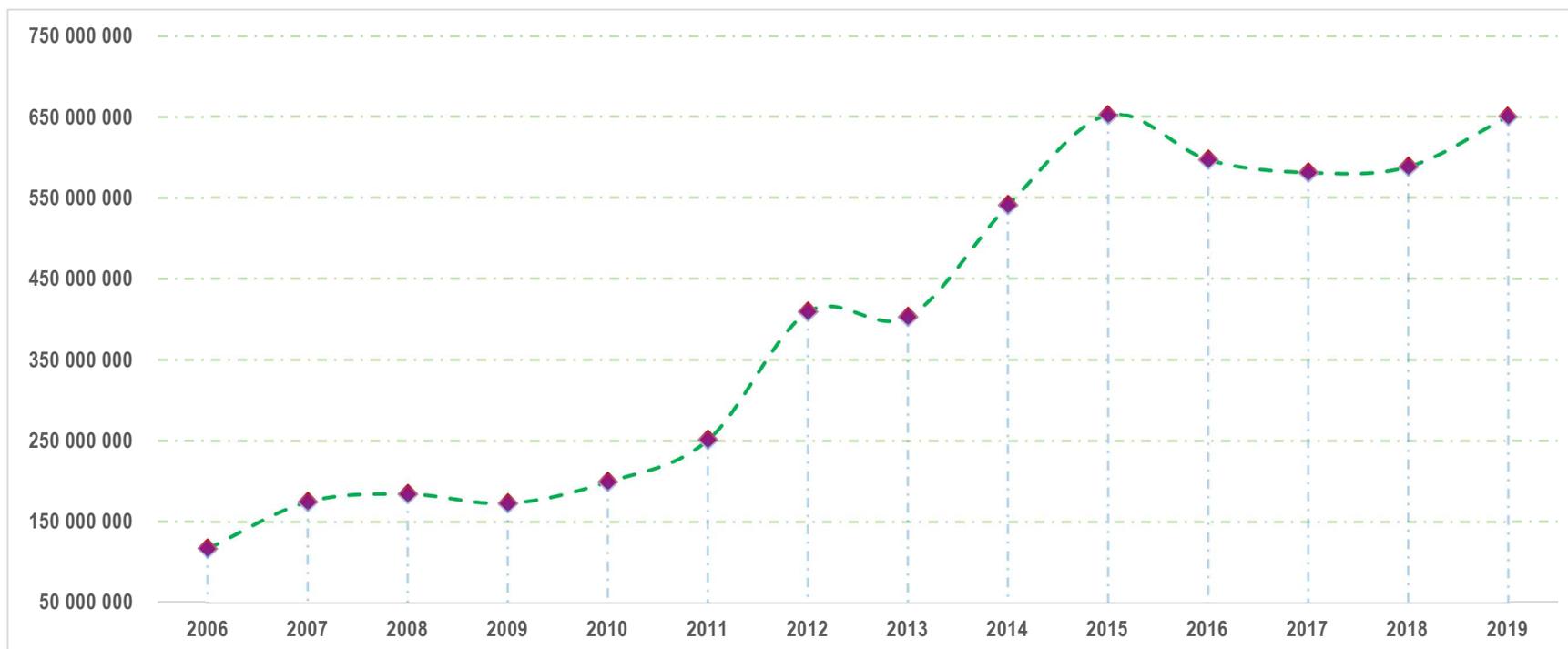
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

L'observation des deux graphiques ci-dessus montre que :

- La période 2006-2008 a été marquée par une faible consommation du BIC, due essentiellement à la relance des projets en arrêt et abandonnés, ainsi qu'à la mise en place des nouveaux outils de financement ;
- L'assistance conseils auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées, l'appropriation des nouveaux outils de financement et l'autonomisation des Agences régionales dans le suivi des projets, justifient l'accroissement observé au niveau des consommations et des taux d'exécution du budget des exercices 2009 à 2013 ;
- Les consommations budgétaires enregistrent une baisse entre 2014 et 2015, consécutive au retour de l'organisme au compte unique du trésor et à la réforme du système des marchés publics ;
- La redynamisation du niveau de consommation et des taux d'exécution observée de 2016 à 2019, est due à la mise en place des plateformes collaboratives avec la Paierie Générale du Trésor et l'instauration d'une politique de maturation des projets.

Graphique 7 : Évolution des frais de missions payés au personnel entre 2006 et 2019



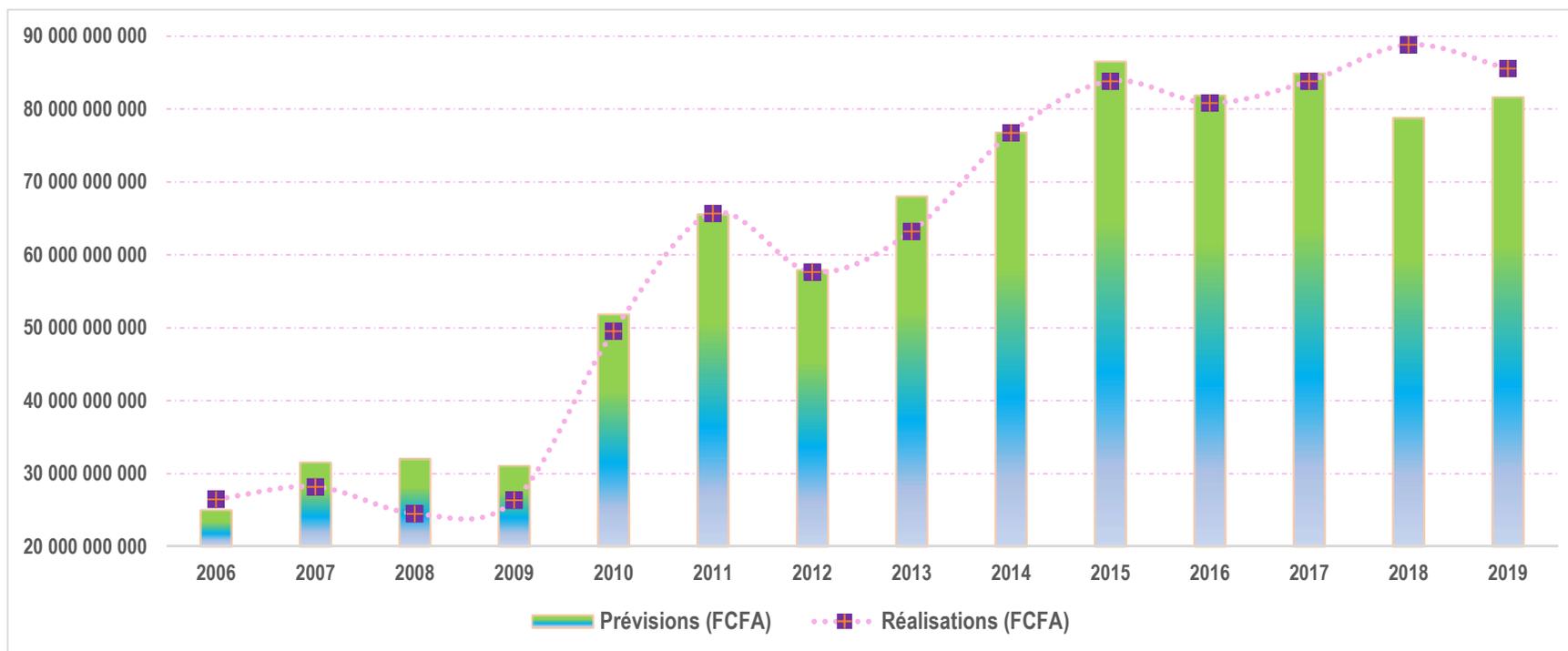
Source : Observatoire de Développement Local

Commentaire

L'observation du graphique ci-dessus permet de relever ce qui suit :

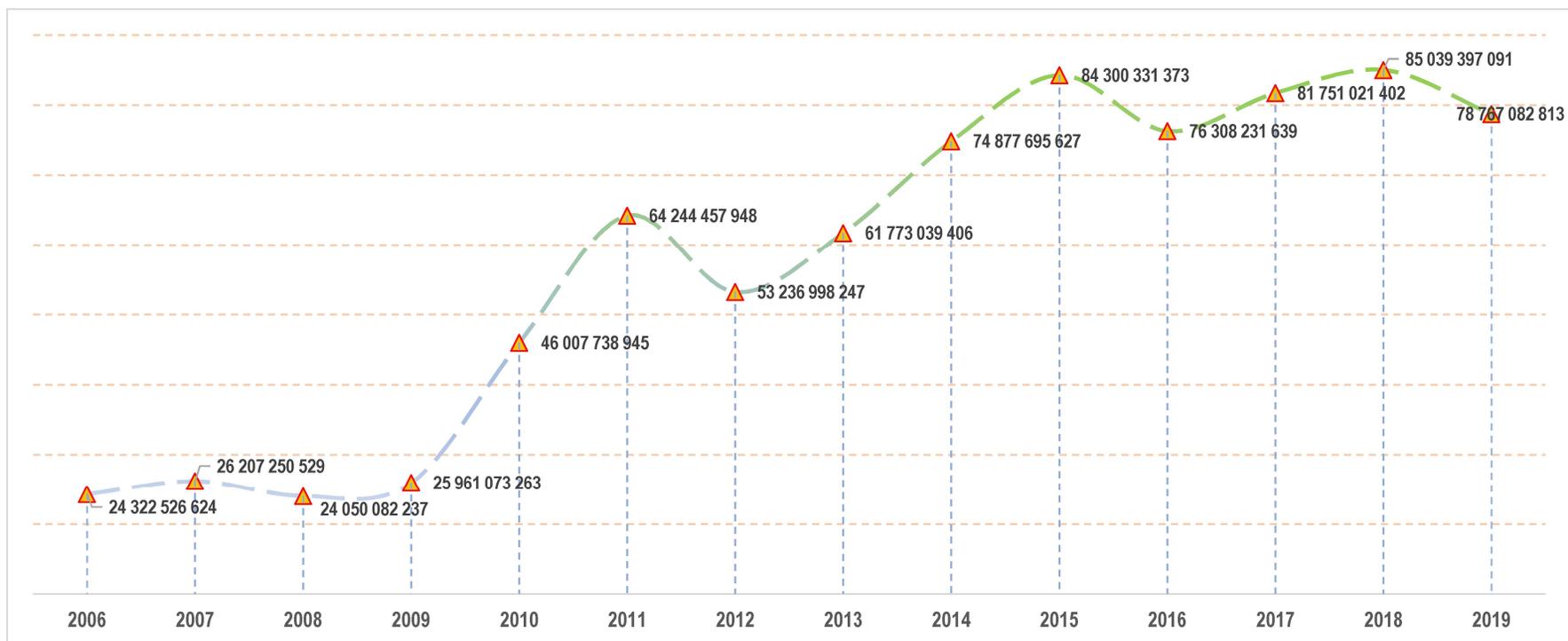
- La relance des projets en arrêt, abandonnés et l'assistance conseils suite à la production des nouveaux outils de financement à partir de 2008, ont entraîné une hausse des accords de financement qui ont induit une plus grande mobilisation des équipes techniques sur le terrain ;
- Le pic observé en 2015 s'explique par la redynamisation de l'activité de suivi et de contrôle des projets, induite par la mise sur pied d'un nouvel organigramme qui a abouti à la création d'une nouvelle direction opérationnelle dédiée exclusivement au contrôle et au suivi des projets sur le terrain. Cette réorganisation structurelle a également permis d'optimiser le suivi des projets réalisés en partenariats ;
- Le fléchissement observé en 2016 est justifié par la baisse des charges relatives au suivi des projets de coopération. Celles –ci sont désormais prises en charge par la mise à disposition par les bailleurs de fonds.

Graphique 8 : Évolution des prévisions et des réalisations des ressources budgétaires affectées au compte de centralisation et de redistribution des Centimes Additionnels Communaux (CAC) et autres Impôts Soumis à Péréquation (ISP) de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Graphique 9 : Évolution des ressources de péréquation reversées aux Collectivités Territoriales Décentralisées de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

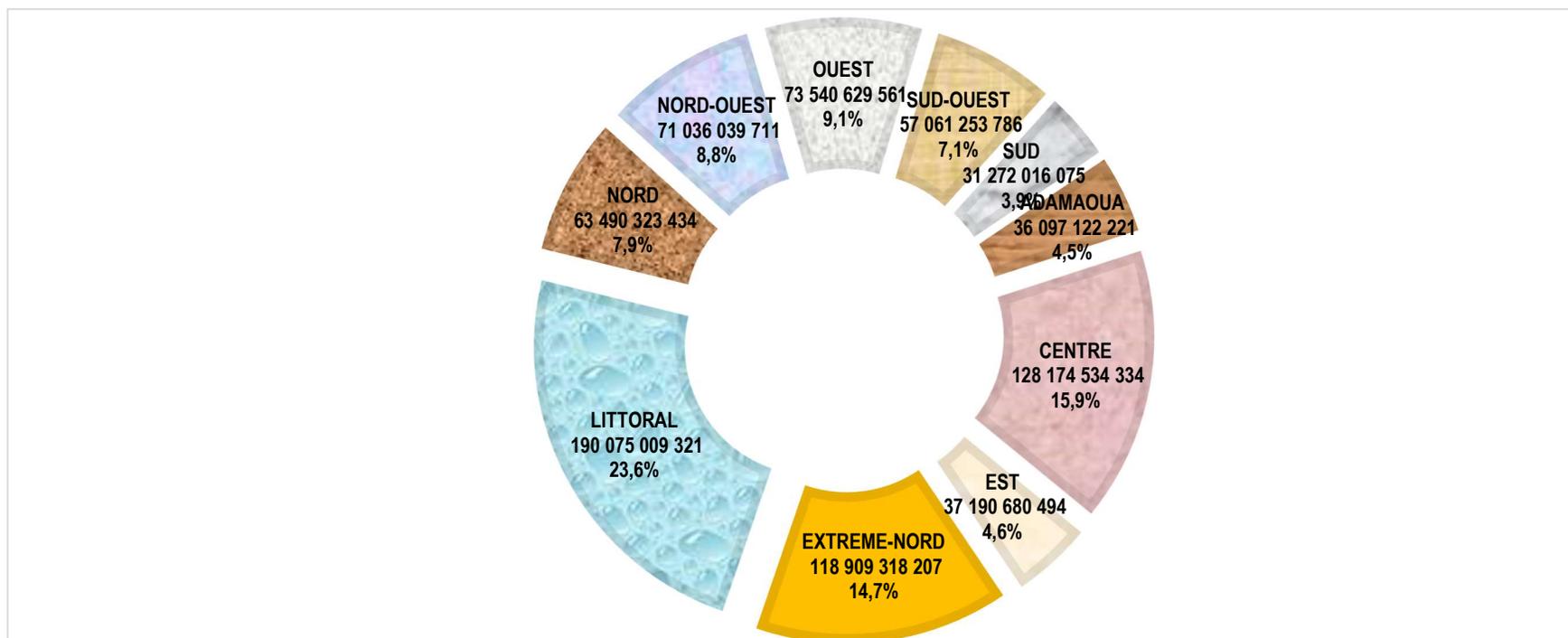
Commentaires

Il ressort de l'analyse des graphiques ci-dessus ce qui suit :

- les ressources de péréquation effectivement mises à la disposition des CTD sont sur une tendance haussière sur la période 2006-2018, passant de 24,3 milliards de FCFA en 2006 à 85,0 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 250% ;
- La baisse observée en 2008 est consécutive à l'application imparfaite du décret n° 2007/1139 du 03 septembre 2007, fixant les modalités d'émission, de recouvrement, de centralisation, de répartition et de reversement des centimes additionnels communaux qui a augmenté la retenue de base au détriment des CAC centralisés ;
- A partir de 2010, le FEICOM a bénéficié d'une rétrocession de 25% des CAC sur la TVA ce qui a permis de booster les recettes centralisées par l'organisme;
- La régression observée en 2012 est due à la compensation de dettes croisées entre l'État et certaines grandes entreprises de service public sans prise en compte des intérêts des CTD et du FEICOM, l'arrêt du paiement des impôts par certaines entreprises publiques en difficultés dont la SONARA, et l'état défavorable des paramètres informatiques, qui ont induit de déperditions de recettes importantes ;

- En 2013 les reformes multiformes engagées à la Direction Générale des impôts visant l'élargissement de l'assiette fiscale et la sécurisation des recettes, ainsi que la mise en application effective de la Loi portant fiscalité locale de 15 décembre 2009, ont permis de booster les recettes du FEICOM et des CTD. Cette tendance s'est étendue jusqu'en 2015, exercice au cours duquel l'organisme a reçu sur réclamation d'importantes recettes en régularisation des exercices antérieurs ;
- L'exercice 2016 est marqué par le fléchissement des recettes douanières issues des importations dans certains secteurs tels la téléphonie, brassicole, tabac et carburant, ayant induit une baisse substantielle des CAC sur TVA douanière ;
- Le renforcement des actions de suivi et de contrôle des recettes a permis de repartir sur une courbe haussière en 2017 et 2018, malgré la relative baisse constatée en 2019, justifiée pour l'essentiel par le paiement différé en 2020 de la retenue de base sur les marchés publics et sur les salaires des personnels de l'État opérée sur les CAC de 2019 au profit des communes et communautés urbaines des chefs-lieux des régions, l'accroissement des dettes des entreprises publiques et les contraintes budgétaires de l'État. .

Graphique 10 : Répartition des ressources de péréquation reversées aux CTD de 2006 à 2019, par Région



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

- Les Régions du Littoral et du Centre occupent les premiers rangs de la masse globale du fait de la part importante des populations au niveau des Communautés Urbaines, ainsi que de la retenue de base importante des CAC dont elles bénéficient.

Tableau 1 : Ressources de péréquation reversées aux CTD de 2008 à 2019

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
AD	BANKIM	39 396 996	42 816 399	78 542 108	214 889 348	173 093 368	194 295 038	244 698 767	274 702 238	253 031 540	272 891 539	285 091 060	265 484 745	2 338 933 146
AD	BANYO	76 781 828	83 445 987	153 072 753	281 362 771	223 139 557	250 310 705	315 069 921	351 768 879	325 688 300	351 273 280	366 997 475	341 768 502	3 120 679 959
AD	BELEL	38 350 788	41 679 385	76 456 379	124 004 825	104 668 667	117 708 683	148 485 148	169 334 343	153 692 969	165 725 591	173 106 081	161 187 233	1 474 400 092
AD	CU NGAOUNDERE	100 946 253	103 502 961	173 026 751	363 803 035	239 245 987	292 331 914	371 570 373	411 271 575	387 469 202	413 109 915	428 044 535	450 624 442	3 734 946 943
AD	DIR	55 885 369	60 735 853	111 413 437	114 546 611	97 547 812	109 738 458	138 472 341	158 368 865	143 354 952	154 572 994	161 451 973	150 333 148	1 456 421 814
AD	DJOHONG	32 101 256	34 887 436	63 997 273	87 006 102	76 813 244	86 530 686	109 316 970	126 439 495	113 252 634	122 098 764	127 517 443	118 728 134	1 098 689 437
AD	GALIM-TIGNERE	19 260 754	20 932 461	38 398 364	90 628 157	79 540 202	89 582 912	113 151 409	130 638 764	117 211 613	126 369 692	131 980 424	122 884 744	1 080 579 496
AD	KONTCHA	10 943 610	11 893 444	21 817 252	38 001 965	39 919 248	45 235 994	57 439 430	69 626 049	59 690 147	64 315 828	67 136 123	62 491 832	548 510 922
AD	MARTAP	35 992 318	39 116 216	71 754 519	88 041 774	77 592 978	87 403 425	110 413 369	127 640 214	114 384 644	123 319 973	128 793 567	119 916 653	1 124 369 650
AD	MAYO-BALEO	9 128 430	9 920 717	18 198 498	63 012 074	58 748 735	66 311 455	83 916 030	98 621 774	87 026 688	93 806 350	97 952 772	91 193 000	777 836 523
AD	MAYO-DARLE	21 887 220	23 786 888	43 634 505	83 112 530	73 881 873	83 249 660	105 195 093	121 925 443	108 996 884	117 507 684	122 719 909	114 259 938	1 020 157 628
AD	MBE	17 509 777	19 029 511	34 907 605	67 504 654	62 131 090	70 097 253	88 672 037	103 830 296	91 937 171	99 103 750	103 488 387	96 348 609	854 560 140
AD	MEIGANGA	119 504 223	129 876 406	238 244 396	266 989 306	212 318 135	238 198 509	299 853 656	335 104 856	309 977 821	334 324 896	349 286 954	325 273 761	3 158 952 919
AD	NGANHA	35 992 318	39 116 216	71 754 519	110 667 192	85 238 573	95 960 982	136 108 261	139 413 742	125 484 473	135 294 411	141 306 470	128 382 848	1 244 720 006
AD	NGAOUI	21 887 219	23 786 888	43 634 505	88 477 522	76 288 505	85 943 358	113 546 827	125 631 445	112 490 820	121 276 924	126 658 647	139 448 310	1 079 070 971
AD	NGAOUNDAL	44 721 428	48 602 956	89 156 930	166 562 598	136 709 357	153 571 167	175 995 500	218 674 128	200 209 451	215 907 336	225 544 397	191 693 518	1 867 348 766
AD	NGAOUNDERE I	14 420 893	14 786 137	24 718 107	73 502 419	83 170 444	95 525 691	122 529 064	136 867 013	119 954 275	132 249 197	140 357 252	128 625 572	1 086 706 064
AD	NGAOUNDERE II	14 420 893	14 786 137	24 718 107	78 190 644	88 110 623	101 215 574	129 921 850	145 018 987	127 435 840	140 497 402	149 108 854	136 647 266	1 150 072 177
AD	NGAOUNDERE III	14 420 893	14 786 137	24 718 107	30 878 991	38 256 376	43 795 624	55 316 892	62 752 606	51 934 966	57 259 923	60 791 272	55 695 615	510 607 402
AD	NYAMBAKA	35 992 318	39 116 216	71 754 519	98 989 120	85 834 963	96 628 510	122 002 624	140 332 128	126 350 308	136 228 472	142 282 533	132 479 638	1 227 991 349
AD	TIBATI	67 942 310	73 839 257	135 450 231	220 344 826	177 200 661	198 892 248	250 474 131	281 027 104	258 994 485	279 324 331	291 813 127	271 745 357	2 507 048 069
AD	TIGNERE	33 560 405	36 473 227	66 906 240	114 219 113	97 301 247	109 462 483	138 125 641	157 989 178	142 996 992	154 186 827	161 048 440	149 957 320	1 362 227 113
CE	AFANLOUM	3 586 586	3 897 878	7 150 242	23 583 715	29 064 104	33 086 061	42 175 753	52 910 105	43 930 716	47 314 632	49 370 418	45 945 694	382 015 905
CE	AKOEMAN	13 132 333	14 272 133	26 180 703	33 688 527	36 671 767	41 601 158	52 873 068	64 625 221	54 975 473	59 229 662	61 821 242	57 541 800	516 613 088
CE	AKONO	14 591 481	15 857 925	29 089 670	42 404 976	43 234 165	48 946 315	62 100 615	74 730 726	64 502 726	69 507 612	72 561 372	67 544 649	605 072 232
CE	AKONOLINGA	75 875 697	82 461 212	151 266 284	151 710 483	125 527 568	141 055 622	177 815 352	201 455 179	183 975 797	198 394 555	207 244 102	192 981 768	1 889 763 620
CE	AWAE	19 990 328	21 725 356	39 852 849	63 054 060	58 780 347	66 346 837	83 960 477	98 670 450	87 072 581	93 855 857	98 004 508	91 241 181	822 554 831
CE	AYOS	29 182 960	31 715 851	58 179 340	82 678 668	73 555 228	82 884 052	104 735 793	121 422 440	108 522 662	116 996 097	122 185 317	113 762 042	1 045 820 450
CE	BAFIA	56 368 347	61 260 752	112 376 304	173 949 466	142 270 747	159 795 916	201 358 339	227 238 169	208 283 444	224 617 520	234 646 259	218 502 842	2 020 668 104
CE	BATCHENGA	21 887 220	23 786 888	43 634 505	44 621 876	44 903 215	50 814 447	64 447 506	77 300 913	66 925 841	72 121 657	75 292 965	70 088 727	655 825 760
CE	BIBEY	5 963 538	6 481 135	11 888 949	32 227 386	35 571 710	40 369 889	51 326 253	62 931 235	53 378 420	57 506 769	60 020 873	55 865 024	473 531 180

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
CE	BIKOK	22 575 938	24 535 382	45 007 538	64 145 714	59 602 228	67 266 749	85 116 143	99 936 073	88 265 781	95 143 076	99 349 612	92 493 945	843 438 180
CE	BIYOUHA	2 188 724	2 378 689	4 363 451	28 059 501	32 433 814	36 857 706	46 913 981	58 099 155	48 822 839	52 592 232	54 885 339	51 082 031	418 677 463
CE	BOKITO	56 906 773	61 845 909	113 449 714	131 184 561	110 074 110	123 758 886	156 085 874	177 658 241	161 540 559	174 191 535	181 952 719	169 426 572	1 618 075 453
CE	BONDJOCK	7 295 740	7 928 963	14 544 835	42 181 046	43 065 573	48 757 616	61 863 555	74 471 111	64 257 966	69 243 568	72 285 452	67 287 672	573 183 097
CE	BOT-MAKAK	27 408 637	29 787 527	54 642 037	66 415 798	61 311 316	69 179 699	87 519 334	102 567 917	90 747 027	97 819 832	102 146 735	95 099 057	884 644 916
CE	CA YAOUNDE 1er	71 109 688	89 516 606	149 645 645	216 148 125	233 482 118	268 648 130	347 464 693	384 902 005	347 591 113	383 212 076	406 636 757	372 696 620	3 271 053 576
CE	CA YAOUNDE 2e	46 616 324	58 683 074	98 100 977	187 809 854	201 943 201	232 322 980	300 267 919	332 858 442	299 827 562	330 554 173	350 765 067	321 484 785	2 761 234 358
CE	CA YAOUNDE 3e	60 881 039	76 640 246	128 120 130	195 741 501	211 978 815	243 881 563	315 285 829	349 418 588	315 025 819	347 309 801	368 543 316	337 780 280	2 950 606 926
CE	CA YAOUNDE 4e	81 564 208	102 677 302	171 646 492	353 500 107	378 215 575	435 345 824	564 052 738	623 732 169	566 780 121	624 861 468	663 034 363	607 709 950	5 173 120 317
CE	CA YAOUNDE 5e	62 267 622	78 385 750	131 038 103	204 572 093	221 283 974	254 598 841	329 210 642	364 773 386	329 117 853	362 845 850	385 027 554	352 889 684	3 076 011 352
CE	CA YAOUNDE 6e	39 696 093	49 971 525	83 537 810	207 020 910	223 754 064	257 443 781	332 907 035	368 849 372	332 858 634	366 969 953	389 403 354	356 900 533	3 009 313 064
CE	CA YAOUNDE 7e	46 616 324	58 683 074	98 100 977	85 641 522	97 749 957	112 317 740	144 346 744	160 925 219	142 033 959	156 591 397	166 185 089	152 299 295	1 421 491 297
CE	CU YAOUNDE	960 701 508	1 211 187 055	2 013 565 056	3 612 590 185	2 252 652 233	2 771 693 517	3 542 262 640	3 873 692 319	3 693 758 826	3 969 965 842	4 074 796 385	4 362 695 896	36 339 561 461
CE	DEUK	14 591 481	15 857 925	29 089 670	50 729 549	49 501 528	55 961 247	70 913 307	84 381 904	73 601 648	79 323 484	82 818 642	77 097 785	683 868 169
CE	DIBANG	14 591 481	15 857 925	29 089 670	43 950 086	44 397 441	50 248 348	63 736 328	76 522 067	66 191 563	71 329 522	74 465 208	69 317 792	619 697 431
CE	DZENG	18 968 926	20 615 303	37 816 570	44 926 980	45 132 918	51 071 552	64 770 499	77 654 636	67 259 324	72 481 417	75 668 902	70 438 858	646 805 885
CE	EBEBDA	32 101 256	34 887 436	63 997 273	78 393 219	70 328 821	79 272 803	100 199 062	116 454 062	103 838 584	111 942 937	116 904 924	108 844 137	1 017 164 514
CE	EDZENDOUAN	4 065 186	4 418 017	8 104 382	30 998 575	34 646 569	39 334 397	50 025 390	61 506 598	52 035 304	56 057 822	58 506 770	54 454 859	454 153 869
CE	ELIG-MFOMO	35 019 553	38 059 021	69 815 208	63 818 219	59 355 662	66 990 775	84 769 443	99 556 385	87 907 821	94 756 912	98 946 078	92 118 118	891 113 195
CE	ENDOM	24 805 516	26 958 473	49 452 439	59 977 830	56 464 330	63 754 568	80 703 871	95 103 994	83 710 200	90 228 540	94 214 076	87 710 955	813 084 792
CE	ESEKA	35 165 468	38 217 600	70 106 105	83 638 762	74 278 061	83 693 107	105 752 184	122 535 536	109 572 067	118 128 188	123 368 318	114 863 834	1 079 319 231
CE	ESSE	24 448 025	26 569 954	48 739 743	65 668 436	60 748 646	68 549 912	86 728 148	101 701 453	89 930 144	96 938 582	101 225 856	94 241 394	865 490 293
CE	EVODOULA	32 101 256	34 887 436	63 997 274	71 482 199	65 125 685	73 449 041	92 882 810	108 441 703	96 284 703	103 793 848	108 389 391	100 913 170	951 748 516
CE	KIIKI	23 590 047	25 637 508	47 029 270	42 427 367	43 251 022	48 965 185	62 124 322	74 756 687	64 527 203	69 534 017	72 588 961	67 570 347	642 001 936
CE	KOBDOMBO	37 062 359	40 279 131	73 887 763	50 007 376	48 957 824	55 352 688	70 148 788	83 544 647	72 812 299	78 471 937	81 928 804	76 269 034	768 722 650
CE	KON-YAMBETTA	23 590 047	25 637 508	47 029 270	42 911 616	43 615 601	49 373 251	62 636 962	75 318 104	65 056 491	70 105 013	73 185 636	68 126 060	646 585 559
CE	LEMBE	10 943 610	11 893 444	21 817 252	38 754 927	40 486 134	45 870 501	58 236 543	70 499 006	60 513 151	65 203 679	68 063 899	63 355 914	555 638 060
CE	LOBO	24 805 516	26 958 473	49 452 439	47 012 323	46 702 921	52 828 822	66 978 117	80 072 299	69 538 644	74 940 336	78 238 395	72 831 961	690 360 246
CE	MAKAK	42 315 292	45 987 983	84 360 044	100 133 959	86 696 884	97 593 237	123 214 591	141 659 409	127 601 640	137 578 401	143 693 165	133 793 437	1 264 628 041
CE	MAKENENE	41 622 197	45 234 732	82 978 284	64 946 262	60 204 940	67 941 353	85 963 630	100 864 196	89 140 796	96 087 037	100 336 019	93 412 642	928 732 087
CE	MATOMB	15 105 100	16 416 124	30 113 626	50 805 124	49 558 427	56 024 933	70 993 314	84 469 523	73 684 254	79 412 597	82 911 761	77 184 517	686 679 300
CE	MBALMAYO	215 087 243	191 278 719	316 058 042	313 045 928	225 888 152	250 258 255	318 841 892	384 564 118	355 852 747	382 671 395	397 203 992	356 294 984	3 707 045 467

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
CE	MBANDJOCK	101 617 255	26 254 380	48 160 858	77 575 878	69 713 466	78 584 047	99 333 794	115 506 468	102 945 213	110 979 173	115 897 824	107 906 169	1 054 474 525
CE	MBANGASSINA	43 774 441	47 573 776	87 269 010	133 849 319	112 080 341	126 004 420	158 906 884	180 747 657	164 453 194	177 333 670	185 236 148	172 484 606	1 589 713 466
CE	MBANKOMO	28 056 496	30 491 619	55 933 618	75 417 758	68 088 670	76 765 450	97 049 133	113 004 431	100 586 346	108 434 441	113 238 660	105 429 550	972 496 172
CE	MENGANG	29 182 960	31 715 851	58 179 340	41 061 400	42 222 619	47 814 113	60 678 256	73 173 038	63 034 171	67 923 343	70 905 857	66 002 784	651 893 731
CE	MENGUEME	17 859 973	19 410 100	35 605 757	39 650 643	41 160 498	46 625 303	59 184 781	71 537 464	61 492 188	66 259 859	69 167 573	64 383 826	592 337 965
CE	MESSONDO	24 805 518	26 958 473	49 452 439	58 158 405	55 094 529	62 221 377	78 777 762	92 994 624	81 721 533	88 083 175	91 972 239	85 623 012	795 863 086
CE	MFOU	80 512 285	73 205 120	100 446 121	122 734 028	103 711 915	116 637 811	164 609 256	191 787 225	214 846 168	216 389 987	256 918 414	162 938 249	1 804 736 579
CE	MINTA	14 444 106	15 697 760	28 795 865	50 508 419	49 335 046	55 774 906	70 679 208	84 125 534	73 359 947	79 062 739	82 546 172	76 844 022	681 173 724
CE	MONATELE	51 366 388	55 824 654	102 404 365	121 961 471	103 130 277	115 986 796	146 321 977	166 965 357	151 459 542	163 316 183	170 588 324	158 842 315	1 508 167 649
CE	NANGA-EBOKO	47 042 932	51 125 951	93 785 097	102 034 559	88 127 798	99 194 832	125 226 634	143 862 891	129 679 034	139 819 482	146 035 026	135 974 535	1 301 908 771
CE	NDIKINIMEKI	20 428 073	22 201 095	40 725 538	67 459 869	62 097 375	70 059 514	88 624 624	103 778 373	91 888 218	99 050 941	103 433 206	96 297 216	866 044 042
CE	NGAMBE-TIKAR	14 591 481	15 857 925	29 089 670	53 539 861	51 617 344	58 329 436	73 888 405	87 640 069	76 673 375	82 637 247	86 281 420	80 322 855	710 469 088
CE	NGOG-MAPUBI	14 591 481	15 857 925	29 089 670	44 157 222	44 553 386	50 422 894	63 955 606	76 762 211	66 417 965	71 573 763	74 720 434	69 555 499	621 658 056
CE	NGOMEDZAP	29 182 960	31 715 851	58 179 340	66 639 728	61 479 910	69 368 399	87 756 394	102 827 532	90 991 789	98 083 878	102 422 651	95 356 033	894 004 464
CE	NGORO	17 509 777	19 029 511	34 907 605	57 467 022	54 574 006	61 638 765	78 045 840	92 193 064	80 965 839	87 267 935	91 120 341	84 829 596	759 549 301
CE	NGOUMOU	24 805 518	26 958 473	49 452 439	57 553 794	54 639 334	61 711 887	78 137 699	92 293 663	81 060 684	87 370 254	91 227 259	84 929 172	790 140 176
CE	NGUIBASSAL	6 566 166	7 136 067	13 090 352	31 695 555	35 171 308	39 921 727	50 763 237	62 314 650	52 797 118	56 879 662	59 365 568	55 254 702	470 956 112
CE	NITOUKOU	13 132 333	14 272 133	26 180 702	32 104 227	35 478 985	40 266 102	51 195 873	62 788 448	53 243 803	57 361 545	59 869 118	55 723 686	501 616 955
CE	NKOLAFAMBA	22 770 005	24 746 293	45 394 429	59 152 091	55 842 652	63 058 736	79 829 713	94 146 666	82 807 651	89 254 874	93 196 626	86 763 349	796 963 086
CE	NKOLMETET	29 182 960	31 715 851	58 179 340	56 781 240	54 057 697	61 060 871	77 319 846	91 397 993	80 216 266	86 459 299	90 275 339	84 042 603	800 689 304
CE	NKOTENG	102 495 661	27 209 028	49 912 056	73 995 806	67 018 117	75 567 203	95 543 803	111 355 878	99 032 125	106 757 754	111 486 576	103 797 742	1 024 171 749
CE	NSEM	8 360 918	9 086 591	16 668 381	35 871 838	38 315 525	43 440 985	55 184 400	67 156 465	57 361 876	61 804 101	64 511 449	60 047 332	517 809 861
CE	NTUI	29 182 960	31 715 851	58 179 340	90 289 465	79 285 209	89 297 504	112 792 856	130 246 097	116 841 416	125 970 324	131 563 096	122 496 066	1 117 860 183
CE	OBALA	109 436 101	118 934 440	218 172 525	239 513 176	191 632 037	215 044 987	270 766 437	303 250 124	279 945 871	301 926 579	315 431 755	293 742 629	2 857 796 660
CE	OKOLA	79 694 433	83 385 165	147 412 025	152 480 976	122 744 464	137 441 940	173 887 158	193 789 346	176 673 196	190 402 232	198 632 027	183 600 246	1 840 143 208
CE	OLANGUINA	7 295 740	7 928 963	14 544 835	32 020 252	35 415 764	40 195 340	51 106 974	62 691 091	53 152 018	57 262 527	59 765 647	55 627 320	477 006 471
CE	OMBESSA	40 856 144	44 402 191	81 451 076	90 351 046	79 331 570	89 349 396	112 858 048	130 317 491	116 908 725	126 042 938	131 638 977	122 566 733	1 166 074 336
CE	SA'A	79 618 411	86 528 769	158 727 784	167 547 886	137 451 156	154 401 448	194 581 393	219 816 433	201 286 391	217 069 134	226 758 436	211 156 498	2 054 943 739
CE	SOA	26 425 169	28 718 703	52 681 393	104 201 074	89 758 915	101 020 506	127 520 187	146 374 663	132 047 078	142 374 118	148 704 539	138 460 790	1 238 287 135
CE	YOKO	43 774 441	47 573 776	87 269 010	53 100 399	51 286 483	57 959 110	73 423 176	87 130 576	76 193 036	82 119 058	85 739 930	79 818 534	825 387 530
ES	ABONG-MBANG	36 478 702	39 644 814	72 724 175	99 770 073	86 422 924	97 286 600	122 829 368	141 237 538	127 203 906	137 149 327	143 244 797	133 375 846	1 237 368 070
ES	ANGOSSAS	17 509 777	19 029 511	34 907 605	56 672 074	53 975 508	60 968 878	77 204 278	91 271 433	80 096 944	86 330 577	90 140 831	83 917 325	752 024 741
ES	ATOK	18 646 452	20 264 842	37 173 689	44 711 446	44 970 650	50 889 928	64 542 330	77 404 758	67 023 743	72 227 274	75 403 330	70 191 515	643 449 957

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
ES	BATOURI	78 793 995	85 632 795	157 084 219	206 142 107	166 507 788	186 923 935	235 438 626	264 561 037	243 470 635	262 577 281	274 312 994	255 446 563	2 416 891 975
ES	BELABO	41 129 005	44 698 733	81 995 052	105 222 754	90 528 111	101 881 452	128 601 770	147 559 156	133 163 792	143 578 820	149 963 413	139 633 248	1 307 955 306
ES	BERTOUA 1er	11 905 024	12 206 548	20 405 786	55 315 019	64 005 630	73 452 493	93 849 657	105 242 427	90 930 464	100 251 306	106 406 481	97 506 389	831 477 224
ES	BERTOUA 2ème	11 905 024	12 206 548	20 405 786	48 424 407	56 744 708	65 089 678	82 983 966	93 260 902	79 934 289	88 128 348	93 543 641	85 716 347	738 343 644
ES	BETARE-OYA	40 421 319	43 929 625	80 584 204	133 829 726	112 065 591	125 987 909	158 886 140	180 724 941	164 431 778	177 310 564	185 212 007	172 462 119	1 575 845 922
ES	CU BERTOUA	55 556 780	56 963 889	95 227 003	199 800 791	137 607 092	167 171 093	212 113 321	237 360 044	220 888 217	235 679 586	244 338 282	298 844 748	2 161 550 846
ES	DIANG	14 591 481	15 857 925	29 089 670	62 793 741	58 584 361	66 127 471	83 684 895	98 368 649	86 788 049	93 548 905	97 683 752	90 942 446	798 061 345
ES	DIMAKO	20 178 558	21 929 925	40 228 105	54 673 504	52 470 836	59 284 730	75 088 522	88 954 369	77 912 468	83 973 976	87 678 257	81 623 801	743 997 051
ES	DOUMANTANG	15 510 743	16 856 975	30 922 319	40 851 465	42 064 564	47 637 207	60 456 014	72 929 649	62 804 708	67 675 800	70 647 185	65 761 869	594 118 497
ES	DOUME	20 428 073	22 201 095	40 725 538	70 166 613	64 135 215	72 340 428	91 490 085	106 916 467	94 846 744	102 242 587	106 768 370	99 403 429	891 664 644
ES	GARI-GOMBO	21 920 780	23 823 361	43 701 411	63 305 980	58 970 011	66 559 124	84 227 170	98 962 517	87 347 935	94 152 907	98 314 917	91 530 282	832 816 394
ES	GAROUA-BOULAI	54 449 568	59 175 433	108 551 011	134 431 537	112 518 676	126 495 038	159 523 237	181 422 655	165 089 568	178 020 185	185 953 537	173 152 746	1 638 783 191
ES	KENTZOU	13 132 333	14 272 133	26 180 702	63 779 030	59 326 159	66 957 752	84 727 958	99 510 954	87 864 990	94 710 703	98 897 791	92 073 147	801 433 651
ES	KETTE	26 264 665	28 544 266	52 361 406	105 715 398	90 899 009	102 296 592	129 123 303	148 130 308	133 702 264	144 159 722	150 570 435	140 198 598	1 251 965 967
ES	LOMIE	17 509 777	19 029 511	34 907 605	71 630 554	65 237 377	73 574 055	93 039 862	108 613 698	96 446 857	103 968 778	108 572 186	101 083 420	893 613 680
ES	MANDJOU	24 048 218	26 135 447	47 942 685	66 438 192	61 328 177	69 198 569	87 543 042	102 593 882	90 771 504	97 846 236	102 174 324	95 124 755	871 145 031
ES	MBANG	34 781 711	37 800 536	69 341 046	90 247 478	79 253 598	89 262 122	112 748 408	130 197 419	116 795 523	125 920 816	131 511 364	122 447 880	1 140 307 902
ES	MBOMA	15 234 964	16 557 258	30 372 524	41 310 520	42 410 176	48 024 043	60 941 986	73 461 859	63 306 464	68 217 092	71 212 819	66 288 670	597 338 375
ES	MESSAMENA	27 335 679	29 708 238	54 496 588	91 786 992	80 412 660	90 559 437	114 378 191	131 982 270	118 478 242	127 736 125	133 408 302	124 214 604	1 124 497 328
ES	MESSOK	11 836 608	12 863 948	23 597 539	49 968 188	48 928 320	55 319 665	70 107 305	83 499 215	72 769 467	78 425 731	81 880 518	76 224 063	665 420 567
ES	MINDOUROU	11 673 184	12 686 340	23 271 736	47 779 280	47 280 345	53 475 120	67 790 048	80 961 480	70 376 945	75 844 690	79 183 416	73 712 108	644 034 691
ES	MOLOUNDOU	24 232 071	26 335 256	48 309 215	69 452 838	63 597 831	71 738 947	90 734 456	106 088 943	94 066 574	101 400 942	105 888 877	98 584 312	900 430 262
ES	NDELELE	28 635 780	31 121 178	57 088 478	91 714 213	80 357 868	90 498 110	114 301 148	131 897 896	118 398 697	127 650 311	133 318 629	124 131 083	1 129 113 391
ES	NGOURA	21 395 487	23 252 476	42 654 183	115 120 431	97 979 826	110 222 003	139 079 806	159 034 129	143 982 147	155 249 609	162 159 013	150 991 655	1 321 120 765
ES	NGOYLA	5 573 944	6 057 727	11 112 254	30 964 985	34 621 279	39 306 090	49 989 831	61 467 658	51 998 591	56 018 216	58 465 384	54 416 312	459 992 271
ES	NGUELEBOK	14 591 481	15 857 925	29 089 670	47 723 297	47 238 196	53 427 946	67 730 781	80 896 576	70 315 755	75 778 680	79 114 435	73 647 863	655 412 605
ES	NGUELEMENDO UKA	29 182 959	31 715 851	58 179 340	77 634 658	69 757 718	78 633 580	99 396 024	115 574 617	103 009 462	111 048 483	115 970 254	107 973 627	998 076 573
ES	OULI	17 509 777	19 029 511	34 907 605	40 062 115	41 470 282	46 972 039	59 620 378	72 014 506	61 941 932	66 745 042	69 674 572	64 856 021	594 803 780
ES	SALAPOUMBE	16 152 768	17 554 723	32 202 263	66 838 465	61 629 532	69 535 872	87 966 785	103 057 939	91 209 011	98 318 217	102 667 531	95 584 101	842 717 208
ES	SOMALOMO	11 673 183	12 686 340	23 271 736	32 302 963	35 628 609	40 433 574	51 406 262	63 018 855	53 461 026	57 595 884	60 113 996	55 951 755	497 544 183
ES	YOKADOUMA	80 873 278	87 892 552	161 229 497	197 618 797	160 090 800	179 741 532	226 415 543	254 679 450	234 154 489	252 527 070	263 810 848	245 665 360	2 344 699 215
EN	BLANGOUA	30 933 938	33 618 800	61 670 101	159 651 576	131 506 221	147 747 405	186 222 079	210 661 767	192 655 572	207 758 249	217 028 860	202 094 831	1 781 549 398
EN	BOGO	87 548 881	95 147 550	174 538 020	285 141 578	225 984 529	253 495 023	319 070 304	356 149 878	329 818 613	355 729 042	371 653 604	346 104 996	3 200 382 017

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
EN	BOURRHA	66 351 838	72 110 743	132 279 455	266 541 446	211 980 951	237 821 108	299 379 535	334 585 627	309 488 303	333 796 806	348 735 119	324 759 806	2 937 830 738
EN	CU MAROUA	193 832 952	198 742 244	332 239 046	649 599 012	416 365 440	510 441 484	649 445 743	714 335 821	677 758 984	722 306 137	748 177 401	760 759 951	6 574 004 215
EN	DARAK	16 050 629	17 443 717	31 998 637	85 483 381	75 666 828	85 247 523	107 704 963	124 674 115	111 588 273	120 303 260	125 641 197	116 980 687	1 018 783 209
EN	DARGALA	35 655 742	38 750 426	71 083 518	111 350 018	95 141 176	107 044 761	135 088 316	154 662 865	139 861 015	150 803 751	157 513 235	146 664 795	1 343 619 619
EN	DATCHEKA	33 998 151	36 948 964	67 778 931	106 879 829	91 775 684	103 277 833	130 356 012	149 480 306	134 975 011	145 532 756	152 005 211	141 534 883	1 294 543 571
EN	DZIGUILAO	41 950 505	45 591 534	83 632 800	140 639 975	117 192 859	131 726 755	166 095 716	188 620 475	171 875 515	185 340 832	193 603 378	180 277 448	1 646 547 792
EN	FOTOKOL	30 626 058	33 284 198	61 056 308	121 849 506	103 045 980	115 892 446	146 203 449	166 835 553	151 337 163	163 184 160	170 450 365	158 713 825	1 422 479 011
EN	GAZAWA	24 081 778	26 171 918	48 009 592	95 263 496	83 030 032	93 489 008	118 058 542	136 012 791	122 278 128	131 835 423	137 691 939	128 204 178	1 144 126 825
EN	GOBO	64 784 714	70 407 600	129 155 226	167 267 974	137 240 417	154 165 573	194 285 070	219 491 915	200 980 441	216 739 078	226 413 541	210 835 277	1 991 766 826
EN	GOULFEY	98 174 398	106 695 291	195 721 119	181 257 959	147 773 130	165 954 621	209 095 371	235 711 348	216 271 771	233 235 286	243 651 548	226 889 944	2 260 431 785
EN	GUEME	53 556 569	58 204 928	106 770 725	135 285 264	113 161 431	127 214 459	160 427 028	182 412 437	166 022 711	179 026 857	187 005 476	174 132 473	1 643 220 359
EN	GUERE	47 482 137	51 603 274	94 660 695	125 866 238	106 070 078	119 277 255	150 455 706	171 492 392	155 727 529	167 920 467	175 399 655	163 323 359	1 529 278 784
EN	GUIDIGUIS	43 044 865	46 780 878	85 814 526	140 712 753	117 247 651	131 788 083	166 172 762	188 704 850	171 955 064	185 426 646	193 693 052	180 360 963	1 651 702 093
EN	HILE-ALIFA	16 050 629	17 443 719	31 998 637	70 155 418	64 126 784	72 330 993	91 478 230	106 903 485	94 834 506	102 229 382	106 754 574	99 390 582	873 696 939
EN	HINA	44 857 128	48 750 434	89 427 463	141 057 044	117 506 858	132 078 209	166 537 240	189 104 007	172 331 379	185 832 614	194 117 275	180 756 067	1 662 355 718
EN	KAELE	112 803 815	122 594 448	224 886 420	313 899 703	247 635 808	277 728 852	349 514 688	389 490 903	361 251 810	389 639 012	407 088 438	379 107 326	3 575 641 223
EN	KAI-KAI	58 587 711	63 672 741	116 800 844	173 557 589	141 975 712	159 465 690	200 943 482	226 783 845	207 855 115	224 155 439	234 163 399	218 053 131	2 026 014 698
EN	KALFOU	27 510 777	29 898 533	54 845 664	91 926 950	80 518 029	90 677 373	114 526 355	132 144 529	118 631 217	127 901 154	133 580 753	124 375 213	1 126 536 546
EN	KAR-HAY	46 268 124	50 283 896	92 240 435	138 840 144	115 837 810	130 210 077	164 190 348	186 533 822	169 908 264	183 218 571	191 385 683	178 211 990	1 647 129 164
EN	KOLOFATA	73 685 516	80 080 937	146 899 924	236 512 524	189 372 921	212 516 407	267 589 838	299 771 289	276 666 098	298 388 378	311 734 448	290 299 131	2 683 517 412
EN	KOUSSERI	87 986 627	95 623 289	175 410 710	301 981 064	238 662 561	267 685 280	336 897 189	375 672 907	348 224 504	375 585 221	392 402 674	365 429 701	3 361 561 726
EN	KOZA	98 234 223	106 760 310	195 840 384	245 522 881	196 156 594	220 109 233	277 128 525	310 217 537	286 514 595	309 012 887	322 836 717	300 639 260	2 868 973 146
EN	LOGONE-BIRNI	51 070 180	55 502 740	101 813 845	165 784 441	136 123 502	152 915 433	192 714 551	217 771 967	199 358 913	214 989 780	224 585 580	209 132 801	1 921 763 733
EN	MAGA	87 776 508	95 394 936	174 991 819	256 786 524	204 636 712	229 600 855	306 065 583	323 276 160	298 825 982	322 294 347	336 715 418	334 435 239	2 970 800 083
EN	MAKARY	102 160 789	111 027 678	203 668 415	312 049 485	246 242 826	276 169 716	347 555 981	387 345 836	359 229 487	387 457 342	404 808 662	376 984 052	3 514 700 268
EN	MAROUA 1er	27 690 422	28 391 749	47 462 719	113 254 116	125 058 448	143 770 472	185 212 850	205 987 998	183 390 819	202 186 112	214 562 515	196 641 908	1 673 610 128
EN	MAROUA 2ème	27 690 422	28 391 749	47 462 719	94 989 539	105 812 309	121 603 606	156 411 744	174 229 213	154 243 844	170 052 434	180 467 675	165 390 672	1 426 745 927
EN	MAROUA 3ème	27 690 422	28 391 749	47 462 719	79 323 762	89 304 634	102 590 784	131 708 642	146 989 272	129 244 089	142 490 944	151 224 067	138 586 062	1 215 007 145
EN	MERI	116 731 841	126 863 399	232 717 359	261 640 194	208 290 919	233 690 932	294 190 893	328 903 310	304 131 136	328 017 521	342 695 954	319 135 214	3 097 008 673
EN	MINDIF	65 661 661	71 360 664	130 903 515	160 021 062	131 784 397	148 058 760	186 613 227	211 090 130	193 059 423	208 193 923	217 484 126	202 518 845	1 926 749 733
EN	MOGODE	72 648 061	78 953 440	144 831 648	334 615 967	263 232 569	295 185 982	354 432 710	413 508 513	383 895 092	414 066 471	432 614 351	382 010 941	3 569 995 746
EN	MOKOLO	297 949 270	323 809 320	593 993 606	696 734 879	535 862 926	600 335 511	754 797 777	833 334 783	779 698 216	841 056 865	878 805 647	818 442 405	7 954 821 204
EN	MORA	198 288 002	215 498 104	395 308 252	521 798 499	404 157 653	452 920 519	569 603 821	630 520 489	588 489 289	634 781 647	663 254 646	617 688 406	5 892 309 326

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
EN	MOULVOUDAYE	74 329 000	80 780 272	148 182 778	249 139 339	198 879 337	223 156 740	280 957 040	314 410 315	290 467 455	313 277 212	327 292 800	304 789 445	2 805 661 733
EN	MOUTOUROUA	34 546 788	37 545 224	68 872 702	131 097 788	110 008 781	123 685 765	155 994 012	177 557 640	161 445 715	174 089 216	181 845 799	169 326 994	1 526 016 424
EN	MOZOGO	83 329 025	90 561 440	166 125 287	224 921 381	180 646 236	202 748 809	255 319 039	286 332 978	263 996 751	284 720 750	297 452 211	276 997 336	2 613 151 243
EN	NDOUKOULA	29 209 225	31 744 395	58 231 701	108 408 148	92 926 315	104 565 712	131 973 945	151 252 176	136 645 492	147 334 862	153 888 357	143 288 754	1 289 469 081
EN	PETTE	35 019 553	38 059 021	69 815 208	122 498 900	103 534 894	116 439 676	146 890 922	167 588 433	152 046 963	163 949 890	171 250 528	159 459 060	1 446 553 047
EN	ROUA	53 709 780	58 371 438	107 076 166	179 978 761	146 810 056	164 876 670	207 741 169	234 228 298	214 873 583	231 726 929	242 075 363	225 421 960	2 066 890 173
EN	TCHATI-BALI	35 037 062	38 078 051	69 850 115	108 329 772	92 867 308	104 499 667	131 890 973	151 161 310	136 559 826	147 242 446	153 791 784	143 198 812	1 312 507 126
EN	TOKOMBERE	118 040 700	128 285 858	235 326 703	274 017 887	217 609 779	244 121 340	307 294 364	343 253 515	317 660 201	342 612 607	357 947 347	333 339 640	3 219 509 941
EN	TOULOU	37 755 456	41 032 382	75 269 521	127 212 613	107 083 730	120 411 815	151 881 028	173 053 325	157 199 145	169 508 035	177 058 613	164 868 434	1 502 334 097
EN	WAZA	12 766 086	13 874 099	25 450 552	60 604 832	56 936 383	64 282 927	81 367 638	95 830 915	84 395 527	90 967 866	94 986 647	88 430 493	769 893 965
EN	WINA	43 466 561	47 239 174	86 655 218	104 520 175	89 999 157	101 289 404	127 857 995	146 744 614	132 395 861	142 750 381	149 097 719	138 826 983	1 310 843 241
EN	YAGOUA	124 310 657	135 100 008	247 826 533	276 041 648	219 133 419	245 826 716	309 436 790	345 599 784	319 872 211	344 998 915	360 440 963	335 662 077	3 264 249 720
EN	ZINA	21 887 220	23 786 888	43 634 506	90 160 706	79 188 270	89 189 000	112 656 547	130 096 819	116 700 678	125 818 500	131 404 443	122 348 302	1 086 871 880
LT	BARE	29 182 960	31 715 851	58 179 340	64 725 132	60 038 457	67 755 013	85 729 534	100 607 827	88 899 095	95 826 293	100 063 551	93 158 877	875 881 931
LT	BONALEA	79 010 012	82 555 440	136 529 951	139 413 130	107 233 146	119 239 416	152 051 350	238 171 119	217 970 682	234 128 159	242 443 931	214 577 824	1 963 324 160
LT	CA DOUALA 1er	129 076 260	162 487 966	271 632 472	175 193 149	190 326 168	218 942 987	282 883 477	313 688 736	282 234 353	311 158 183	330 185 311	302 621 438	2 970 430 500
LT	CA DOUALA 2e	120 703 201	151 947 521	254 011 922	201 990 131	218 563 253	251 465 232	325 139 189	360 283 821	324 997 506	358 303 292	380 207 755	348 471 870	3 296 084 693
LT	CA DOUALA 3e	209 137 249	263 272 941	440 115 541	472 071 820	503 159 486	579 250 782	751 026 491	829 906 858	755 999 205	833 469 908	884 374 477	810 589 679	7 332 374 437
LT	CA DOUALA 4e	45 800 935	57 656 620	96 385 046	194 425 964	210 592 578	242 284 956	313 211 380	347 131 107	312 926 459	344 995 319	366 087 576	335 529 353	2 867 027 292
LT	CA DOUALA 5e	150 574 113	189 550 590	316 873 283	400 907 883	428 171 108	492 882 430	638 809 269	706 165 690	642 434 389	708 268 059	751 531 379	688 826 068	6 114 994 261
LT	CA DOUALA 6e	3 523 718	4 435 842	7 415 432	22 415 347	29 337 884	33 523 693	41 970 712	48 035 864	38 428 514	42 369 459	44 992 023	41 214 069	357 662 557
LT	CU DOUALA	5 040 729 437	5 161 272 352	9 084 022 337	11 805 140 155	9 567 258 824	12 049 267 295	11 839 598 082	13 061 132 533	11 432 011 071	11 692 820 630	11 815 297 341	9 740 140 269	122 288 690 326
LT	CU EDEA	159 531 330	147 653 870	223 489 452	318 306 021	226 700 182	259 703 122	334 046 033	337 393 709	313 937 281	335 357 061	346 223 475	310 383 972	3 312 725 508
LT	CU NKONGSAMBA	112 050 340	114 888 286	192 059 694	219 842 241	150 027 598	182 466 034	231 599 339	258 612 433	241 244 795	257 361 981	266 787 608	250 530 996	2 477 471 345
LT	DIBAMBA	13 267 306	14 418 818	26 449 782	33 556 967	36 572 719	41 490 297	52 733 796	64 472 697	54 831 678	59 074 535	61 659 141	57 390 827	515 918 563
LT	DIBOMBARI	115 636 110	184 969 815	290 400 730	233 211 004	157 246 307	172 163 340	222 285 375	236 366 279	216 135 029	231 944 636	239 699 350	209 602 620	2 509 660 595
LT	DIZANGUE	37 646 018	40 913 447	75 051 349	66 407 401	61 304 995	69 172 622	87 510 444	236 187 794	215 966 759	231 763 106	239 509 657	209 425 946	1 570 859 537
LT	EBONE	40 856 144	44 402 191	81 451 076	58 499 895	55 351 632	62 509 145	79 139 278	93 390 536	82 094 791	88 485 842	92 393 014	86 014 903	864 588 446
LT	EDEA 1er	34 185 284	31 640 114	47 890 597	96 193 686	73 177 710	84 016 496	107 575 323	120 377 625	104 820 958	115 565 164	122 654 968	112 399 706	1 050 497 632
LT	EDEA 2ème	34 185 284	31 640 114	47 890 597	34 807 334	35 307 943	40 399 747	50 904 675	57 887 284	47 469 764	52 337 169	55 568 076	50 908 051	539 306 038
LT	LOUM	67 412 639	73 263 614	134 394 276	129 726 221	108 976 163	122 529 975	154 542 021	175 967 501	159 946 568	172 471 942	180 155 800	167 753 008	1 647 139 728
LT	MANJO	65 661 661	71 360 664	130 903 515	114 395 458	97 434 012	109 611 085	138 312 328	158 193 626	143 189 740	154 394 763	161 265 726	150 159 689	1 494 882 266
LT	MASSOK	41 202 161	149 582 173	218 900 996	221 788 126	144 655 386	157 478 911	204 563 409	106 910 718	94 596 206	101 600 773	105 251 527	93 568 479	1 640 098 864

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
LT	MBANGA	45 233 587	49 159 568	90 177 977	117 712 412	99 931 264	112 406 207	141 823 771	162 039 168	146 815 234	158 305 930	165 352 769	153 966 167	1 442 924 054
LT	MELONG	75 875 696	82 461 212	151 266 284	170 514 950	139 684 984	156 901 725	197 722 436	223 256 330	204 529 450	220 567 731	230 414 357	214 561 451	2 067 756 606
LT	MOMBO	97 670 125	101 637 826	151 857 715	151 912 861	104 718 293	114 656 568	148 462 666	137 910 187	123 655 775	132 698 396	137 174 313	120 304 011	1 522 658 736
LT	MOUANCO	17 509 777	19 029 511	34 907 605	44 227 200	44 606 071	50 481 864	64 029 687	76 843 341	66 494 453	71 656 278	74 806 656	69 635 804	634 228 247
LT	NDOBIAN	11 673 184	12 686 340	23 271 736	29 775 360	33 725 641	38 303 622	48 730 452	60 088 455	50 698 308	54 615 477	56 999 566	53 051 122	473 619 264
LT	NDOM	37 937 848	41 230 607	75 633 142	47 524 559	47 088 572	53 260 474	67 520 391	80 666 169	70 098 532	75 544 340	78 869 558	73 419 796	748 793 987
LT	NGAMBE	23 346 369	25 372 680	46 543 471	35 964 207	38 385 070	43 518 825	55 282 187	67 263 556	57 462 840	61 913 019	64 625 264	60 153 334	579 830 822
LT	NGWEI	42 066 707	14 418 819	26 449 782	32 104 226	35 478 985	40 266 104	51 195 871	106 219 494	93 944 534	100 897 753	104 516 895	92 884 277	740 443 446
LT	NKONDJOCK	17 509 777	19 029 511	34 907 605	67 364 698	62 025 721	69 979 315	88 523 876	103 668 037	91 784 195	98 938 724	103 315 939	96 187 999	853 235 398
LT	NKONGSAMBA 1er	16 007 192	16 412 612	27 437 100	55 370 448	64 064 037	73 519 764	93 937 062	105 338 806	91 018 918	100 348 822	106 509 949	97 601 227	847 565 937
LT	NKONGSAMBA 2ème	16 007 192	16 412 612	27 437 100	44 649 691	52 767 132	60 508 481	77 031 679	86 697 355	73 910 520	81 487 322	86 497 304	79 257 692	702 664 081
LT	NKONGSAMBA 3ème	16 007 192	16 412 612	27 437 100	29 663 784	36 975 864	42 320 785	53 400 653	60 639 584	49 995 715	55 121 957	58 522 824	53 616 362	500 114 432
LT	NYANON	17 509 777	19 029 511	34 907 605	53 618 236	51 676 351	58 395 481	73 971 377	87 730 935	76 759 040	82 729 662	86 377 990	80 412 794	723 118 759
LT	PENJA	59 533 239	64 700 335	118 685 853	107 571 211	92 296 205	103 860 445	131 087 933	150 281 868	135 730 704	146 347 992	152 857 109	142 328 300	1 405 281 195
LT	POUMA	46 309 180	155 132 446	229 082 380	245 387 478	162 422 754	177 365 557	229 546 533	134 270 869	120 390 763	129 427 810	134 329 893	120 650 689	1 884 316 352
LT	YABASSI	24 805 519	26 958 473	49 452 439	54 967 410	52 692 110	59 532 399	75 399 661	89 295 113	78 233 715	84 320 532	88 040 399	81 961 085	765 658 855
LT	YINGUI	6 007 312	6 528 708	11 976 217	25 030 859	30 153 622	34 305 535	43 707 751	54 587 866	45 512 473	49 021 023	51 153 541	47 606 409	405 591 316
NO	BASCHEO	16 021 446	17 412 002	31 940 458	93 438 472	81 656 016	91 951 103	116 126 508	133 896 930	120 283 342	129 683 456	135 443 201	126 109 809	1 093 962 743
NO	BEKA	55 700 057	60 534 458	111 043 998	107 019 785	91 881 050	103 395 771	130 504 175	149 642 564	135 127 986	145 697 783	152 177 660	141 695 494	1 384 420 781
NO	BIBEMI	117 401 590	127 591 281	234 052 575	391 398 848	305 982 991	343 035 649	431 558 065	479 340 325	445 959 902	481 021 671	502 580 390	468 044 011	4 327 967 299
NO	CU GAROUA	224 080 489	229 755 872	384 084 782	525 255 694	339 304 803	415 546 981	528 548 502	582 479 473	551 460 514	587 781 905	608 894 886	624 673 324	5 601 867 226
NO	DEMBO	16 555 494	17 992 402	33 005 139	62 351 877	57 996 400	65 469 380	82 858 151	97 463 243	85 934 450	92 628 048	97 756 180	91 009 903	801 020 668
NO	FIGUIL	133 273 337	140 331 163	222 836 510	326 765 285	236 360 342	262 000 797	333 567 723	351 060 653	324 550 534	349 333 387	363 347 665	329 888 807	3 373 316 203
NO	GAROUA 1er	32 011 499	32 822 268	54 869 254	102 938 895	114 188 876	131 251 369	168 946 953	188 051 702	166 929 586	184 038 089	195 306 894	178 992 259	1 550 347 644
NO	GAROUA 2ème	32 011 499	32 822 268	54 869 254	101 261 320	112 421 147	129 215 376	166 301 613	185 134 706	164 252 480	181 086 660	192 175 333	176 121 879	1 527 673 536
NO	GAROUA 3ème	32 011 499	32 822 268	54 869 254	37 686 109	45 429 320	52 057 108	66 050 925	74 588 951	62 797 901	69 235 987	73 498 254	67 342 799	668 390 375
NO	GASCHIGA	34 017 119	36 969 581	67 816 747	122 938 361	103 865 753	116 810 001	147 356 151	168 097 927	152 527 302	164 468 078	171 792 021	159 963 378	1 446 622 419
NO	GUIDER	228 210 750	248 017 951	454 962 438	644 192 678	496 305 193	556 059 355	699 174 694	772 419 427	722 268 536	779 102 018	814 064 812	758 145 858	7 172 923 710
NO	LAGDO	144 352 586	145 051 963	245 735 436	485 749 506	364 685 563	406 911 994	514 046 890	579 614 912	540 094 372	581 963 787	606 673 134	557 734 298	5 172 614 442
NO	MANDINGRING	32 101 256	34 887 436	63 997 274	179 102 638	146 150 443	164 138 380	206 813 672	233 212 556	213 915 964	230 693 855	240 995 832	224 416 536	1 970 425 841
NO	MAYO-HOURNA	11 938 749	12 974 954	23 801 168	78 608 750	70 491 088	79 454 426	100 427 232	116 703 941	104 074 165	112 197 080	117 170 498	109 091 480	936 933 531
NO	MAYO-OULO	83 420 952	90 661 345	166 308 553	298 006 318	235 670 073	264 335 852	332 689 378	371 064 744	343 880 027	370 898 423	387 505 121	360 868 352	3 305 309 138
NO	NGONG	61 721 961	67 079 023	123 049 304	277 942 251	220 564 333	247 428 309	311 448 834	347 803 264	321 949 606	347 239 995	362 782 820	337 843 172	3 026 852 872

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
NO	PITOA	90 262 897	98 097 125	179 948 700	233 315 931	186 966 287	209 822 711	264 205 811	296 065 287	273 172 161	294 619 136	307 795 710	286 630 777	2 720 902 533
NO	POLI	45 429 114	49 372 065	90 567 778	124 617 832	105 130 184	118 225 252	149 134 099	170 045 039	154 362 997	166 448 415	173 861 408	161 890 710	1 509 084 892
NO	REY-BOUBA	74 771 123	81 260 767	149 064 197	343 816 662	270 159 544	302 939 203	381 185 855	424 175 434	393 951 634	424 915 417	443 951 155	413 439 513	3 703 630 505
NO	TCHOLLIRE	63 694 730	69 223 015	126 982 227	150 968 719	124 969 112	140 430 553	177 030 092	200 595 206	183 165 034	197 519 905	206 330 121	192 130 532	1 833 039 246
NO	TOUBORO	109 301 860	118 788 548	217 904 901	450 670 144	350 606 880	392 982 242	494 304 789	548 057 108	510 744 595	550 911 068	575 612 577	536 062 731	4 855 947 443
NO	TOUROUA	16 933 412	18 403 122	33 758 562	132 432 966	111 014 005	124 810 889	157 407 480	179 105 592	162 905 092	175 663 583	183 490 964	170 859 223	1 466 784 891
NW	AKO	50 253 057	54 614 695	100 184 824	131 523 253	110 329 104	124 044 296	156 444 425	178 050 909	161 910 759	174 590 902	182 370 045	169 815 250	1 594 131 519
NW	ANDEK	47 056 065	51 140 223	93 811 276	68 117 662	62 592 608	70 613 822	89 320 988	104 540 991	92 607 198	99 826 574	104 243 716	97 052 086	980 923 209
NW	BABESSI	62 682 081	68 122 475	124 963 405	156 320 629	128 998 433	144 940 489	182 695 817	206 799 996	189 014 777	203 830 580	212 924 573	198 272 291	1 879 565 545
NW	BAFUT	61 810 969	67 175 757	123 226 751	180 734 525	147 379 049	165 513 533	208 541 245	235 104 498	215 699 646	232 618 080	243 006 590	226 289 259	2 107 099 902
NW	BALI	66 464 193	72 232 850	132 503 446	103 604 864	89 310 041	100 518 092	126 889 014	145 683 439	131 395 409	141 671 097	147 969 903	137 776 587	1 396 018 934
NW	BALIKUMBAT	52 907 248	57 499 251	105 476 235	210 424 756	169 732 088	190 532 827	239 972 390	269 526 170	248 151 653	267 627 142	279 589 938	260 361 256	2 351 800 954
NW	BAMENDA CC	184 110 821	188 773 876	315 574 840	635 235 398	407 463 722	499 479 675	635 480 207	699 104 332	663 169 519	706 766 469	732 088 077	748 944 228	6 416 191 164
NW	BAMENDA I	26 301 546	26 967 695	45 082 120	38 478 940	46 264 759	53 019 330	67 301 125	75 967 540	64 063 116	70 630 850	74 978 246	68 699 357	657 754 624
NW	BAMENDA II	26 301 546	26 967 695	45 082 120	147 874 162	161 539 024	185 787 207	239 804 624	266 185 976	238 638 175	263 094 685	279 188 428	255 877 839	2 136 341 480
NW	BAMENDA III	26 301 546	26 967 695	45 082 120	95 937 427	106 811 139	122 754 015	157 906 453	175 877 420	155 756 505	171 720 097	182 237 117	167 012 537	1 434 364 071
NW	BATIBO	77 399 048	84 116 779	154 303 246	143 475 482	119 327 641	134 116 172	169 097 482	191 907 845	174 974 780	188 684 300	197 097 197	183 531 423	1 818 031 395
NW	BELO	79 570 260	86 476 438	158 631 788	132 665 293	111 188 918	125 006 666	157 653 429	179 374 944	163 159 032	175 937 531	183 777 230	171 125 837	1 724 567 366
NW	BENAKUMA	40 637 272	44 164 322	81 014 731	159 195 322	131 162 718	147 362 928	185 739 071	210 132 803	192 156 873	207 220 257	216 466 677	201 571 239	1 816 824 213
NW	ELAK-OKU	107 947 770	117 316 931	215 205 379	264 120 211	210 158 064	235 780 787	296 816 328	331 778 543	306 841 845	330 941 819	345 751 750	321 981 237	3 084 640 665
NW	FONFUKA	31 103 199	33 802 753	62 007 540	68 512 337	62 889 748	70 946 406	89 738 806	104 998 563	93 038 586	100 291 953	104 730 020	97 505 006	919 564 916
NW	FUNDONG	50 705 394	55 106 291	101 086 602	146 868 011	121 881 792	136 974 979	172 688 937	195 841 009	178 682 882	192 684 582	201 277 364	187 424 632	1 741 222 474
NW	FURU-AWA	9 809 853	10 661 283	19 556 985	57 760 930	54 795 281	61 886 435	78 356 980	92 533 808	81 287 086	87 614 495	91 482 484	85 166 878	730 912 498
NW	JAKIRI	70 514 787	76 635 010	140 578 738	150 201 760	124 391 689	139 784 255	176 218 162	199 706 028	182 326 734	196 615 551	205 385 097	191 250 385	1 853 608 196
NW	KUMBO	115 545 556	125 574 153	230 352 369	252 249 158	201 220 642	225 777 317	284 249 204	318 015 716	293 866 549	316 944 136	331 124 619	308 358 221	3 003 277 640
NW	MBENGWI	53 193 241	57 810 067	106 046 392	107 008 589	91 872 622	103 386 337	130 492 324	149 629 583	135 115 747	145 684 580	152 163 866	141 682 644	1 374 085 992
NW	MBIAME	22 214 069	24 142 106	44 286 113	75 372 971	68 054 950	76 727 709	97 001 720	112 952 507	100 537 395	108 381 630	113 183 474	105 378 154	948 232 798
NW	MISAJE	39 475 790	42 902 031	78 699 193	81 956 493	73 011 522	82 275 496	103 971 275	120 585 182	107 733 314	116 144 552	121 295 480	112 933 292	1 080 983 620
NW	NDOP	78 378 136	85 180 845	156 255 162	213 408 614	171 978 560	193 047 259	243 131 211	272 985 536	251 413 070	271 145 540	283 266 551	263 785 482	2 483 975 966
NW	NDU	91 641 791	99 595 701	182 697 672	225 590 370	181 149 902	203 312 549	256 027 255	287 108 579	264 727 968	285 509 585	298 276 520	277 765 053	2 653 402 945
NW	NJIKWA	30 690 260	33 353 973	61 184 304	65 142 200	60 352 456	68 106 466	86 171 058	101 091 359	89 354 961	96 318 076	100 577 450	93 637 496	885 980 060
NW	NJINIKOM	27 636 263	30 034 910	55 095 835	75 854 420	68 417 421	77 133 415	97 511 398	113 510 682	101 063 627	108 949 326	113 776 700	105 930 655	974 914 652
NW	NKAMBE	101 650 087	110 472 651	202 650 277	195 015 619	158 130 931	177 547 890	223 659 723	251 661 429	231 309 163	249 457 548	260 603 293	242 677 997	2 404 836 608

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
NW	NKOR	37 796 311	41 076 783	75 350 973	128 866 891	108 329 195	121 805 839	153 632 306	174 971 229	159 007 302	171 458 669	179 096 963	166 766 856	1 518 159 317
NW	NKUM	69 376 651	75 398 091	138 309 745	141 907 976	118 147 506	132 795 269	167 438 065	190 090 545	173 261 464	186 835 986	195 165 765	181 732 581	1 770 459 644
NW	NWA	86 819 307	94 354 655	173 083 537	214 391 104	172 718 252	193 875 180	244 171 310	274 124 597	252 486 952	272 304 036	284 477 144	264 912 971	2 527 719 045
NW	SANTA	104 720 135	113 809 158	208 770 742	198 819 618	160 994 868	180 753 437	227 686 774	256 071 633	235 467 009	253 943 011	265 290 461	247 043 400	2 453 370 246
NW	TUBAH	71 596 017	77 810 082	142 734 284	154 456 416	127 594 915	143 369 560	180 722 297	204 638 707	186 977 158	201 632 406	210 627 552	196 132 954	1 898 292 348
NW	WIDIKUM-BOFFE	29 318 661	31 863 329	58 449 874	97 382 428	84 625 323	95 274 583	120 301 722	138 469 393	124 594 163	134 333 948	140 302 817	130 635 826	1 185 552 066
NW	WUM	47 991 378	52 156 716	95 675 925	128 027 158	107 696 979	121 098 213	152 743 333	173 997 674	158 089 455	170 468 500	178 062 267	165 803 191	1 551 810 788
NW	ZHOA	67 532 289	73 393 650	134 632 810	182 794 675	148 930 086	167 249 575	210 722 194	237 492 953	217 951 430	235 047 293	245 545 040	228 653 452	2 149 945 447
OU	BABADJOU	46 536 607	50 575 681	92 775 685	121 950 275	103 121 847	115 977 360	146 310 127	166 952 377	151 447 303	163 302 981	170 574 528	158 829 466	1 488 354 236
OU	BAFANG	54 439 353	59 164 332	108 530 650	99 756 078	86 412 387	97 274 807	122 814 552	141 221 311	127 188 609	137 132 824	143 227 553	133 359 786	1 310 522 242
OU	BAFOUSSAM 1er	28 261 200	28 976 984	48 441 063	87 578 325	98 002 807	112 608 962	144 725 124	161 342 457	142 416 883	157 013 558	166 633 017	152 709 864	1 328 710 244
OU	BAFOUSSAM 2ème	35 049 547	35 937 263	60 076 618	103 675 598	114 965 167	132 145 471	170 108 643	189 332 693	168 105 229	185 334 201	196 682 108	180 252 775	1 571 665 313
OU	BAFOUSSAM 3ème	36 213 314	37 130 504	62 071 370	75 998 784	85 800 967	98 555 413	126 465 540	141 207 738	123 938 024	136 641 163	145 017 263	132 896 925	1 201 937 005
OU	BAHAM	26 906 690	29 242 014	53 641 351	73 668 308	66 771 552	75 291 227	95 197 103	110 976 193	98 674 166	106 371 589	111 083 045	103 421 913	951 245 150
OU	BAKOU	14 962 104	16 260 717	29 828 548	33 291 051	36 372 519	41 266 215	52 452 289	64 164 405	54 541 027	58 760 981	61 331 485	57 085 668	520 317 009
OU	BAMENDJOU	54 786 630	59 541 752	109 222 983	114 504 624	97 516 200	109 703 077	138 427 894	158 320 187	143 309 062	154 523 484	161 400 236	150 284 963	1 451 541 092
OU	BANA	13 059 375	14 192 844	26 035 254	47 283 835	46 907 337	53 057 622	67 265 552	80 387 082	69 835 416	75 260 492	78 572 944	73 143 544	645 001 298
OU	BANDJA	46 692 736	50 745 361	93 086 944	105 161 173	90 481 747	101 829 560	128 536 580	147 487 761	133 096 484	143 506 210	149 887 537	139 562 578	1 330 074 671
OU	BANGANGTE	89 841 202	97 638 832	179 108 007	196 591 521	159 317 388	178 875 868	225 328 030	253 488 468	233 031 657	251 315 764	262 545 070	244 486 474	2 371 568 282
OU	BANGOU	16 444 598	17 871 881	32 784 058	62 771 349	58 567 501	66 108 603	83 661 191	98 342 689	86 763 573	93 522 500	97 656 159	90 916 748	805 410 850
OU	BANGOURAIN	36 478 702	39 644 814	72 724 175	105 010 020	90 367 949	101 702 187	128 376 564	147 312 521	132 931 271	143 327 980	149 701 291	139 389 122	1 286 966 596
OU	BANKA	42 328 425	46 002 255	84 386 223	91 669 429	80 324 149	90 460 370	114 253 737	131 845 972	118 349 745	127 597 501	133 263 445	124 079 688	1 184 560 940
OU	BANWA	24 805 515	26 958 473	49 452 439	51 311 765	49 939 865	56 451 870	71 529 662	85 056 902	74 238 021	80 010 000	83 536 029	77 765 927	731 056 468
OU	BASSAMBA	15 545 763	16 895 033	30 992 134	26 458 407	31 228 389	35 508 499	45 219 006	56 242 909	47 072 811	50 704 310	52 912 521	49 244 643	458 024 425
OU	BATCHAM	108 280 457	117 678 492	215 868 623	253 195 259	201 932 936	226 574 575	285 250 780	319 112 588	294 900 657	318 059 726	332 290 374	309 443 951	2 982 588 418
OU	BATIE	9 923 665	10 784 974	19 783 885	49 209 628	48 357 219	54 680 444	69 304 263	82 619 768	71 940 344	77 531 278	80 945 844	75 353 550	650 434 862
OU	BAYANGAM	29 182 960	31 715 851	58 179 340	56 081 461	53 530 851	60 471 182	76 579 033	90 586 698	79 451 391	85 634 157	89 413 096	83 239 548	794 065 568
OU	BAZOU	28 184 903	30 631 169	56 189 606	60 322 121	56 723 540	64 044 695	81 068 350	95 503 151	84 086 519	90 634 510	94 638 300	88 106 057	830 132 921
OU	CU BAFOUSSAM	232 222 815	238 104 420	398 041 121	594 302 636	382 096 016	468 241 211	595 681 862	655 698 345	621 593 137	662 482 236	686 237 456	760 498 610	6 295 199 864
OU	DEMDENG	29 182 960	31 715 851	58 179 340	49 335 588	48 452 051	54 786 588	69 437 613	82 765 802	72 078 021	77 679 802	81 101 050	75 498 102	730 212 768
OU	DSCHANG	46 847 168	100 296 619	183 983 436	302 370 142	238 955 488	268 013 149	337 309 079	376 123 988	348 649 771	376 043 998	392 882 085	365 876 198	3 337 351 122
OU	FOKOUE	19 208 225	20 875 373	38 293 642	45 386 035	45 478 530	51 458 387	65 256 470	78 186 846	67 761 081	73 022 711	76 234 538	70 965 662	652 127 501

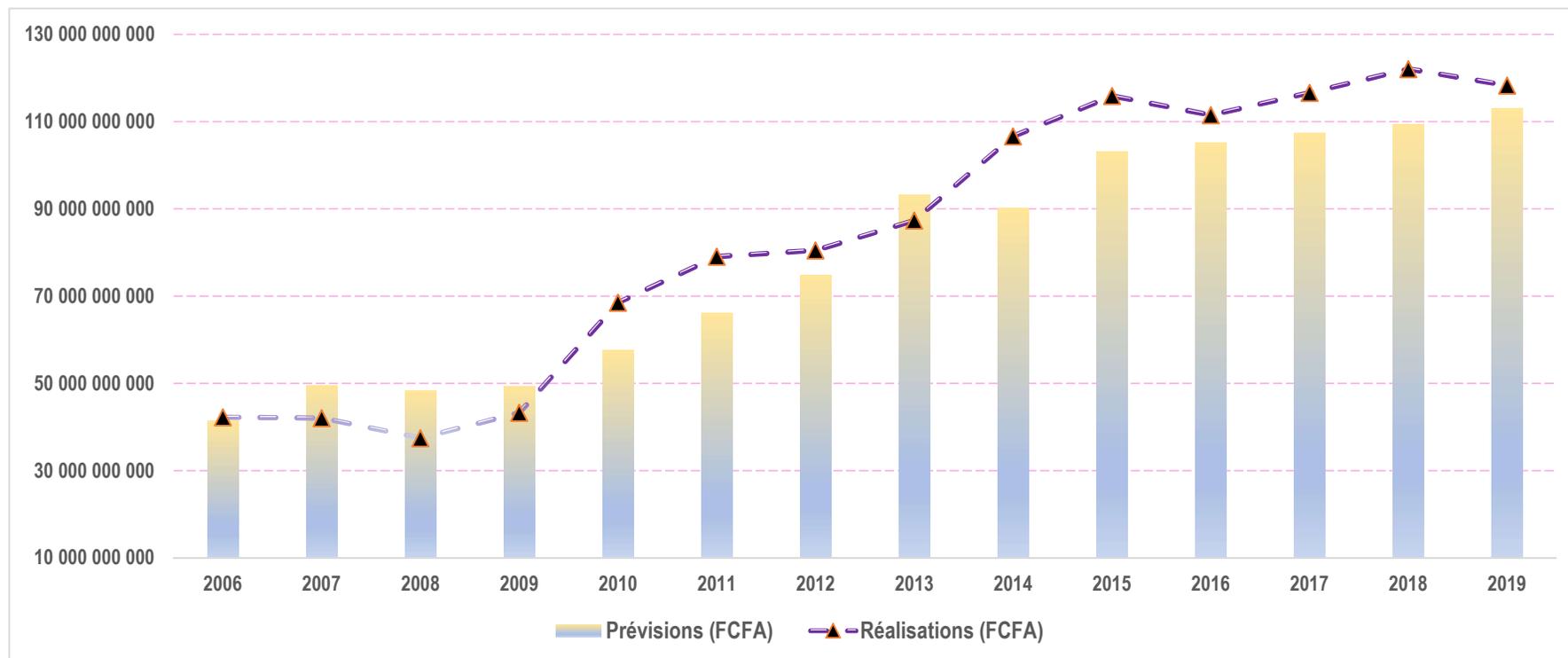
Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
OU	FONGO-TONGO	91 582 205	50 147 517	91 990 264	71 266 668	64 963 415	73 267 419	92 654 639	108 191 824	96 049 124	103 539 706	108 123 819	100 665 831	1 052 442 431
OU	FOUMBAN	99 222 067	107 833 891	197 809 755	316 152 990	249 332 254	279 627 648	351 900 099	392 103 278	363 714 698	392 295 965	409 864 869	381 693 163	3 541 550 677
OU	FOUMBOT	102 140 363	111 005 477	203 627 689	232 674 933	186 483 695	209 282 557	263 527 229	295 322 141	272 471 537	293 863 307	307 005 893	285 895 178	2 763 299 999
OU	GALIM	40 001 084	43 472 916	79 746 421	161 375 833	132 804 370	149 200 397	188 047 441	212 660 800	194 540 217	209 791 395	219 153 432	204 073 558	1 834 867 864
OU	KEKEM	40 119 275	43 601 366	79 982 048	106 871 432	91 769 361	103 270 757	130 347 123	149 470 570	134 965 833	145 522 854	151 994 866	141 525 245	1 319 440 730
OU	KOUOPTAMO	39 396 996	42 816 399	78 542 108	155 100 213	128 079 613	143 912 073	181 403 842	205 385 097	187 680 841	202 391 536	211 420 816	196 871 764	1 773 001 298
OU	KOUTABA	51 070 180	55 502 739	101 813 845	156 217 061	128 920 459	144 853 215	182 586 176	206 679 926	188 901 576	203 708 460	212 796 958	198 153 440	1 831 204 034
OU	MAGBA	36 478 702	39 644 814	72 724 175	118 308 624	100 380 137	112 908 622	142 454 943	162 730 393	147 466 907	159 008 947	166 087 402	154 650 369	1 412 844 035
OU	MALANTOUEN	58 365 921	63 431 702	116 358 681	144 880 639	120 385 548	135 300 265	170 585 034	193 536 929	176 510 643	190 341 183	198 828 585	185 143 957	1 753 669 087
OU	MASSANGAM	53 760 851	58 426 939	107 177 980	127 008 278	106 929 893	120 239 626	151 664 710	172 816 426	156 975 802	169 267 096	176 806 836	164 633 943	1 565 708 380
OU	MBOUDA	119 661 812	130 047 673	238 558 566	356 295 125	279 554 270	313 454 526	394 396 004	438 642 466	407 590 840	439 629 325	459 326 711	427 759 582	4 004 916 899
OU	NJIMON	68 579 957	74 532 250	136 721 448	85 712 909	75 839 633	85 440 943	107 947 950	124 940 219	111 839 150	120 573 905	125 924 013	117 244 088	1 235 296 465
OU	NKONG ZEM	103 631 611	112 626 157	206 600 654	167 962 155	137 763 049	154 750 543	195 019 956	220 296 720	201 739 197	217 557 617	227 268 887	211 631 906	2 156 848 451
OU	PENKA-MICHEL	130 358 826	141 673 118	259 884 204	200 902 160	162 562 763	182 508 348	229 891 429	258 486 052	237 743 270	256 398 632	267 856 502	249 433 292	2 577 698 596
OU	PETE- BANDJOUN	87 548 881	95 147 551	174 538 020	132 329 398	110 936 032	124 723 615	157 297 839	178 985 522	162 791 890	175 541 463	183 363 352	170 740 371	1 753 943 935
OU	SANTCHOU	35 239 884	38 298 477	70 254 461	123 489 788	104 280 908	117 274 673	147 939 911	168 737 229	153 130 022	165 118 289	172 471 468	160 596 183	1 456 831 293
OU	TONGA	21 887 220	23 786 888	43 634 505	56 448 144	53 806 918	60 780 178	76 967 219	91 011 815	79 852 185	86 066 529	89 864 912	83 660 349	767 766 862
SW	AKWAYA	59 175 748	64 311 815	117 973 156	259 065 007	206 352 126	231 520 880	291 464 708	325 917 740	301 316 406	324 981 004	339 522 890	316 179 973	2 837 781 453
SW	ALOU	48 661 127	52 884 594	97 011 140	118 944 023	100 858 515	113 444 059	143 127 600	163 467 049	148 161 411	159 758 176	166 870 321	155 379 543	1 468 567 558
SW	BAMUSSO	25 619 721	27 843 345	51 075 642	72 408 708	65 823 230	74 229 789	93 863 644	109 515 857	97 297 395	104 886 335	109 531 003	101 976 413	934 071 082
SW	BANGEM	36 478 701	39 644 814	72 724 175	78 513 580	70 419 438	79 374 230	100 326 482	116 593 605	103 970 142	112 084 861	117 053 232	108 982 261	1 036 165 521
SW	BUEA	90 467 177	98 319 137	180 355 954	386 175 696	302 050 610	338 634 216	426 028 650	473 284 812	440 250 894	474 862 821	496 144 590	552 842 278	4 259 416 836
SW	DIKOME-BALUE	12 312 292	13 380 917	24 545 863	55 989 088	53 461 305	60 393 344	76 481 245	90 479 605	79 350 429	85 525 240	89 299 277	83 133 543	724 352 147
SW	EKONDO-TITI	43 494 285	47 269 302	86 710 488	176 740 186	144 371 810	162 147 592	204 312 695	230 473 619	211 333 753	227 908 178	238 084 894	221 705 424	1 994 552 226
SW	EYUMOJOCK	46 470 947	50 504 320	92 644 780	119 347 096	101 161 977	113 783 720	143 554 307	163 934 358	148 601 978	160 233 458	167 366 975	155 842 100	1 463 446 016
SW	IDABATO	4 742 231	5 153 825	9 454 144	28 328 217	32 636 123	37 084 147	47 198 454	58 410 694	49 116 552	52 909 086	55 216 443	51 390 405	431 640 321
SW	IDENAU	166 592 384	148 789 277	217 446 511	243 288 142	160 842 215	175 596 493	227 324 099	222 035 546	202 624 323	217 369 353	224 468 648	195 417 462	2 401 794 453
SW	ISANGELE	6 590 970	7 163 025	13 139 804	28 311 422	32 623 479	37 069 994	47 180 674	58 391 222	49 098 195	52 889 282	55 195 747	51 371 130	439 024 943
SW	KOMBO- ABEDIMO	5 107 018	5 550 274	10 181 385	24 588 597	29 820 655	33 932 851	43 239 557	54 075 126	45 029 074	48 499 536	50 608 602	47 098 879	397 731 555
SW	KOMBO-ITINDI	5 487 856	5 964 166	10 940 625	26 861 480	31 531 852	35 848 161	45 645 712	56 710 216	47 513 379	51 179 591	53 409 176	49 707 202	420 799 416
SW	KONYE	68 579 957	74 532 250	136 721 448	143 733 000	119 521 519	134 333 177	169 370 102	192 206 404	175 256 253	188 987 952	197 414 503	183 826 946	1 784 483 511
SW	KUMBA CC	204 434 330	209 612 126	350 410 317	336 240 786	222 164 535	271 297 365	344 771 992	382 043 972	359 473 570	383 290 943	397 170 828	373 141 616	3 834 052 380
SW	KUMBA I	29 204 904	29 944 590	50 058 617	66 358 522	75 642 625	86 855 477	111 263 972	124 445 071	108 553 903	119 680 626	127 021 601	116 402 151	1 045 432 059

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
SW	KUMBA II	29 204 904	29 944 590	50 058 617	62 698 169	71 785 560	82 413 077	105 492 023	118 080 383	102 712 640	113 240 805	120 188 750	110 139 177	995 958 695
SW	KUMBA III	29 204 904	29 944 590	50 058 617	43 389 580	51 439 303	58 979 144	75 044 633	84 506 253	71 899 613	79 270 356	84 145 033	77 101 609	734 983 635
SW	LIMBE CC	65 491 910	67 150 652	112 256 297	244 339 258	165 209 402	201 161 308	255 417 439	284 589 598	266 126 998	283 864 749	294 227 810	276 335 395	2 516 170 816
SW	LIMBE I	9 355 987	9 592 950	16 036 613	84 011 286	94 244 072	108 279 814	139 100 321	155 140 026	136 724 534	150 737 912	159 974 358	146 606 556	1 209 804 429
SW	LIMBE II	9 355 987	9 592 950	16 036 613	30 088 967	37 423 896	42 836 809	54 071 115	61 378 898	50 674 229	55 869 998	59 316 517	54 343 872	480 989 850
SW	LIMBE III	9 355 987	9 592 950	16 036 613	24 583 352	31 622 403	36 154 902	45 389 405	51 805 634	41 888 262	46 183 729	49 039 082	44 923 592	406 575 911
SW	MAMFE	32 101 256	34 887 436	63 997 274	107 148 544	91 977 992	103 504 274	130 640 483	149 791 842	135 268 722	145 849 608	152 336 313	141 843 254	1 289 346 999
SW	MBONGE	175 097 763	190 295 104	349 076 040	342 417 103	269 105 853	301 759 828	379 704 233	422 552 842	392 421 891	423 265 138	442 226 661	411 833 406	4 099 755 862
SW	MENJI	49 577 473	53 880 473	98 837 972	129 723 421	108 974 055	122 527 617	154 539 056	175 964 257	159 943 506	172 468 641	180 152 350	167 749 795	1 574 338 615
SW	MUNDEMBE	28 171 772	30 616 897	56 163 427	58 846 987	55 612 947	62 801 630	79 506 720	93 792 940	82 474 167	88 895 113	92 820 688	86 413 218	816 116 505
SW	MUYUKA	81 712 290	88 804 382	162 902 151	260 055 893	207 098 141	232 355 878	292 513 696	327 066 535	302 399 466	326 149 403	340 743 829	317 317 098	2 939 118 762
SW	NGUTI	51 070 180	55 502 739	101 813 845	94 580 512	82 515 831	92 913 471	117 335 510	135 220 963	121 531 612	131 030 086	136 850 388	127 420 393	1 247 785 529
SW	TIKO	94 844 621	103 076 514	189 082 855	348 552 768	273 725 240	306 930 215	386 199 668	429 666 288	399 128 291	430 499 969	449 786 829	418 874 588	3 830 367 847
SW	TINTO	36 796 793	39 990 516	73 358 330	95 515 416	83 219 697	93 701 295	118 325 236	136 304 855	122 553 482	132 132 473	138 002 346	128 493 276	1 198 393 715
SW	TOKO	12 402 759	13 479 237	24 726 219	38 273 478	40 123 663	45 464 795	57 726 863	69 940 834	59 986 919	64 635 983	67 470 674	62 803 416	557 034 840
SW	TOMBEL	60 538 592	65 792 947	120 690 131	178 178 938	145 455 006	163 359 990	205 835 801	232 141 644	212 906 333	229 604 668	239 857 670	223 356 503	2 077 718 224
SW	WABANE	50 431 073	54 808 162	100 539 719	125 437 975	105 747 648	118 916 366	150 002 331	170 995 878	155 259 429	167 415 480	174 871 959	162 831 890	1 537 257 909
SU	AKOM II	12 010 247	13 052 658	23 943 706	43 219 517	43 847 414	49 632 713	62 962 920	75 675 074	65 393 038	70 468 075	73 565 026	68 479 405	602 249 793
SU	AMBAM	20 015 863	21 753 109	39 903 755	133 594 598	111 888 569	125 789 772	158 637 228	180 452 345	164 174 780	177 033 319	184 922 291	172 192 293	1 490 357 923
SU	BENGBIS	16 050 629	17 443 719	31 998 637	55 180 144	52 852 271	59 711 666	75 624 867	89 541 747	78 466 238	84 571 376	88 302 523	82 205 213	731 949 030
SU	BIPINDI	16 050 629	17 443 719	31 998 637	58 099 623	55 050 275	62 171 842	78 715 533	92 926 476	81 657 284	88 013 862	91 899 809	85 555 557	759 583 245
SU	BIWONG-BANE	13 018 518	14 148 440	25 953 804	55 392 877	53 012 433	59 890 929	75 850 074	89 788 380	78 698 758	84 822 220	88 564 644	82 449 340	721 590 417
SU	BIWONG-BULU	34 970 671	38 005 897	69 717 758	54 597 927	52 413 935	59 221 044	75 008 513	88 866 749	77 829 862	83 884 860	87 585 134	81 537 070	803 639 420
SU	CAMPO	8 754 888	9 514 755	17 453 802	37 959 977	39 887 636	45 200 614	57 394 982	69 577 374	59 644 256	64 266 319	67 084 388	62 443 646	539 182 637
SU	CU EBOLOWA	40 378 501	41 401 184	69 210 700	202 867 931	139 507 924	169 511 829	215 095 458	240 612 505	224 003 584	238 997 857	247 773 923	303 742 479	2 133 103 876
SU	CU KRIBI	25 236 562	25 875 740	43 256 688	153 346 794	108 817 650	131 719 015	166 946 759	188 099 219	173 703 784	185 422 055	192 303 079	180 486 752	1 575 214 098
SU	DJOUM	17 509 777	19 029 511	34 907 605	69 105 750	63 336 514	71 446 461	90 367 013	105 686 540	93 687 198	100 991 672	105 461 204	98 185 998	869 715 243
SU	EBOLOWA 1er	8 652 536	8 871 683	14 830 864	47 023 973	55 269 013	63 390 037	80 775 646	90 825 801	77 699 448	85 664 503	90 929 424	83 320 163	707 253 090
SU	EBOLOWA 2ème	8 652 536	8 871 683	14 830 864	57 842 255	66 668 684	76 519 681	97 834 814	109 636 831	94 963 478	104 697 584	111 124 122	101 830 565	853 473 096
SU	EFOULAN	34 970 671	38 005 897	69 717 758	43 507 826	44 064 474	49 875 663	63 268 133	76 009 329	65 708 164	70 808 033	73 920 267	68 810 262	698 666 477
SU	KRIBI 1er	5 407 835	5 544 801	9 269 290	39 550 315	47 393 710	54 319 607	68 990 559	77 830 465	65 772 836	72 515 766	76 978 201	70 532 510	594 105 894
SU	KRIBI 2ème	5 407 835	5 544 801	9 269 290	47 122 901	55 373 257	63 510 101	80 931 643	90 997 820	77 857 321	85 838 551	91 114 097	83 489 432	696 457 049
SU	KYE OSSI	20 015 862	21 753 109	39 903 755	66 522 166	61 391 397	69 269 332	87 631 939	102 691 235	90 863 288	97 945 254	102 277 797	95 221 120	855 486 254

Rég	Communes	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumul 2008-2019
SU	LOKOUNDJE	33 560 406	36 473 227	66 906 240	77 802 627	73 095 817	82 369 846	98 977 656	120 714 991	107 855 695	116 276 574	121 433 440	106 790 644	1 042 257 163
SU	LOLODORF	17 509 777	19 029 511	34 907 605	62 947 671	55 488 612	62 662 464	84 444 035	93 601 474	82 293 658	88 700 379	92 617 197	92 494 834	786 697 216
SU	MA'AN	17 509 777	19 029 511	34 907 605	53 425 098	51 530 940	58 232 727	73 766 913	87 507 018	76 547 935	82 501 925	86 140 010	80 191 152	721 290 611
SU	MENGONG	14 591 481	15 857 925	29 089 670	66 788 080	61 591 600	69 493 413	87 913 447	102 999 528	91 153 940	98 258 807	102 605 449	95 526 281	835 869 622
SU	MEYOMESSALA	58 505 999	63 583 936	116 637 940	106 378 787	91 398 461	102 855 616	129 825 593	148 899 418	134 427 362	144 941 954	151 387 844	140 959 895	1 389 802 805
SU	MEYOMESSI	31 688 317	34 438 656	63 174 036	44 409 143	44 743 051	50 635 182	64 222 300	77 054 278	66 693 320	71 870 814	75 030 841	69 844 598	693 804 536
SU	MINTOM	8 127 454	8 832 865	16 202 945	35 740 279	38 216 480	43 330 124	55 045 127	67 003 942	57 218 079	61 648 974	64 349 345	59 896 357	515 611 972
SU	MVANGANE	17 509 777	19 029 511	34 907 605	63 686 659	59 256 616	66 879 915	84 630 170	99 403 864	87 764 024	94 601 783	98 783 976	91 967 144	818 421 044
SU	MVENGUE	22 767 086	24 743 121	45 388 612	68 285 608	62 719 052	70 755 345	89 498 783	104 735 701	92 790 768	100 024 607	104 450 653	97 244 817	883 404 154
SU	NGOULEMAKON G	17 509 777	19 029 511	34 907 605	59 658 730	56 224 089	63 485 668	80 366 060	94 734 043	83 361 421	89 852 275	93 820 891	87 344 760	780 294 830
SU	NIETE	24 805 516	26 958 473	49 452 439	85 539 364	75 708 974	85 294 701	107 764 228	124 739 019	111 649 461	120 369 271	125 710 176	117 044 931	1 055 036 553
SU	OLAMZE	24 516 605	26 644 485	48 876 462	42 424 569	43 248 916	48 962 825	62 121 358	74 753 442	64 524 142	69 530 716	72 585 513	67 567 134	645 756 167
SU	OVENG	8 222 299	8 935 941	16 392 029	35 395 987	37 957 271	43 039 997	54 680 647	66 604 785	56 841 764	61 243 005	63 925 121	59 501 255	512 740 102
SU	SANGMELIMA	65 629 558	71 325 776	130 839 518	249 545 210	199 184 907	223 498 760	281 386 710	314 880 867	290 911 081	313 755 794	327 792 905	305 255 217	2 774 006 302
SU	ZOETELE	35 019 553	38 059 021	69 815 208	104 187 079	89 748 377	101 008 712	127 505 370	146 358 438	132 031 781	142 357 614	148 687 291	138 444 730	1 273 223 175
Total		24 050 082 237	25 961 073 263	46 007 738 945	64 244 457 948	53 236 998 247	61 773 039 406	74 877 695 627	84 300 331 373	76 308 231 639	81 751 021 402	85 039 397 091	78 767 082 813	756 317 149 991

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Graphique 11 : Performance de mobilisation des recettes fiscales entre 2006 et 2019



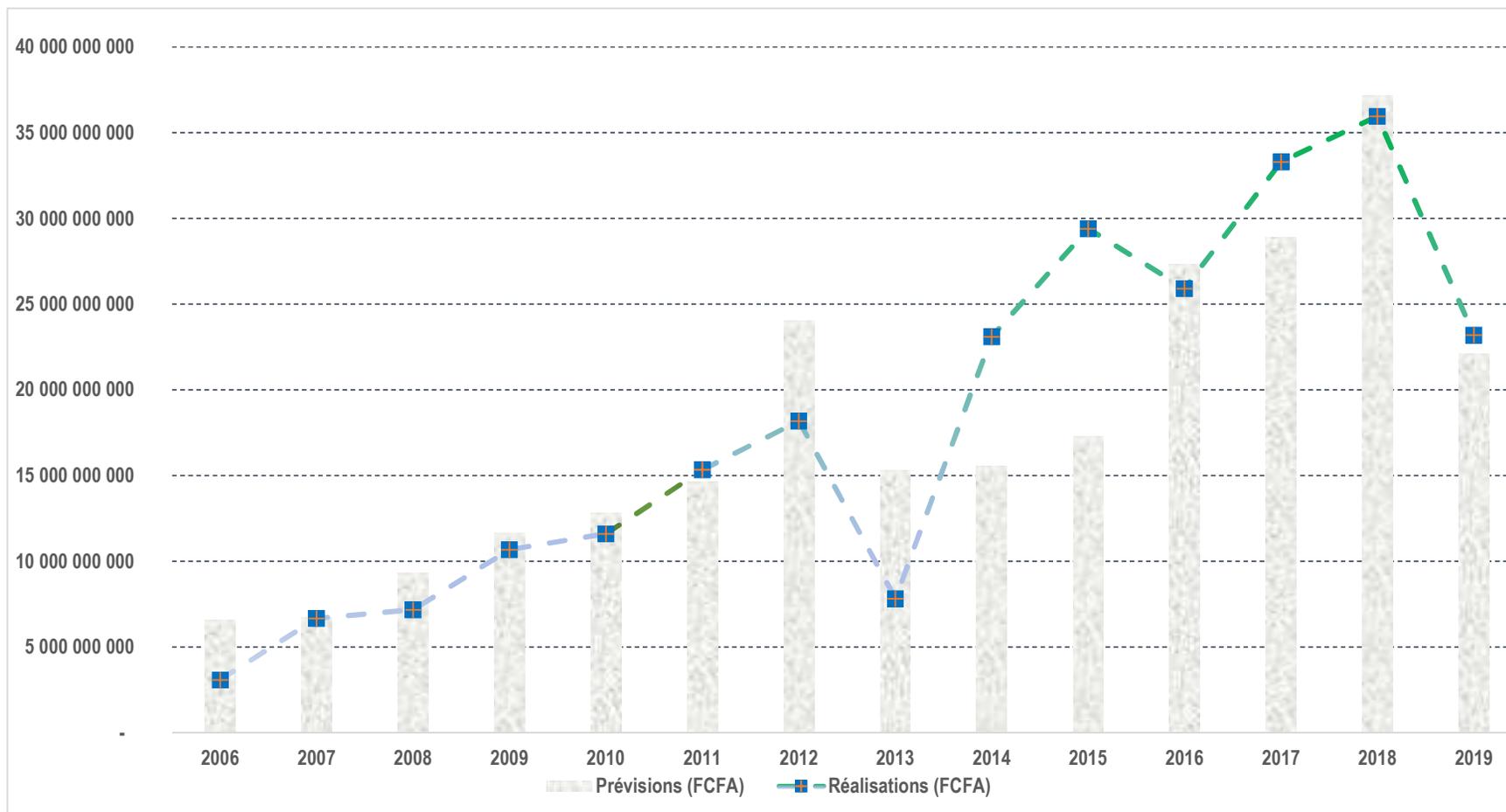
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

A l'analyse du graphique ci-dessus, il y a lieu de relever ce qui suit :

- Les ressources fiscales recouvrées par le FEICOM sont demeurées sur une tendance haussière sur la période 2006-2018, passant de 42,1 milliards de FCFA en 2006 à 122,0 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 190,4% en valeur relative. Cette tendance haussière s'est poursuivie en 2019 ;
- Dans un souci de prudence, l'entreprise a toujours privilégié des prévisions réalistes ; ce qui justifie les performances souvent au-delà des prévisions. Toutefois les recettes fiscales représentant la plus grosse part des ressources de l'organisme. Les éléments influençant leur évolution sont les mêmes que ceux évoqués dans les graphiques 9 et 10.

Graphique 12 : Performance de mobilisation des recettes non fiscales entre 2006 et 2019

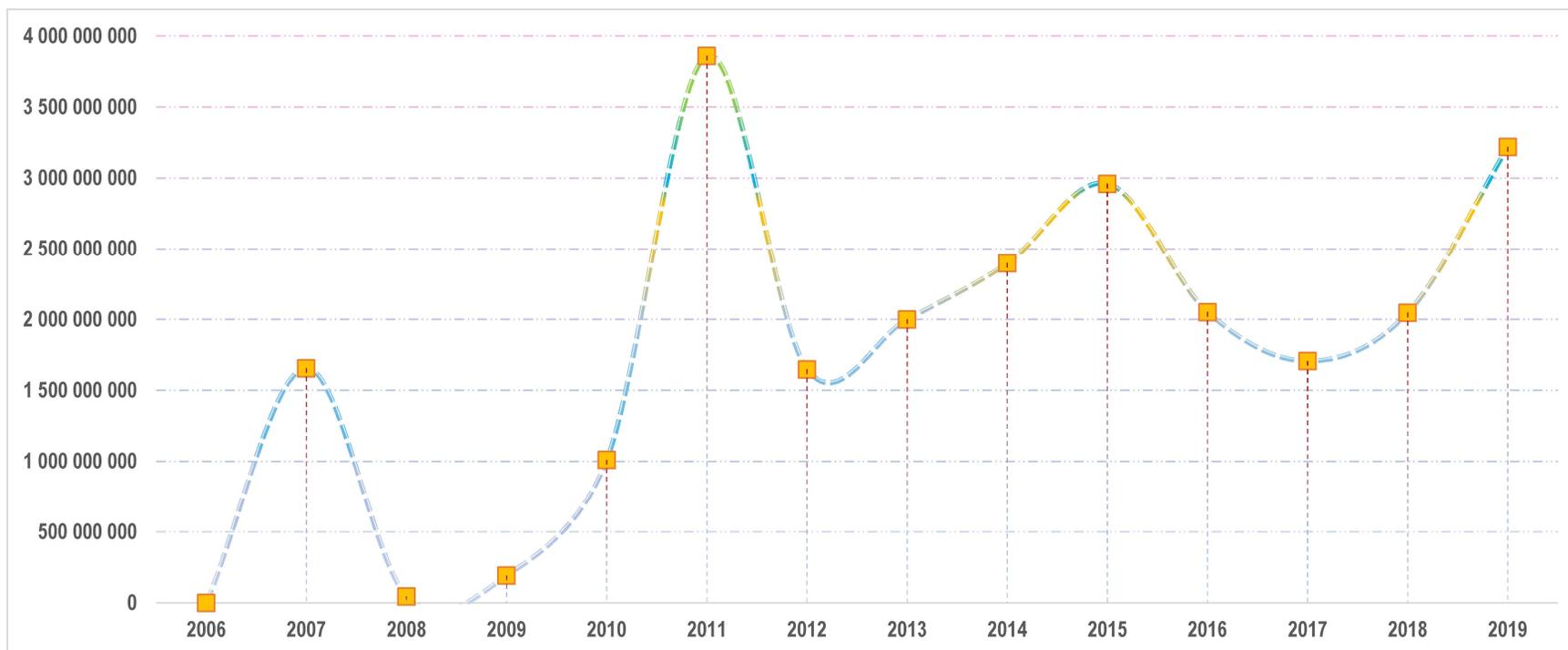


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

- La non atteinte des objectifs de recouvrement de 2006 à 2010 est essentiellement tributaire de la faible mobilisation des créances communales, du fait de la faible surface financière des CTD qui limite leur capacité d'endettement ;
- La mise en œuvre des nouveaux outils de financement ont permis la mobilisation directe de la quote-part des CTD dans le financement de leurs projets. De même, l'accroissement des CAC et autres ICSP a permis de recouvrer les créances communales conformément aux tableaux d'amortissement des prêts consentis aux CTD, malgré le fléchissement observé en 2015, 2016 et 2017.

Graphique 13 : Évolution des dépenses relatives au compte de la réserve spéciale de 4% entre 2006 et 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

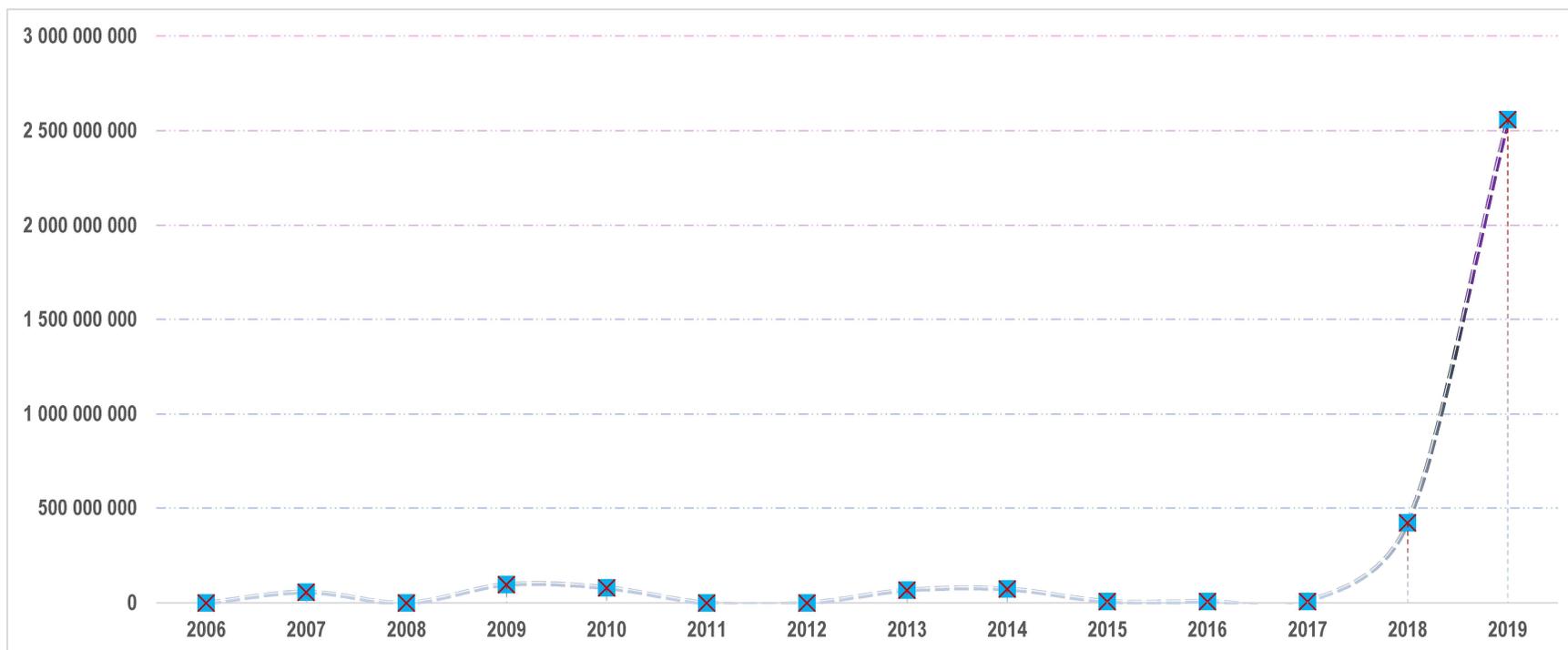
Commentaires

Il convient de rappeler que les dépenses exécutées dans ce compte, visent à soutenir les Collectivités sinistrées et/ou frontalières.

Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessus ce qui suit :

- En 2007, un appui exceptionnel sur Très Hautes Instructions du Président de la République a été accordé aux communes nouvellement créées par décret n°2007/117 du 24 avril 2007 ;
- En 2010 et 2011, des infrastructures ont été construites dans la zone de Bakassi. De même, des équipements de télécommunication, de transport et de sécurité ont été acquis et mis à la disposition des autorités administratives de cette même zone ;
- En 2014, 2015 et 2016, des marchés ont été reconstruits dans certaines Communes sinistrées, notamment Kribi, Bertoua, Sangmélima.

Graphique 14 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au compte de la Coopération entre 2006 et 2019



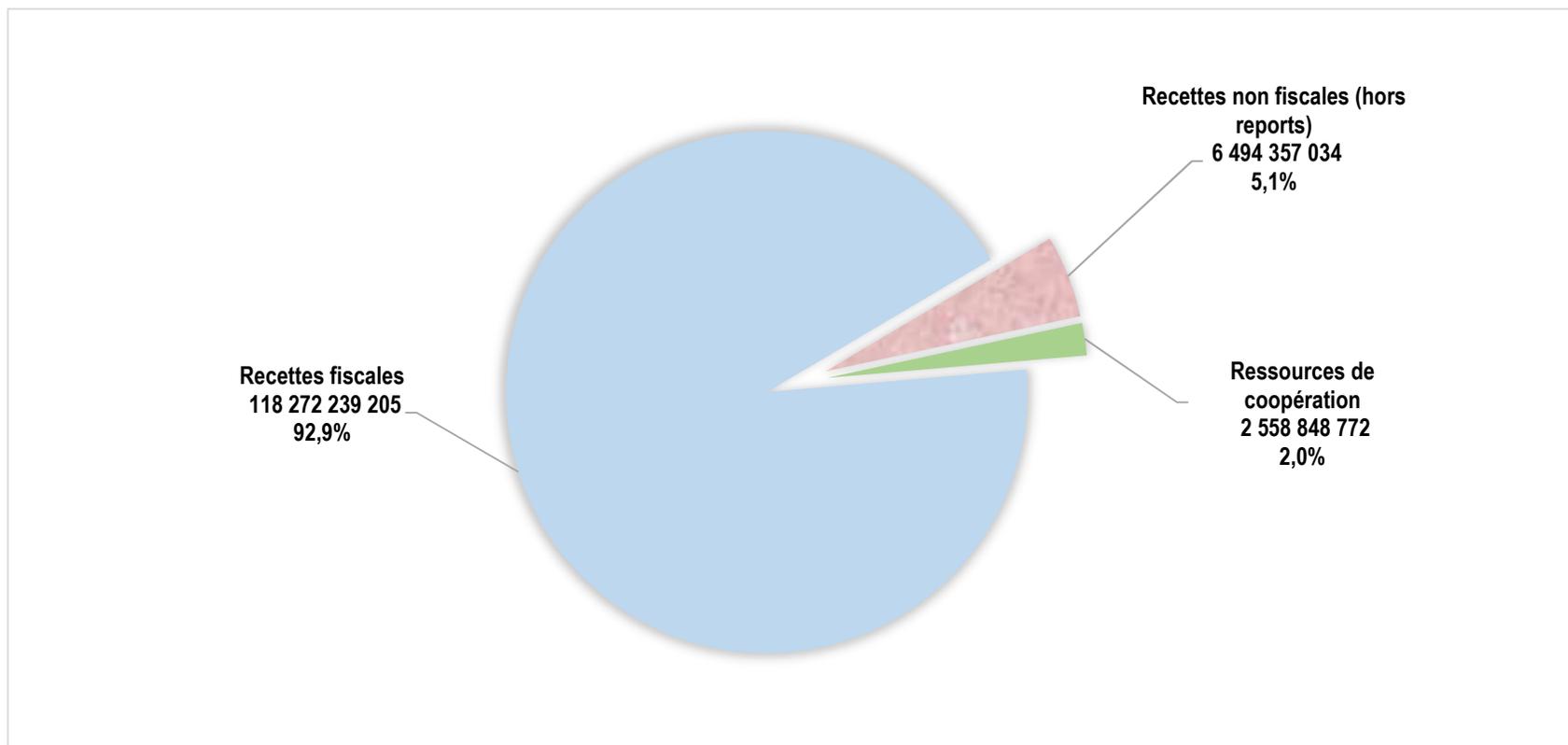
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que :

- L'organisme a bénéficié en 2007, 2009, 2010, 2013 et 2014, des fonds de Coopération Allemande, notamment ceux issus du Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL-GIZ) pour le renforcement des capacités des personnels des CTD et du FEICOM, et également pour le projet de certification de l'organisme à la norme ISO 9001 ;
- En 2010, l'organisme a mobilisé un montant de **2 558 848 772 FCFA**, au titre des ressources issues de la coopération, pour le financement des projets de développement. Ce montant se décompose ainsi qu'il suit : **1 000 000 000 FCFA**, provenant du Crédit Foncier du Cameroun, pour la mise en œuvre du Programme de Construction des Cités Municipales (PCCM) ; **966 356 880 FCFA**, dans le cadre du Programme de Développement Économique et Social des Villes Secondaires exposées aux facteurs d'instabilité (PRODESV), financé par l'Union Européenne avec le concours de la Kfw et ; **592 491 892 FCFA**, pour la mise en œuvre du Programme de Décentralisation FEICOM Villes Moyennes (PDFVM), avec le concours de la Kfw.

Graphique 15 : Répartition des recettes mobilisées par le FEICOM par nature, en 2019

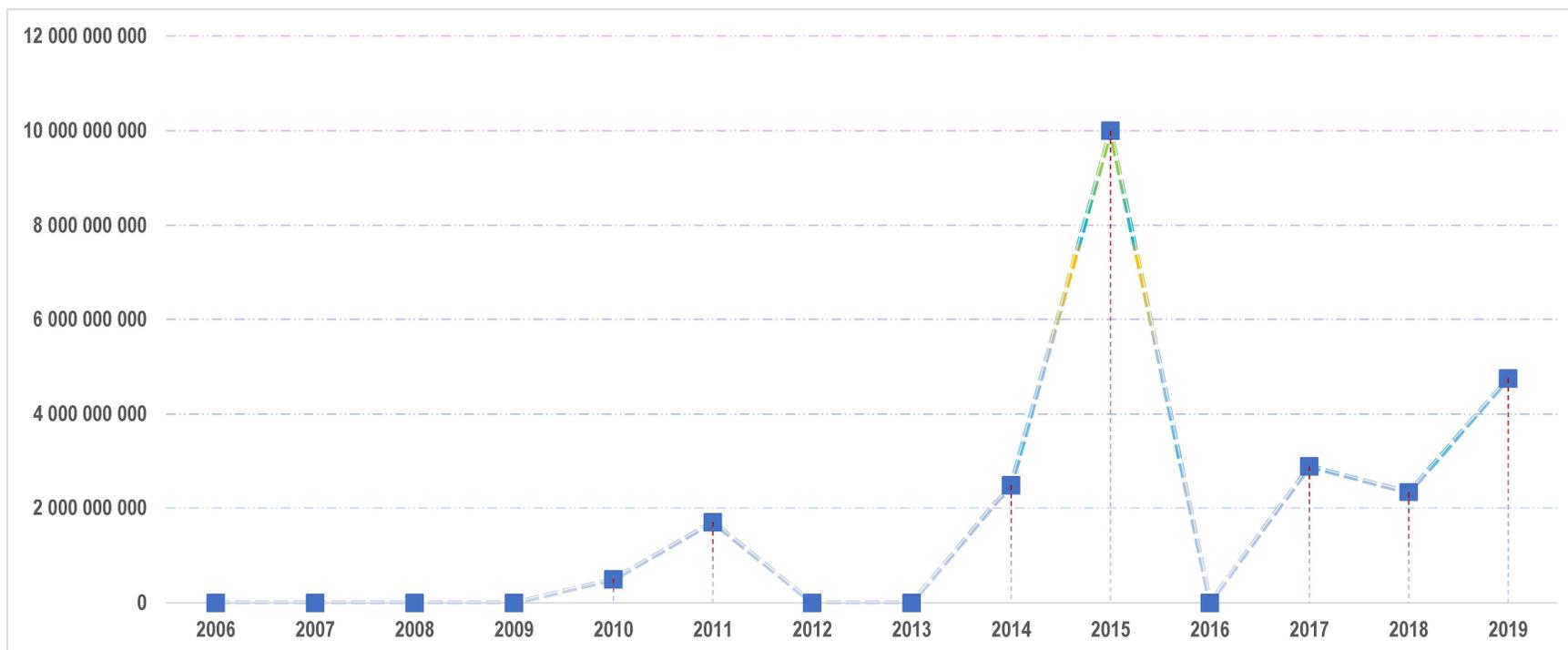


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP et à la DPPP

Commentaires

En définitive, l'ensemble des ressources mobilisées par l'organisme en 2019 (hormis les reports de trésorerie) se situent à **127 325 445 011 FCFA**, et se répartissent comme suit dans le graphique ci-après :

Graphique 16 : Performance de mobilisation des ressources budgétaires affectées au compte de la DGD entre 2006 et 2019



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Commentaires

L'analyse du graphique ci-dessus révèle que :

- Le FEICOM a effectivement mis à disposition des CTD la Dotation Générale de Décentralisation (volet investissement) pour le compte des exercices 2010, 2011, 2014 et 2015. Au cours des exercices 2012 et 2013, l'organisme n'a reçu aucune ressource à ce titre ;
- En 2017 et 2018, la Dotation Générale de Décentralisation reçue est exclusivement relative au paiement des rémunérations des Magistrats Municipaux ;
- En 2019, l'institution a reçu une fraction de la DGD (volet investissement), se rapportant à la DGD de l'exercice 2016.

Tableau 2 : Évolution des prévisions de ressources par grande masse de compte de 2006 à 2019

Exercices budgétaires	Budget du FEICOM	Compte de Centralisation et de redistribution des CAC et des Autres ICSP	Compte de 4%	Compte de Coopération	Compte du CONAFIL	Compte de la DGD
2006	23 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
2007	24 800 000 000	31 500 000 000	0	0	0	0
2008	25 500 000 000	32 016 379 000	3 375 444 000	0	0	0
2009	29 939 124 000	31 025 041 838	3 150 473 000	140 000 000	0	0
2010	32 481 373 681	51 850 000 000	4 335 559 970	180 327 948	0	0
2011	37 485 415 870	65 532 206 867	5 001 220 239	400 000 000	0	0
2012	43 232 920 080	57 917 552 288	5 648 311 338	100 000 000	0	0
2013	41 502 318 000	68 004 315 804	5 694 831 933	100 000 000	675 000 000	0
2014	46 476 432 564	76 766 063 992	6 000 000 000	100 000 000	1 300 000 000	2 501 000 000
2015	50 369 582 826	86 529 948 873	6 133 068 000	50 000 000	701 400 000	10 002 000 000
2016	55732570305	81 865 173 013	4 891 827 000	0	720 000 000	13 000 000 000
2017	56 681 319 908	84 878 964 929	4 689 774 000	0	781 884 000	13 000 000 000
2018	54 321 114 000	78 781 114 000	4 733 570 000	1 015 000 000	781 884 000	7 000 000 000
2019	54 696 127 000	81 626 740 000	6 289 409 000	3 967 668 000	2 246 884 000	7 000 000 000

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Tableau 3 : Évolution de la mobilisation des ressources par grande masse de compte budgétaire, de 2006 à 2019

Exercices budgétaires	Budget du FEICOM	Compte de Centralisation et de redistribution des CAC et des Autres ICSP	Compte de 4%	Compte de Coopération	Compte du CONAFIL	Compte de la DGD
2006	16 728 999 076	26 480 550 774	0	0	0	0
2007	18 575 661 040	28 192 889 385	3 271 873 230	57 649 918	0	0
2008	20 105 759 019	24 511 925 062	2 196 271 461	0	0	0
2009	23 833 111 728	26 356 413 172	3 088 475 451	97 332 500	0	0
2010	30 561 540 962	49 553 581 946	5 138 113 180	80 327 948	0	0
2011	36 822 688 790	65 716 101 082	6 248 477 590	60 010 243	0	0
2012	36 783 022 407	57 661 649 056	4 177 405 320	60 010 243	0	0
2013	33 147 337 083	63 248 182 908	4 678 866 517	67 570 243	447 055 376	0
2014	42 713 586 592	76 766 063 992	5 272 915 139	73 611 490	913 463 063	2 500 000 000
2015	48 178 117 573	86 529 948 873	6 631 632 221	8 687 940	690 303 089	10 002 000 000
2016	52 962 273 860	80 837 940 832	6 330 325 319	0	663 911 089	0
2017	55 552 015 751	83 847 461 255	7 082 314 008	0	575 945 467	2 900 000 000
2018	56 866 382 544	88 836 587 584	8 535 079 908	423 169 612	1 028 483 556	2 348 647 036
2019	57 131 858 189	85 570 901 543	9 346 842 255	2 558 848 772	997 219 806	4 755 069 534

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

Tableau 4 : Évolution du niveau d'exécution des dépenses par grande masse de compte de 2006 à 2019

Exercices budgétaires	Budget du FEICOM	Compte de Centralisation et de redistribution des CAC et des Autres ICSP	Compte de 4%	Compte de Coopération	Compte du CONAFIL	Compte de la DGD
2006	11 106 869 825	27 489 857 608	0	0	0	0
2007	11 665 643 409	29 090 028 061	1 657 112 888	55 473 680	0	0
2008	11 200 446 432	24 506 225 062	45 000 000	0	0	0
2009	13 681 119 347	26 355 893 900	192 311 009	87 004 552	0	0
2010	20 659 296 700	47 687 589 473	1 011 354 026	32 172 949		
2011	27 925 351 965	65 716 101 082	3 861 774 057			
2012	33 875 818 468	57 347 463 224	1 648 839 453	0	0	0
2013	33 014 065 904	63 193 261 533	2 001 306 434	0	146 572 000	0
2014	21 064 650 567	76 690 310 023	2 397 408 922	64 923 550	558 689 084	2 500 000 000
2015	19 061 872 946	86 529 948 873	2 961 252 157	0	672 343 000	10 002 000 000
2016	27 622 808 311	80 848 515 963	2 051 861 413	0	428 657 000	0
2017	28 682 536 955	83 775 825 787	1 707 017 941	85 518 328	169 509 000	2 051 352 964
2018	36 317 450 231	69 817 205 715	2 047 876 643	0	79 461 000	2 098 261 038
2019	33 348 121 663	85 008 881 901	3 219 429 933	851 030 521	332 797 600	2 089 246 630

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DMRFCP

CHAPITRE 2 : FINANCEMENT DES PROJETS

Ce chapitre présente les statistiques sur le financement des Projets et Programmes au cours de la période 2006-2019. Il est subdivisé en trois parties à savoir :

- les financements sur le Budget des Investissements Communaux (BIC) ;
- les financements sur le Compte de la réserve spéciale de 4% ;
- les financements issus de la Coopération et des Partenariats.

Pour chaque source de financement ci-dessus mentionnée, les statistiques présentées portent sur :

- + l'évolution des montants de financements accordés aux CTD ;
- + l'évolution du nombre de CTD bénéficiaires desdits financements ;
- + la répartition des financements par Région, par Secteurs et par Domaines du DSCE.

2.1 Statistiques des financements sur le Budget des Investissements Communaux

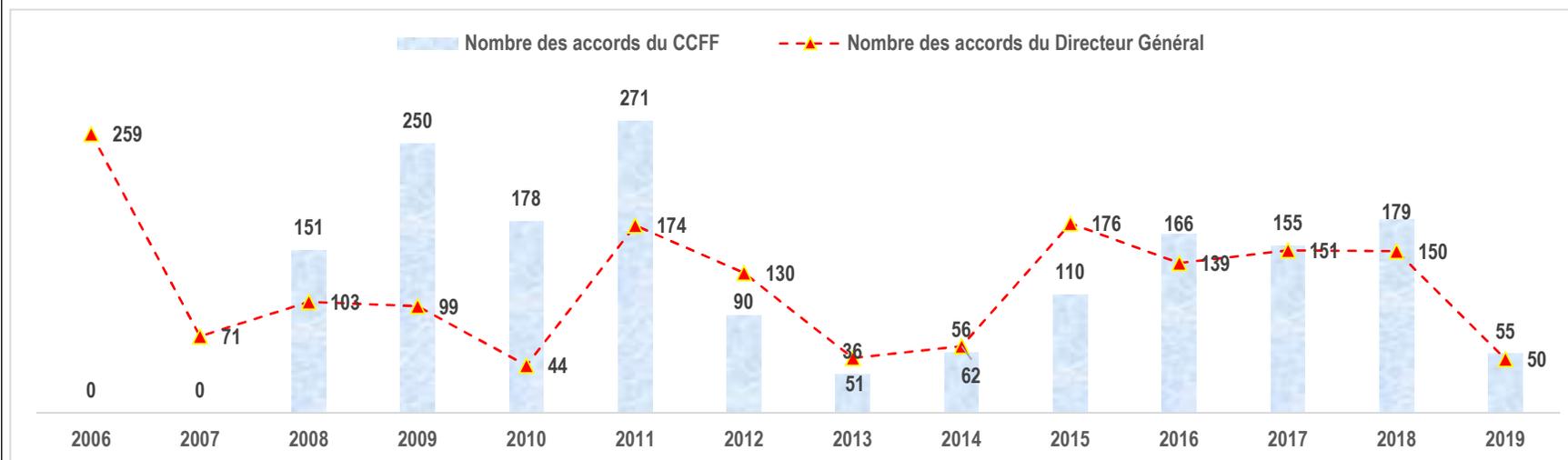
Les 2/3 des ressources du FEICOM sont consacrés au financement du développement local à travers le Budget des Investissements Communaux. Ces financements qui visent le développement harmonieux de toutes les CTD, sur la base de la solidarité nationale et de l'équilibre inter-régional et intercommunal, sont en conformité avec les lois de décentralisation. Pour ce faire, le FEICOM a mis en place plusieurs outils en cohérence avec le Documents de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020 et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Tableau 5 : Évolution du nombre des concours financiers accordés par le CCFF et le DG de 2006 à 2019

Années	Nombre des accords du CCFF	Nombre des accords du Directeur Général	Nombre total des accords
2006	0	259	259
2007	0	71	71
2008	151	103	254
2009	250	99	349
2010	178	44	222
2011	271	174	445
2012	90	130	220
2013	36	51	87
2014	56	62	118
2015	110	176	286
2016	166	139	305
2017	155	151	306
2018	179	150	329
2019	55	50	105
Total	1 697	1 659	3 356

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 17 : Évolution des financements du CCFF et du DG



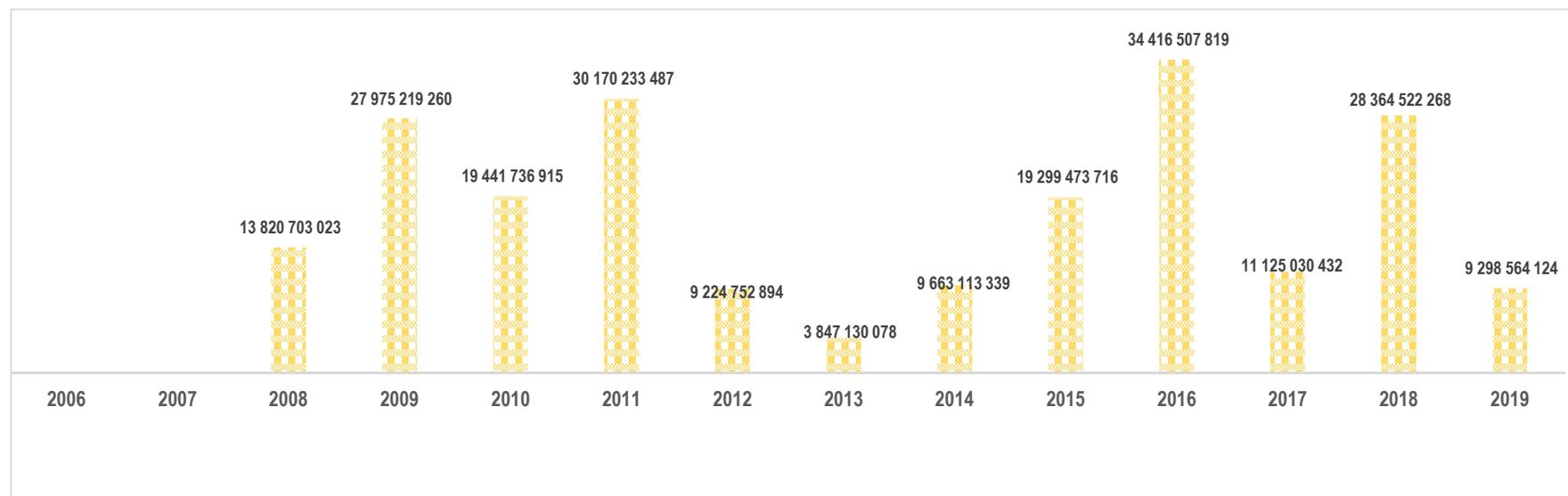
Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Tableau 6 : Évolution du montant des concours financiers accordés par le CCFF et le DG de 2006 à 2019

Années	Montant des concours financiers du CCFF (FCFA)	Montant des concours financiers du Directeur Général du FEICOM (FCFA)	Montant total des concours financiers (FCFA)
2006	0	7 263 937 188	7 263 937 188
2007	0	1 424 351 343	1 424 351 343
2008	13 820 703 023	814 449 056	14 635 152 079
2009	27 975 219 260	829 264 174	28 804 483 434
2010	19 441 736 915	406 659 620	19 848 396 535
2011	30 170 233 487	1 722 436 649	31 892 670 136
2012	9 224 752 894	952 939 948	10 177 692 842
2013	3 847 130 078	786 096 273	4 633 226 351
2014	9 663 113 339	934 586 636	10 597 699 975
2015	19 299 473 716	1 059 515 384	20 358 989 100
2016	34 416 507 819	1 168 536 453	35 585 044 272
2017	11 125 030 432	2 126 325 959	13 251 356 391
2018	28 364 522 268	2 965 093 411	31 329 615 679
2019	9 298 564 124	1 200 322 362	10 498 886 486
Total	216 646 987 355	23 654 514 456	240 301 501 811

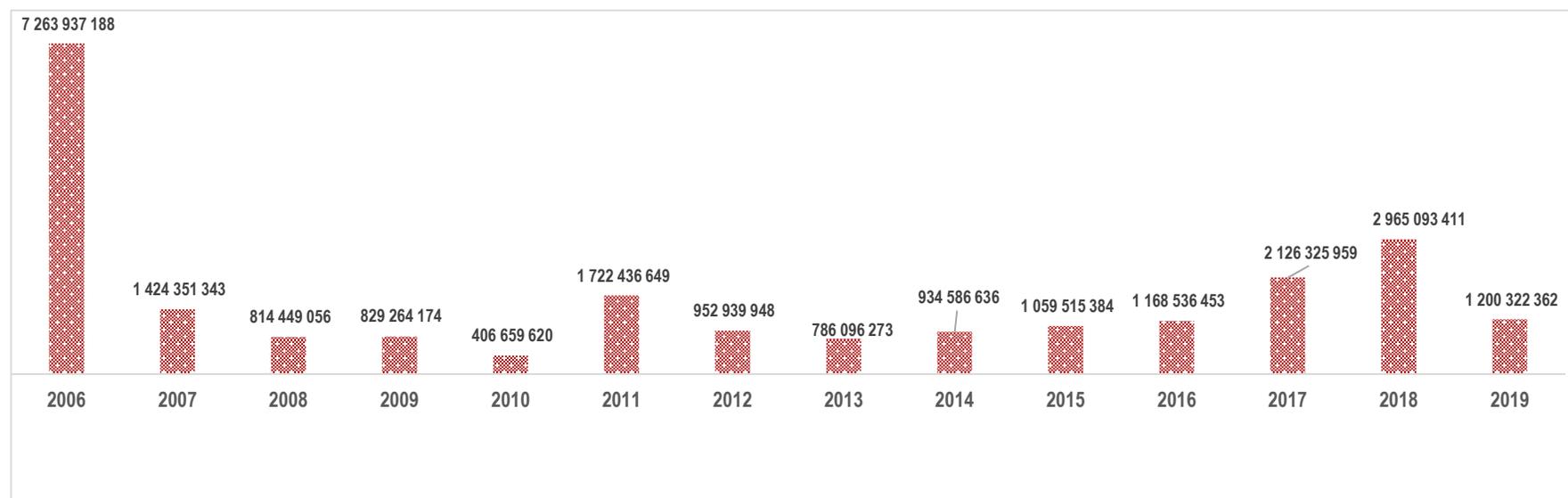
Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 18 : Évolution du montant des concours financiers (FCFA) du CCFF de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 19 : Évolution du montant des concours financiers (FCFA) du DG de 2006 à 2019



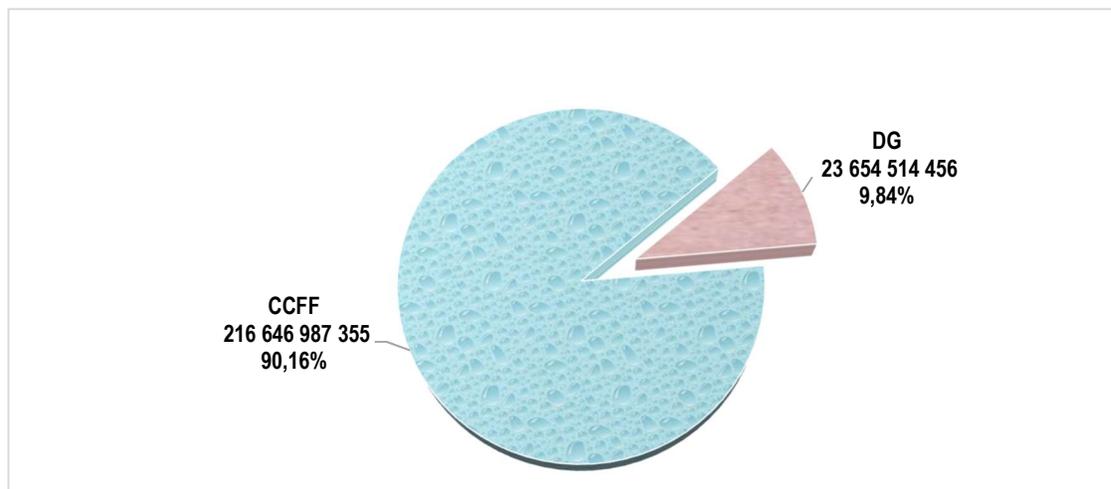
Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

Les graphiques et les tableaux ci-dessus montrent que :

- De 2006 à 2019, des financements à hauteur de 240,3 milliards de FCFA ont été accordés pour 3 356 projets dans toutes les CTD ;
- De 2006 à 2007, en l'absence du Comité des Concours Financiers du FEICOM (CCFF), seul l'Administrateur Provisoire était habilité à accorder les financements. Ainsi, au cours de cette période, 330 projets ont été financés en faveur des CTD à hauteur de 8,7 milliards de FCFA ;
- A partir de 2008, le Code d'Intervention du FEICOM (CIF), fixant les règles relatives aux concours financiers a mis en place deux instances de financement. Le CCFF, qui est l'instance qui accorde des financements au-delà de 30 millions de FCFA et le Directeur Général compétent pour des financements inférieurs à 30 millions de FCFA. Dès lors, l'activité de financement prend de l'importance ;
- Au cours de la période 2008-2011, l'on observe une tendance haussière des financements, d'un montant cumulé d'environ 95,2 milliards de FCFA pour la réalisation de 1 270 projets ;
- Les années 2012 et 2013 ont été consacrées à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution des projets précédemment financés. C'est ce qui explique la baisse des financements octroyés au cours de cette période ;
- En 2014, avec l'apurement du portefeuille, l'on observe une reprise de l'activité. Ainsi, pour la période de 2014-2019, on relève que 1449 projets ont été financés d'un montant de 121,621 milliards de FCFA.
- En définitive, au cours de la période de référence, l'on note que le CCFF a accordé 90,16% de financements correspondant à une enveloppe globale de 216,646 milliards de FCFA contre 9,84% accordés par le Directeur Général, pour un montant de 23,654 milliards de FCFA.

Graphique 20 : Répartition des accords de financements par instance (CCFF, DG)



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

- En définitive, au cours de la période de référence, l'on note que le CCFF a financé 90,16% des projets correspondant à une enveloppe globale de 216,646 milliards de FCFA contre 9,84% accordés par le Directeur Général, pour un montant de 23,654 milliards de FCFA.

Graphique 21 : Évolution du niveau de couverture des CTD bénéficiaires des financements issus du budget des investissements communaux



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Tableau 7 : Couverture des CTD bénéficiaires des financements

Années	Nombre total de CTD bénéficiaires des financements de l'organisme	Taux de couverture (%)
2006	157	42
2007	47	13
2008	164	44
2009	220	59
2010	146	39
2011	260	70
2012	166	44
2013	74	20
2014	96	26
2015	199	53
2016	180	48
2017	186	50
2018	182	49
2019	80	21
Moyenne	154	41

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

- Au cours de la période sous revue, le taux de couverture moyen annuel des financements est de 41% ;
- Les financements accordés aux CTD sont consécutifs aux demandes exprimées par les exécutifs municipaux, à l'alignement des demandes aux orientations gouvernementales et à la capacité d'endettement des CTD, c'est ce qui explique l'évolution en dent de scie du taux de couverture annuel ;
- L'année 2011 est celle où l'activité de financement a connu un essor considérable du fait de la mise en place du CIF ; les CTD ont été couvertes à 70%.

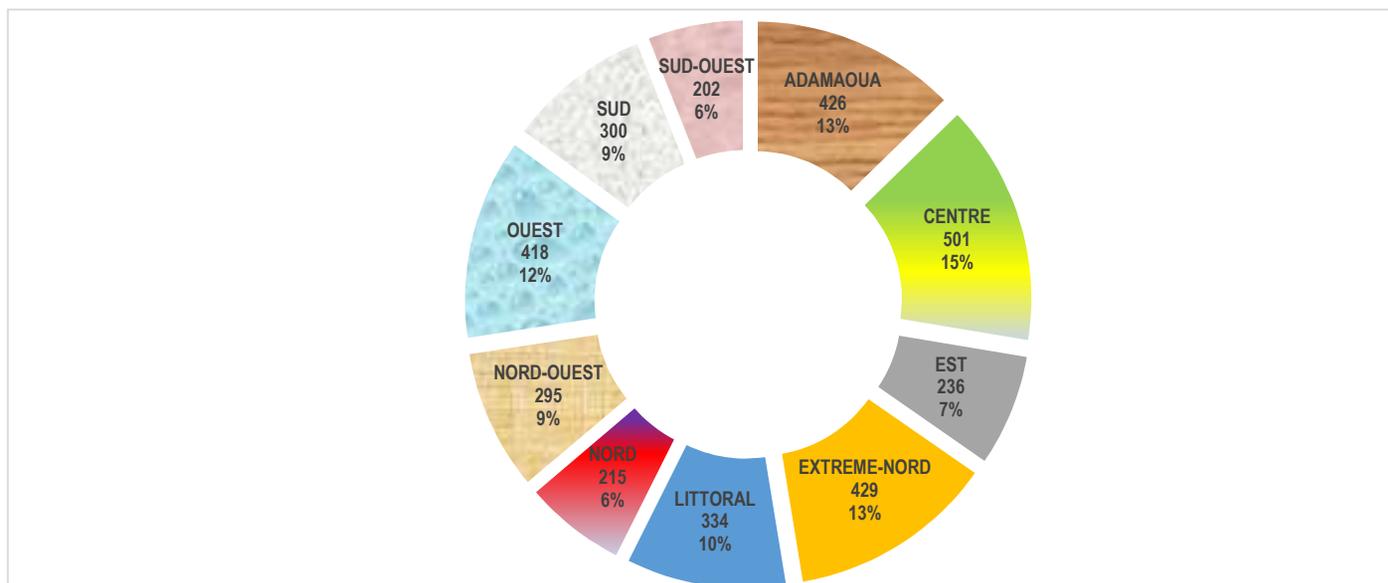
De 2006 à 2019, les financements de projets accordés aux 374 Communes et Communautés Urbaines du Cameroun se présentent ainsi qu'il suit, par Région.

Tableau 8 : Répartition régionale du nombre de concours financiers de 2006 à 2019

Années	Total	Valeur relative des financements (%)	Poids démographique (%)
ADAMAOUA	426	12,7	5,1
CENTRE	501	14,9	17,7
EST	236	7,0	4,4
EXTREME-NORD	429	12,8	17,8
LITTORAL	334	10,0	14,4
NORD	215	6,4	9,7
NORD-OUEST	295	8,8	9,9
OUEST	418	12,5	9,8
SUD	300	8,9	3,6
SUD-OUEST	202	6,0	7,6
Total	3 356	100,0	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 22 : Répartition régionale du nombre de concours financiers de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Tableau 9 : Répartition régionale du montant de concours financiers de 2006 à 2019

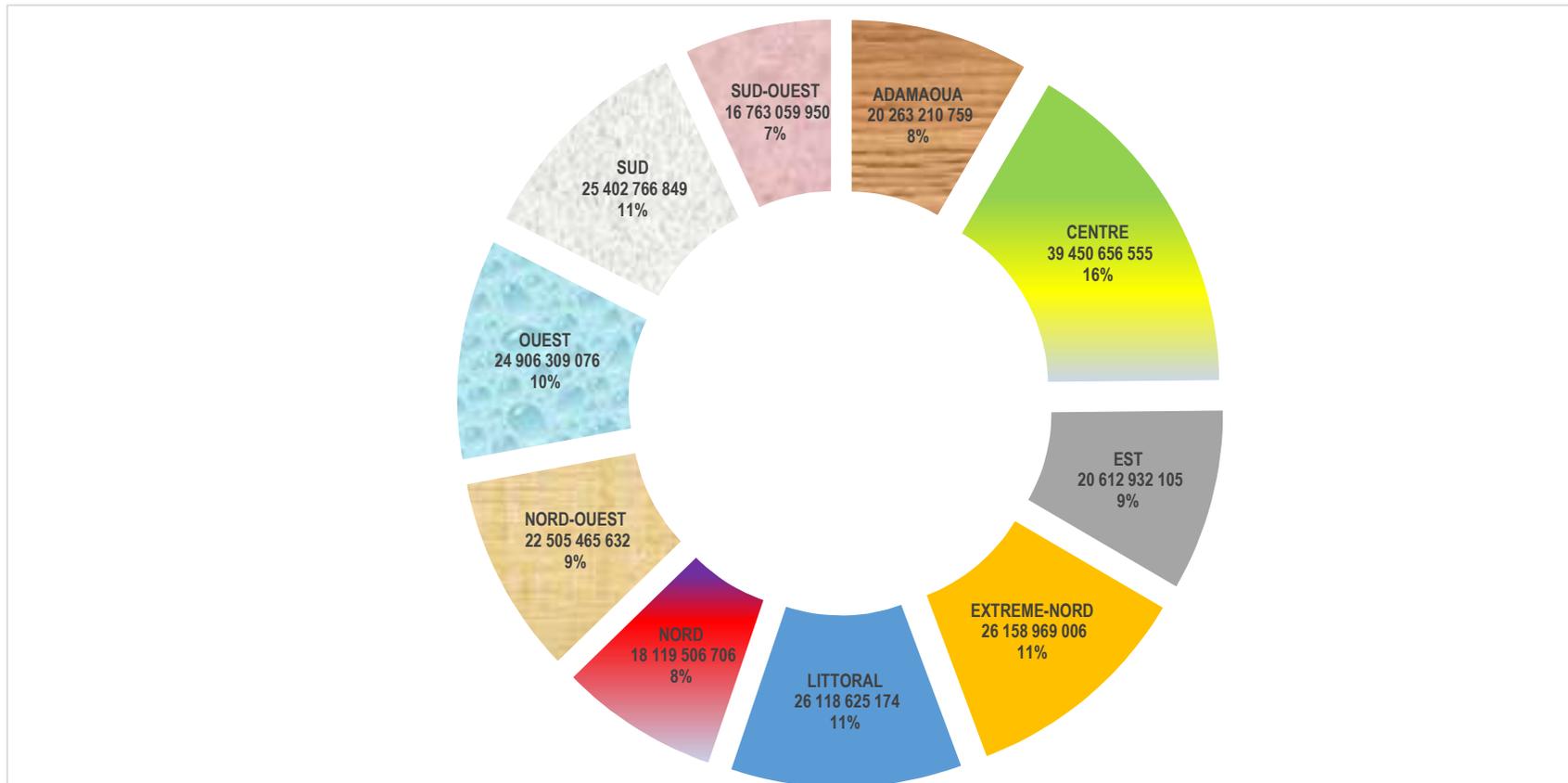
Années	Nombre des accords	Montant des accords (FCFA)	Valeur relative (%)	Poids démographique (%)
ADAMAOUA	426	20 263 210 759	8,4	5,1
CENTRE	501	39 450 656 555	16,4	17,7
EST	236	20 612 932 105	8,6	4,4
EXTREME-NORD	429	26 158 969 006	10,9	17,8
LITTORAL	334	26 118 625 174	10,9	14,4
NORD	215	18 119 506 706	7,5	9,7
NORD-OUEST	295	22 505 465 632	9,4	9,9
OUEST	418	24 906 309 076	10,4	9,8
SUD	300	25 402 766 849	10,6	3,6
SUD-OUEST	202	16 763 059 950	7,0	7,6
Total	3 356	240 301 501 811	100,0	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires :

- La Région du Centre, qui compte environ 19% de CTD, a bénéficié des financements pour la réalisation de 501 projets, d'un montant global de 39,5 milliards de FCFA, soit 16,4% de l'enveloppe globale ;
- La Région de l'Extrême- Nord a reçu chacune environ 11% du montant global des financements. En effet, sur la période sous revue, 26,2 milliards de FCFA ont été accordés aux CTD de cette région pour la réalisation de 325 projets, et 25,9 milliards de FCFA pour la réalisation de 429 projets de développement ;
- Les Régions du Sud, de l'Ouest et du Nord-Ouest ont obtenu chacune environ 10% des financements au cours de la période sous revue, soit respectivement 25,4 milliards de FCFA pour la réalisation de 300 projets, 24,9 milliards de FCFA pour la réalisation de 418 projets et 22,5 milliards de FCFA pour la réalisation de 295 projets.

Graphique 23 : Répartition régionale des financements de 2006 à 2019



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

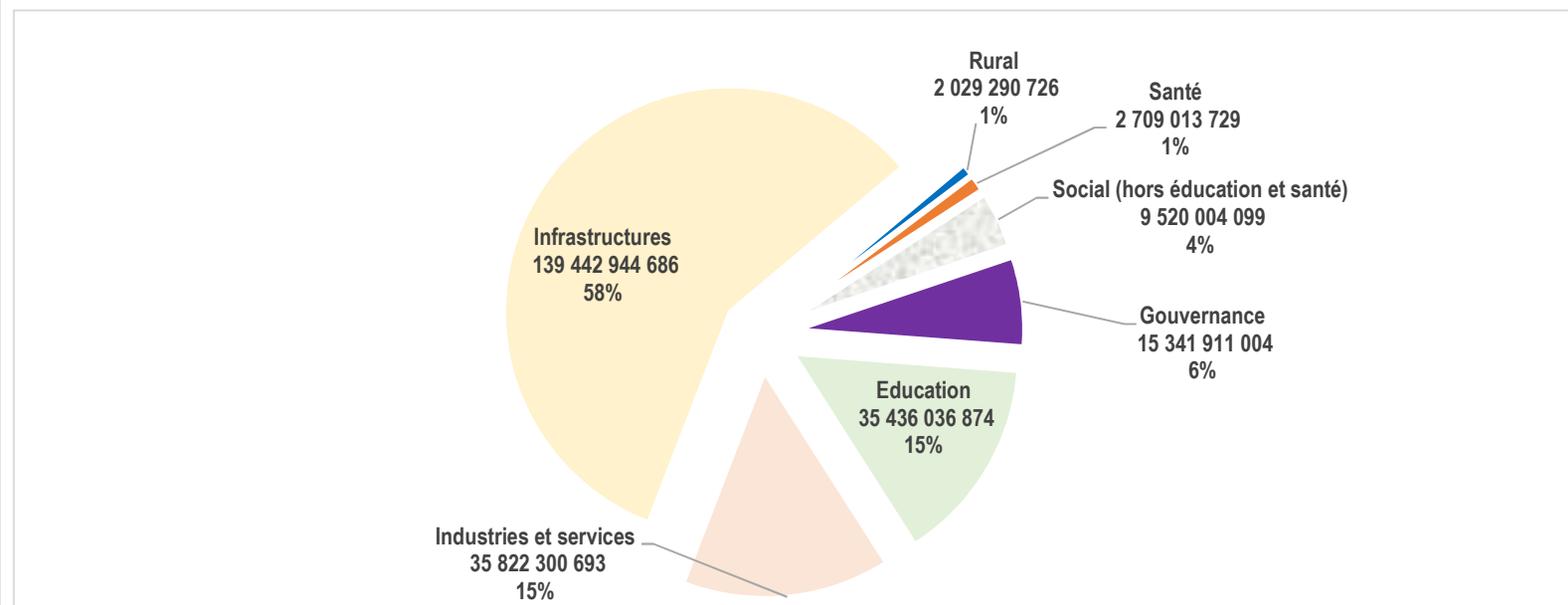
En droite ligne des orientations du DSCE, outil de référence en matière de définition des objectifs et des programmes de l'action gouvernementale au plan économique et social, les financements accordés aux CTD visent à promouvoir la croissance et l'emploi, gage du bien-être des populations. Ainsi, les interventions réalisées en faveur des CTD au cours de la période de référence, s'intègrent aux secteurs Rural, Santé, Social (hors éducation et santé), Gouvernance, Industrie et services, Éducation et Infrastructures.

Tableau 10 : Répartition des accords de financement par secteurs du DSCE

Secteurs du DSCE	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Rural	2 029 290 726	0,8
Santé	2 709 013 729	1,1
Social (hors éducation et santé)	9 520 004 099	4,0
Gouvernance	15 341 911 004	6,4
Education	35 436 036 874	14,7
Industries et services	35 822 300 693	14,9
Infrastructures	139 442 944 686	58,0
Total	240 301 501 811	100,0

Source : Observatoire du Développement Local Gilbert-Biwolé

Graphique 24 : Répartition des accords de financement par secteurs du DSCE



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

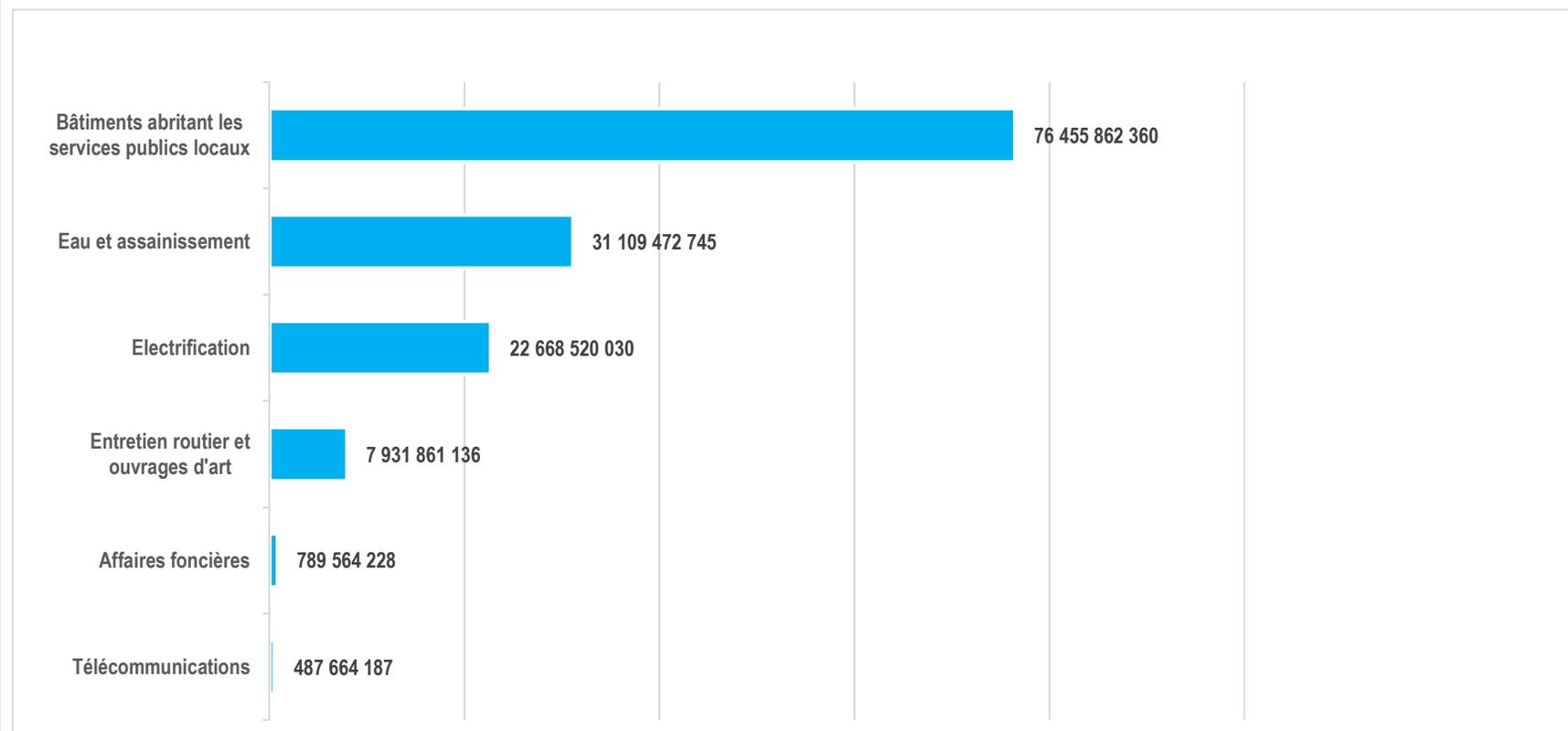
- La répartition des financements accordés de 2006 à 2019, donne lieu de relever que le secteur « Infrastructures » est celui qui concentre le plus gros montant des financements. En effet, sur la période suscitée, ce secteur a bénéficié des financements d'un montant de **139,4 milliards de FCFA**, correspondant à **58%** de l'enveloppe globale.
- Les secteurs « Industrie et services » et « Éducation » ont respectivement bénéficié de **35,8 milliards de FCFA** et **35,4 milliards de FCFA** et se positionnent en **2^{ème} et 3^{ème} position**, des secteurs les plus financés.
- À la lumière de ces observations, on peut conclure que les financements qu'accordent le FEICOM sont en phase des orientations du gouvernement. En effet, dans sa stratégie nationale de développement, les pouvoirs publics ont opté de mettre l'accent sur la réalisation des projets d'infrastructures et comptent également stimuler l'industrie.
- Le secteur de la gouvernance constitue également une attention particulière au FEICOM. Sur la période, un montant de **15 341 911 004 FCFA** a été alloué à ce secteur pour notamment permettre aux CTD d'effectuer des missions d'études et de coopération, de financer les contreparties communales et de procéder au paiement arriéré de salaire de certains personnels communaux.

Tableau 11 : Répartition des financements par domaine du Secteur « Infrastructures »

« Infrastructures »	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Affaires foncières	789 564 228	0,6
Bâtiments abritant les services publics locaux	76 455 862 360	54,8
Eau et assainissement	31 109 472 745	22,3
Électrification	22 668 520 030	16,3
Entretien routier et ouvrages d'art	7 931 861 136	5,7
Télécommunications	487 664 187	0,3
Total	139 442 944 686	100

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 25 : Répartition des accords de financement par Domaine du Secteur « Infrastructures »



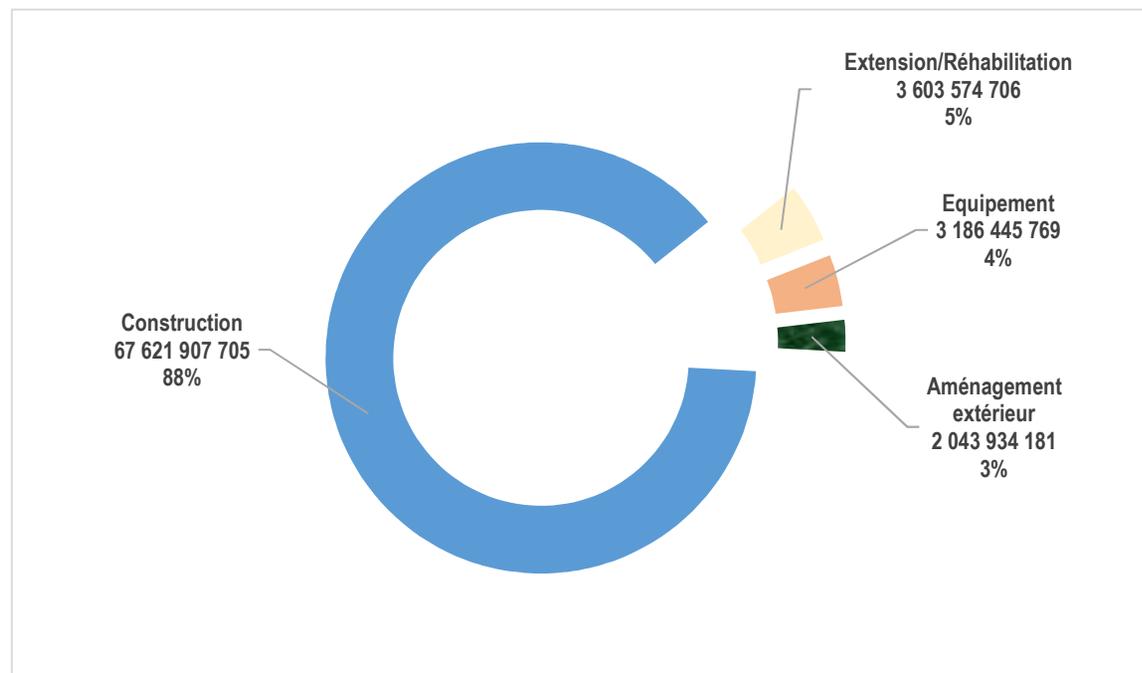
Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

Le graphique précédent a permis de relever que le secteur « Infrastructures », qui couvre six domaines, a été la priorité des CTD et du FEICOM au cours de la période de référence. De manière plus précise, l'essentiel des interventions du FEICOM dans ce secteur a porté sur trois domaines, à savoir :

- ✓ Le domaine « Bâtiments abritant les services publics locaux », a été financé à hauteur de 76,4 milliards de FCFA. Les projets financés dans ce secteur ont permis de construire **269 hôtels de ville**, de réhabiliter **120**, d'équiper **97** et de procéder à l'aménagement extérieur de **24** ;
- ✓ Le domaine « Eau et assainissement » a été financé à hauteur de 31,1 milliards de FCFA. Les projets financés dans ce secteur permettront d'offrir aux populations : **942 latrines**, **180 réseaux d'adduction en eau potable**, **1 303 forages**, **592 puits** ;
- ✓ Le domaine de « l'Électrification » a bénéficié de **22,6 milliards de FCFA**, pour la réalisation de **154 projets** d'électrification (extension et réhabilitation de réseaux), l'installation de **1206 lampadaires solaires**.

Graphique 26 : Nature des financements dans le domaine « Bâtiments abritant les services publics locaux »



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

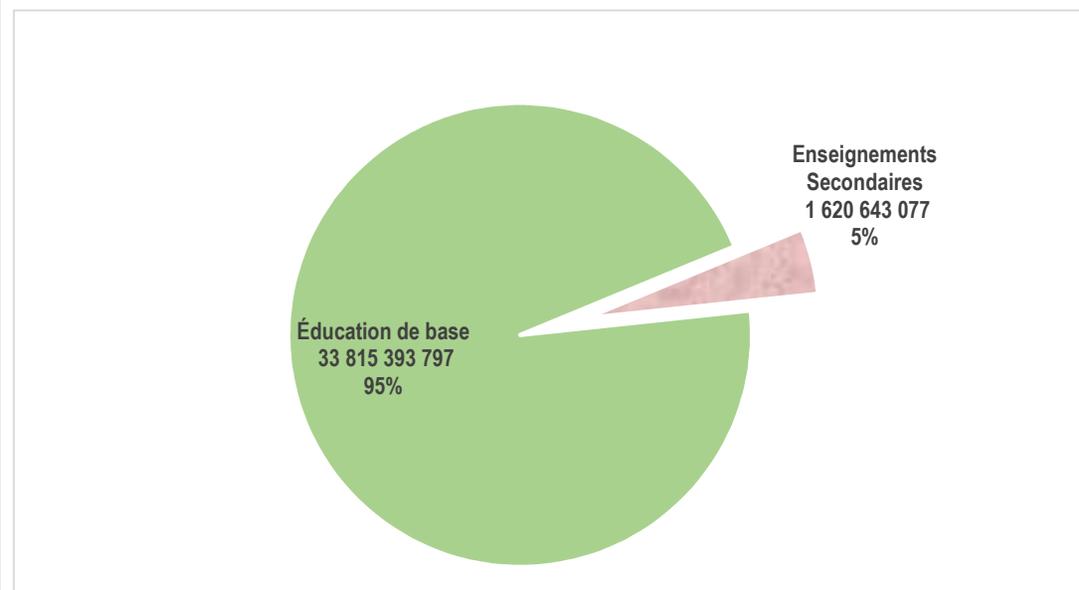
- Le graphique permet de relever que dans le domaine « Bâtiments abritant les services publics locaux », le FEICOM a consacré **67 621 907 705 FCFA**, entre 2006 et 2019, pour la construction de **269 hôtels de ville**, soit un taux de couverture de **72%**.
- Un montant de **3 603 574 706 FCFA** a été orienté pour l'extension/réhabilitation de **120 hôtels de ville**, au cours de la même période.
- Un montant global **3 186 445 769 FCFA** a été accordé au cours de la période sous revue, pour l'équipement de **97 hôtels de ville** ;
- Enfin, un montant de **2 043 934 181 FCFA** a été alloué, au cours période soumise à examen, pour les aménagements extérieurs de **24 hôtels de ville**.

Tableau 12 : Répartition des accords de financement par Domaine du Secteur « Éducation »

« Éducation »	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Éducation de base	33 815 393 797	95,4
Enseignements Secondaires	1 620 643 077	4,6
Total	35 436 036 874	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 27 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Éducation »



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

- L'essentiel des financements a été consacré à « l'Éducation de base » pour un montant de **33,8 milliards de FCFA**.
- Lesdits financements ont visé la construction et la réhabilitation de **2 445 salles de classe** et à l'acquisition de **36 149 tables bancs, 109 blocs administratifs, 20 blocs maternels, 11 logements d'astreinte**, la plantation de près de **8 500 arbres**, .

Tableau 13 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Industries et Services »

« Industries et Services »	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Industries	778 302 651	2,2
Marchés	26 855 859 532	75,0
Minerais	2 451 507 735	6,8
Tourisme	5 736 630 775	16,0
Total	35 822 300 693	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

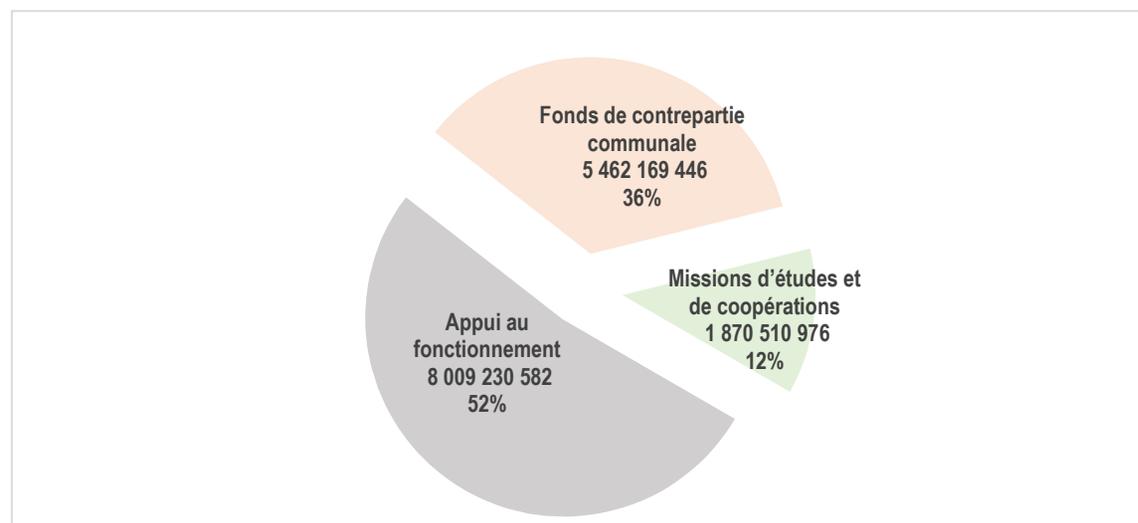
Commentaires

- Le Domaine des « Marchés » a été le plus sollicité, avec des financements d'un montant global de **26 855 859 532 FCFA**, soit 75% du volume financier du secteur concerné. Ces ressources visent la construction de **130 marchés/centres commerciaux**, de **12 gares routières**.

Tableau 14 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Gouvernance »

« Gouvernance »	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Appui au fonctionnement	8 009 230 582	52,2
Fonds de contrepartie communale	5 462 169 446	35,6
Missions d'études et de coopérations	1 870 510 976	12,2
Total	15 341 911 004	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Graphique 28 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Gouvernance »

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Tableau 15 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Social (hors éducation et santé) »

« Social (hors éducation et santé) »	Montant total des accords (FCFA)	Valeur relative (%)
Bibliothèques Municipales	396 095 399	4,2
Logements sociaux	2 026 392 044	21,3
Promotion de la femme	554 989 051	5,8
Salles de fêtes / Cercles municipaux	3 014 097 001	31,7
Sports et Loisirs	2 731 209 275	28,7
Tribunes Municipales	797 221 329	8,4
Total	9 520 004 099	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

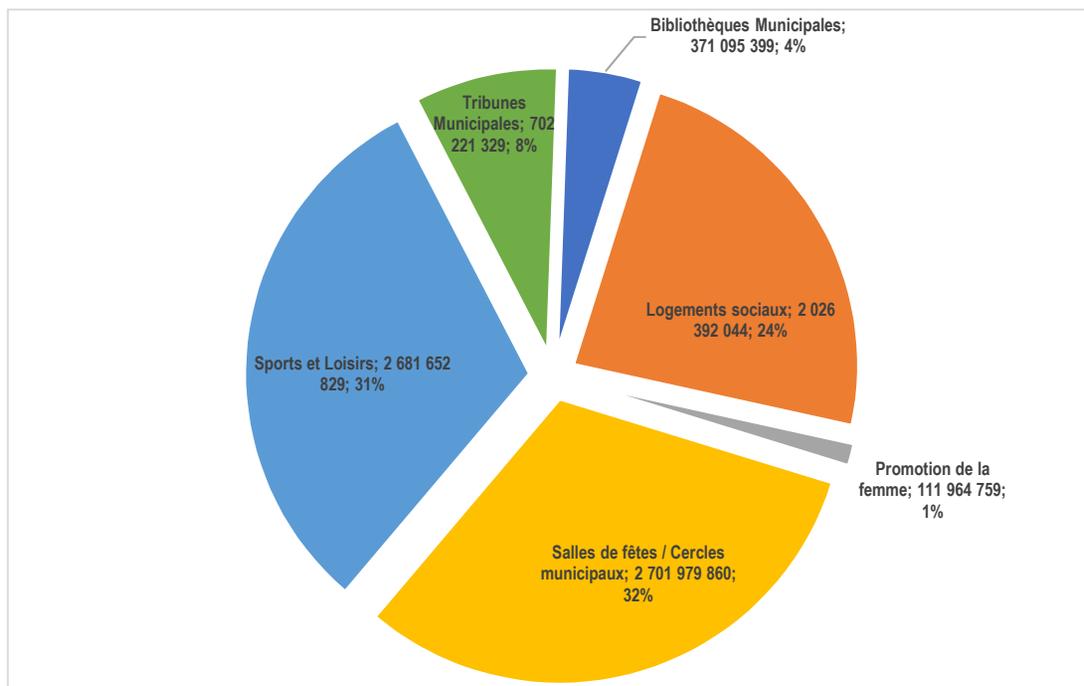
Commentaires

- Le Secteur « Gouvernance » a mis un accent particulier sur les projets réalisés en partenariat, le financement des missions d'études et de coopération et l'appui au fonctionnement de l'institution communale.
- Aussi, le Domaine « Fonds de contrepartie communale » a-t-il reçu **35,6%** de l'enveloppe globale dudit secteur.

Commentaires

- Les Domaines « Salles de fêtes / Cercles municipaux » et « Sports et Loisirs » ont été les plus sollicités, soit respectivement environ **3,0 milliards de FCFA** et **2,7 milliards de FCFA** ;
- L'organisme a également contribué à l'objectif d'offrir des logements décentes aux populations. Dans ce contexte, le domaine « Logements sociaux » a été financé pour un peu plus de 2

Graphique 29 : Répartition des financements par Domaine du Secteur « Social (hors éducation et santé) »



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

milliards de FCFA, soit 24% du total du secteur social.

- De Manière concrète, les financements au cours de la période visent : la construction de **14 tribunes municipales, 43 auberges municipales, 7 hôtels municipaux, 10 salles de fête, 5 aires de jeu et 592 logements sociaux.**

Tableau 16 : Répartition des financements dans le domaine « Santé »

Domaine du Secteur « Santé »	Montant total des accords (FCFA)
Santé	2 709 013 729

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DIPDL

Commentaires

Le Domaine « Santé » a bénéficié des financements à hauteur de **2,7 milliards de FCFA** pour la construction de **51 Centres de Santé Intégrés** sur la période de référence et l'équipement de **17**.

2.2 Statistiques des financements sur le compte de la réserve spéciale de 4%

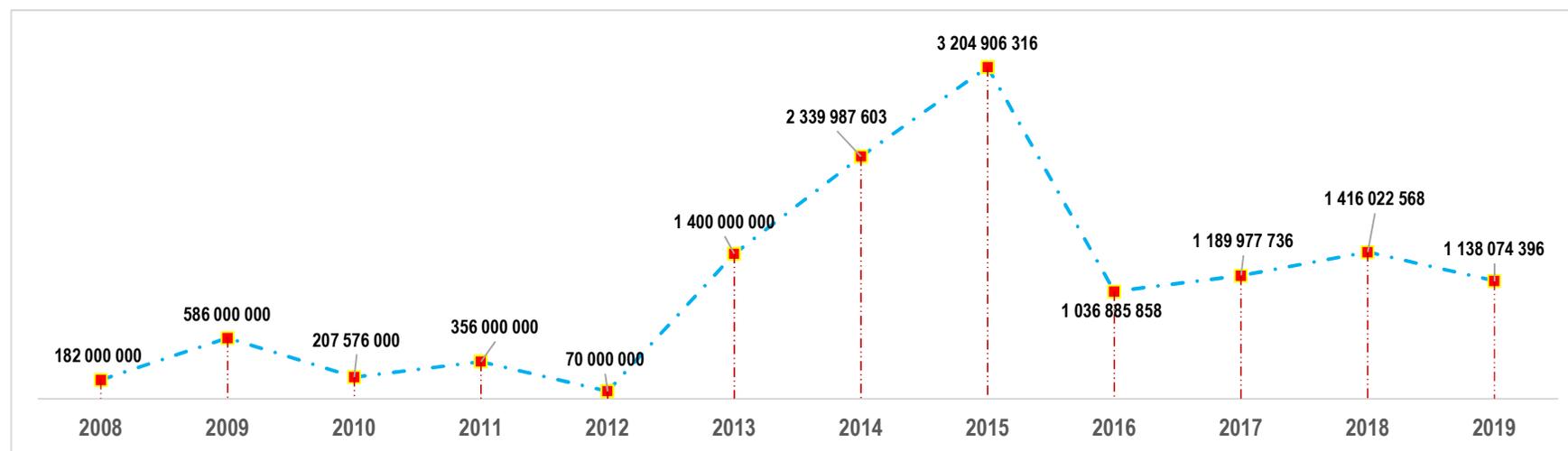
Le compte de la réserve spéciale de 4% est constitué des ressources issues des contributions des CTD et du FEICOM. Ces ressources sont destinées à couvrir des opérations de dépenses au profit des Communes frontalières et/ou sinistrées. De 2006 à 2019, ces ressources de solidarité ont permis aux différents ministres en charge de la décentralisation, d'accorder **53** financements à **71** CTD à hauteur de **13 127 430 477 FCFA**.

Tableau 17 : Évolution des financements du Compte de la réserve spéciale de 4%

Années	Nombre de financements	Montant des financements (FCFA)
2008	1	182 000 000
2009	2	586 000 000
2010	2	207 576 000
2011	2	356 000 000
2012	1	70 000 000
2013	5	1 400 000 000
2014	2	2 339 987 603
2015	9	3 204 906 316
2016	3	1 036 885 858
2017	15	1 189 977 736
2018	2	1 416 022 568
2019	9	1 138 074 396
Total	53	13 127 430 477

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DSCI

Graphique 30 : Évolution des financements du Compte de la réserve spéciale de 4%



Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé, données collectées à la DSCI

Commentaire

- Les opérations financées par le compte de 4% ont concerné les Communes de 9 Régions. Il s'est agi de la réhabilitation ou de la construction des infrastructures, notamment, les mairies, les marchés et les réseaux d'Adduction d'Eau Potable (AEP). Par ailleurs, des embarcations et véhicules utilitaires ont été acquis pour permettre un fonctionnement optimal des communes concernées ;
- Les financements issus de ce compte ont permis de réaliser les investissements dans les secteurs ci-après : « Infrastructures », « Industrie et service », « Éducation » et « Santé ».

2.3 Financements issus de la coopération et des partenariats

Au cours de la période 2006 - 2019, le FEICOM a signé 4 conventions de partenariat avec des bailleurs de fonds internationaux et organismes nationaux, ce qui a permis d'entamer la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets dont les financements ont été évalués à un montant global de **70 957 562 235 FCFA**. Ces financements rentrent en droite ligne du DSCE et sont en cohérence avec les ODD.

2.3.1 Programme de Décentralisation-FEICOM-Villes-Moyennes (PDFVM)

Le Programme de Décentralisation FEICOM Villes Moyennes (PDFVM) est financé par la République Fédérale d'Allemagne à travers un don de la KfW et une participation des Communes bénéficiaires à travers le FEICOM, pour un montant de **10 495 312 000 de FCFA** destiné au financement des investissements communaux et à l'appui au fonctionnement.

Ce Programme a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la participation citoyenne et à l'accès des populations aux services de base grâce à une mise en œuvre effective de la décentralisation et à une administration efficiente de l'État et des collectivités locales. Le PDFVM couvre 12 Communes des Régions du Centre, de l'Extrême-Nord, de l'Ouest et du Sud-Ouest. Les Communes concernées sont : MBALMAYO, OBALA, KOUSSERI, MOKOLO, MORA, YAGOUA, BAFANG, BANGANGTE, DSCHANG, FOUMBOT, BUEA et TIKO. Les 14 projets retenus concernent les secteurs des « Infrastructures » et des « Industries et service » et s'intègrent dans les Domaines de l'Eau et l'assainissement, de l'Électrification, des Marchés et des Transports.

Tableau 18 : Composantes du PDFVM

Composantes	Montant en FCFA	Valeur relative (%)
Mesures d'investissement	8 068 271 100	76,9
Assistance aux villes moyennes	426 371 050	4,1
Appui au FEICOM	70 187 399	0,7
Autres activités du programme (audits, évaluation, communication, accompagnement des communes et du FEICOM)	1 930 481 451	18,4
Total	10 495 312 000	100,0

Source : Observatoire de Développement Local Gilbert Biwolé

Commentaire

- Le tableau ci-contre permet de constater que **8 068 271 100 FCFA**, soit 76,9% du montant global du programme, ont été alloués à la composante « Mesures d'investissement »;
- Le programme a alloué **70 187 399 FCFA**, soit 0,7% du montant global, comme appui au FEICOM

Tableau 19 : Communes bénéficiaires des projets du PDFVM

Régions	Communes	Secteurs	Domaines	Montant en FCFA
Centre	Mbalmayo	Infrastructures	Marché	970 000 000
Centre	Obala	Industrie et Service	Eau et assainissement	386 574 720
Extrême-Nord	Kousséri	Industrie et Service	Transports	600 000 000
Extrême-Nord	Mokolo	Industrie et Service	Marché	775 124 990
Extrême-Nord	Mora	Industrie et Service	Transports	614 520 000
Extrême-Nord	Yagoua	Industrie et Service	Marché	702 000 000
Ouest	Bafang	Industrie et Service	Transports	650 000 000
Ouest	Bangangté	Industrie et Service	Marché	800 000 000
Ouest	Dschang	Infrastructures	Electrification	184 000 000
Ouest	Foumbot	Infrastructures et Industrie et Service	Transports / Marché	968 000 000
Sud-Ouest	Buea	Industrie et Service	Marché	605 000 000
Sud-Ouest	Tiko	Infrastructures	Eau et assainissement	768 339 400
Total				8 023 559 110

Source : Observatoire de Développement Local

2.3.2 Programme de Développement Économique et Social des Villes Secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV)

Le Programme de Développement Économique et Social des Villes secondaires exposées à des facteurs d'instabilité (PRODESV) est financé par la République Fédérale d'Allemagne à travers un don de la KFW et l'Union Européenne pour un montant de **13 119 140 000 FCFA** destiné au financement des investissements communaux et de l'appui au fonctionnement.

Le PRODESV a pour objectif de renforcer la capacité d'accueil et la résilience des villes secondaires (entre 10 000 et 50 000 habitants) à faire face aux crises, à accueillir de nouveaux arrivants et à promouvoir le développement socio-économique communal inclusif dans le respect de l'environnement.

Dans sa première phase, le Programme est mis en œuvre dans les Communes de : MEIGANGA, DJOHONG, MINTOM, NGAOUI, MOGODE, KAI-KAI, MOZOGO, BASCHEO, MADINGRING, TOUBORO, GAROUA-BOULAI, BETARÉ-OYA, CAMPO, KENTZOU, KETTE.

Tableau 20 : Composantes du PRODESV			Commentaire
Composantes	Montant en FCFA	Valeur relative (%)	
Développement des infrastructures publiques et création d'emploi et entrepreneuriat locales	8 363 451 750	63,7	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement des infrastructures publiques et création d'emploi et entrepreneuriat locales est la principale composante du PRODESV avec une allocation de 8 363 451 750 FCFA, soit 63,7% du montant global du programme ; - Les autres activités notamment les audits, l'évaluation, la communication, l'accompagnement des communes et du FEICOM, sont budgétées à 1 967 871 000 FCFA, soit 15,0% du montant global du programme.
Renforcement des capacités et des compétences professionnelles	655 957 000	5,0	
Renforcement des capacités des communes	655 957 000	5,0	
Renforcement des capacités du personnel du FEICOM	491 967 750	3,8	
Autres activités du programme (audits, évaluation, communication, accompagnement des communes et du FEICOM)	1 967 871 000	15,0	
Contrat de délégation	983 935 500	7,5	
Total	13 119 140 000	100,0	

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

Tableau 21 : Communes bénéficiaires des projets du PRODESV				
Régions	Communes	Montant global en FCFA	Secteur financé en 2019	Montant du financement en 2019
Adamaoua	Djohong	632 000 000	Infrastructures	43 046 545
Adamaoua	Meiganga	632 000 000	Infrastructures	47 453 807
Adamaoua	Ngaoui,	632 000 000	Infrastructures	47 465 042
Est	Betaré-Oya,	632 000 000	Infrastructures	45 645 654
Est	Garoua-Boulai,	632 000 000	Infrastructures	45 858 154
Est	Kentzou	632 000 000	Infrastructures	45 899 060
Est	Kette	632 000 000	Infrastructures	44 727 714
Extrême-Nord	Kai-Kai	446 000 000	Infrastructures	46 405 327

Extrême-Nord	Mogode	632 000 000	Infrastructures	47 222 657
Extrême-Nord	Mozogo,	446 000 000	Infrastructures	46 831 416
Nord	Bascheo,	446 000 000	Infrastructures	46 178 188
Nord	Madingring,	446 000 000	Infrastructures	47 691 056
Nord	Touboro,	632 000 000	Infrastructures	46 846 391
Sud	Campo	446 000 000	Infrastructures	44 488 902
Sud	Mintom,	446 000 000	Infrastructures	46 805 768
Total	15	8 364 000 000	////////	692 565 681

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

2.3.3 Projets d’Alimentation en Eau Potable et Assainissement en Milieux Semi Urbain et Rural (PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU)

Les Projets d’Alimentation en Eau Potable et Assainissement en Milieux Semi Urbain et Rural (PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU) ont été financés par la Banque Africaine de Développement (BAD), l’État du Cameroun et les Communes bénéficiaires à travers le FEICOM à des montants respectifs de **12,1 milliards de FCFA** et **32,1 milliards de FCFA**.

Le FEICOM s’est vu confié par le Gouvernement, la gestion du don RWSSI d’un montant de **3,5 milliards de FCFA** dédié aux volets assainissement et renforcement des capacités des acteurs à la gestion des infrastructures du PAEPA-MRU.

Les Projets visaient à améliorer l’accès des populations aux services d’approvisionnement en eau potable et assainissement, à travers la construction/réhabilitation des infrastructures et au renforcement des capacités des acteurs à la gestion desdites infrastructures et l’accompagnement des bénéficiaires. Ils ont couvert **139** Communes des Régions du Centre, de l’Extrême-Nord, du Littoral, du Nord-Ouest, de l’Ouest, du Sud et du Sud-Ouest et ont permis la construction de **700** latrines publiques dans les écoles et centres de santé, **600** latrines privées dans les ménages, **71** Complexes commerciaux équipés de toilettes genrées (CTG), **47** incinérateurs dans les centres médicaux d’arrondissement et **113** réseaux d’approvisionnement en eau potable.

Tableau 22 : Communes bénéficiaires des projets du PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU

Régions	Nombre de Communes	Montant du financement	Valeur relative des financements (%)
Centre	3	100 240 471	7,9
Extrême-Nord	1	49 445 972	3,9
Littoral	4	180 178 126	14,1
Nord-ouest	32	129 772 093	10,2
Ouest	40	363 928 055	28,5
Sud	29	236 247 681	18,5
Sud-ouest	30	216 942 889	17,0
Total	139	1 276 755 287	100,0

Source : Observatoire de Développement Local

Tableau 23 : Infrastructures et équipements offerts à la population dans le cadre du PAEPA-MSU/ PAEPA-MRU

Rubriques	Quantité
Latrines publiques	700
Latrines privées	600
Incinérateurs	47
Complexes commerciaux équipés de toilettes genrées (CTG)	71
Réseaux d’approvisionnement en eau potable	113

Source : Observatoire de Développement Local

2.3.4 Programme de Construction des Cités Municipales (PCCM)

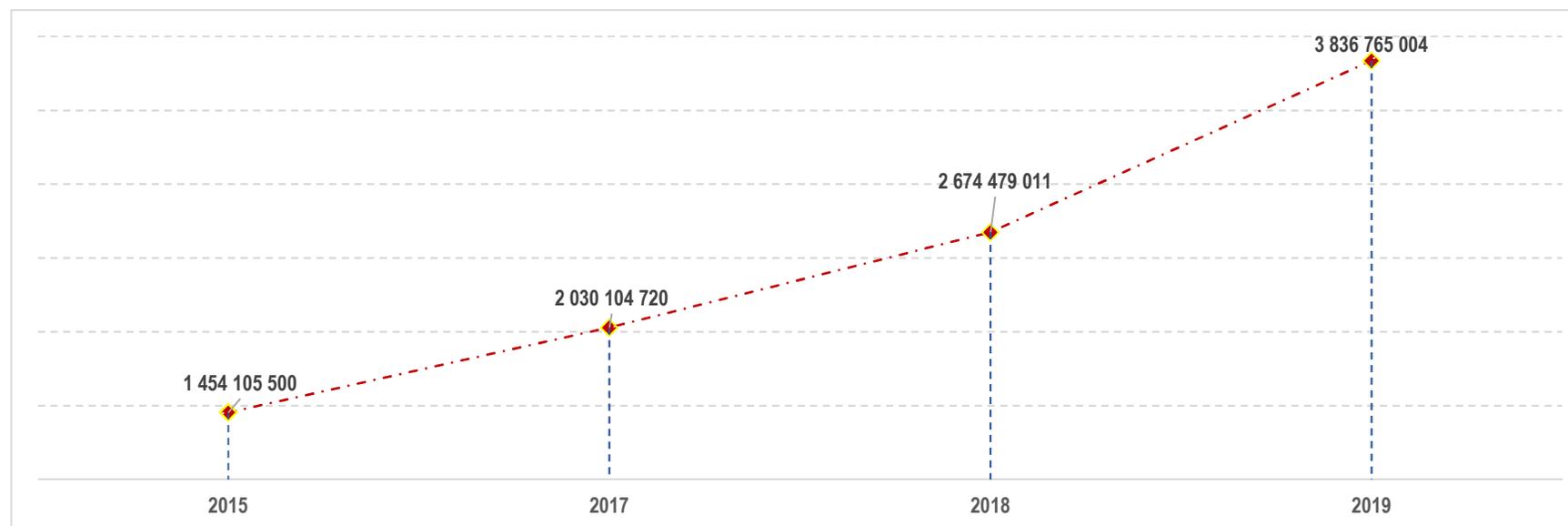
Le Programme de Construction des Cités Municipales (PCCM) est mis en œuvre à travers la ligne de crédit ouverte par le Crédit Foncier du Cameroun pour un montant de **10 milliards FCFA** destiné au financement des logements sociaux. Il vise à contribuer au programme gouvernemental de renforcement de l'offre en logements porté par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINDUH) et a pour objectif global de contribuer à la résorption du déficit en logements économiques et décentes dans les villes moyennes. Au cours de la période 2006-2019, des financements d'un montant global de **9 995 454 235 milliards FCFA** ont été accordés à 24 Communes répartis dans les 10 Régions. Ces ressources permettront la construction de 592 logements.

Tableau 24 : Évolution des financements du PCCM

Années	Nombre de Communes bénéficiaires	Nombre de logements attendus	Montant (FCFA)
2015	3	76	1 454 105 500
2017	6	107	2 030 104 720
2018	6	163	2 674 479 011
2019	9	246	3 836 765 004
Total	24	592	9 995 454 235

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

Graphique 31 : Évolution des financements des projets dans le cadre du PCCM



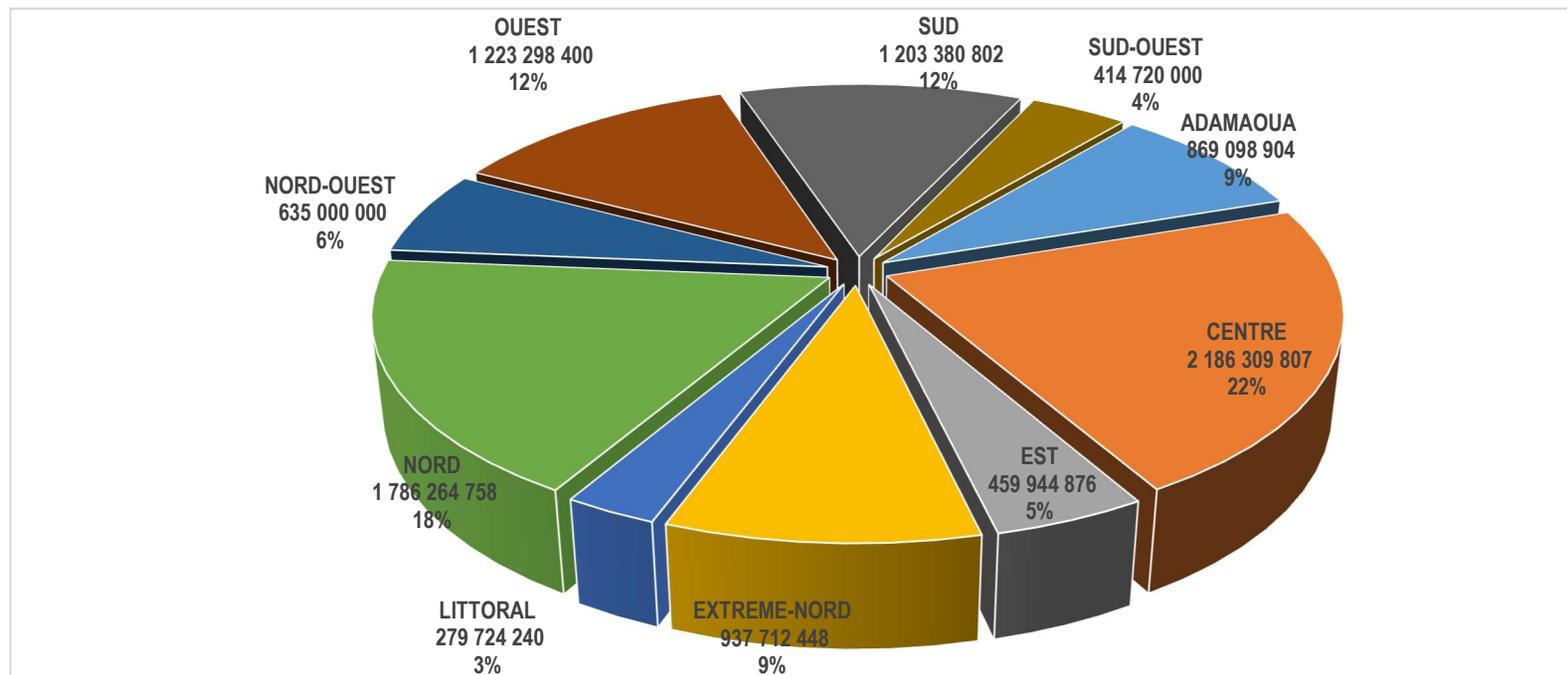
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

Tableau 25 : Évolution des financements du PCCM

REGION	MONTANT (FCFA)	Nombre de Communes	Nombre de logements
ADAMAOUA	869 098 904	2	53
CENTRE	2 186 309 807	6	135
EST	459 944 876	1	28
EXTREME-NORD	937 712 448	3	56
LITTORAL	279 724 240	1	15
NORD	1 786 264 758	3	112
NORD-OUEST	635 000 000	1	36
OUEST	1 223 298 400	2	59
SUD	1 203 380 802	3	74
SUD-OUEST	414 720 000	1	24
TOTAL	9 995 454 235	24	592

Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

Graphique 32 : Répartition des financements du PCCM par région



Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DPPP

Commentaire

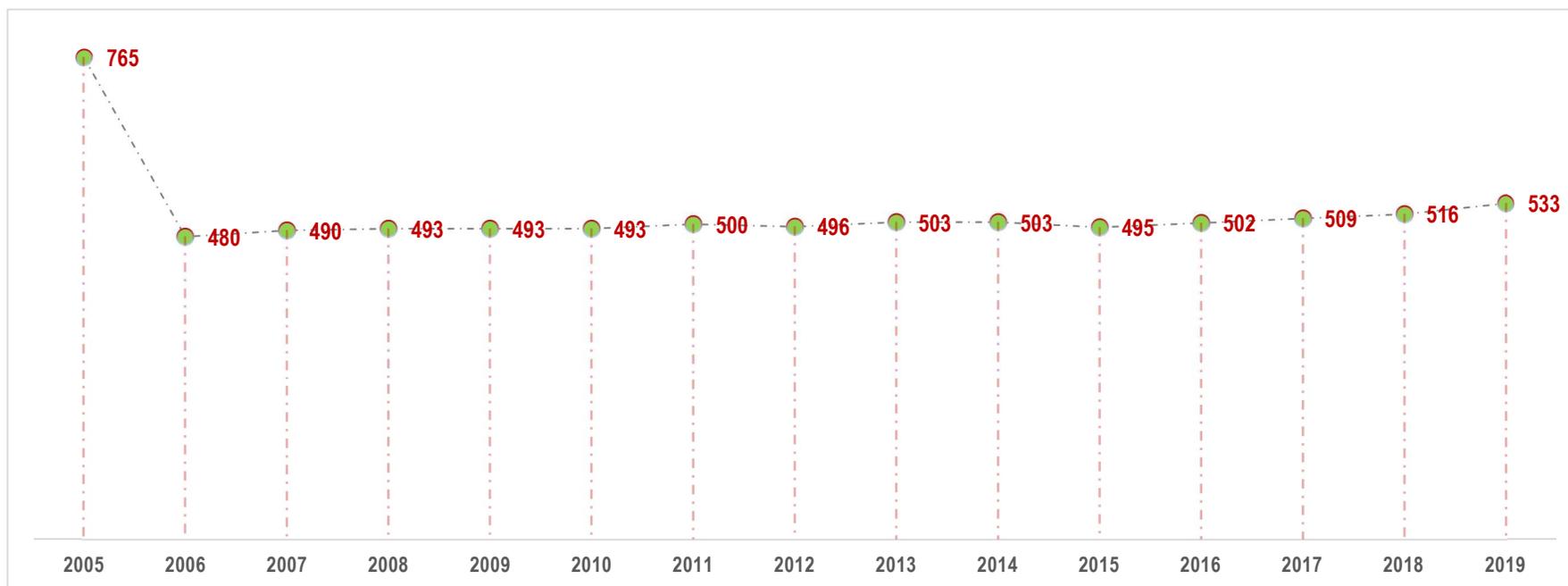
Sur le plan géographique, sur le plan géographique, **6 Communes** de la Région du **Centre** ont levé les fonds à hauteur de **2 186 309 807 FCFA** pour la construction **de 135 logements**, soit **22%** de l'enveloppe globale. Elle est suivie de la Région du **Nord** ou **3 Communes** ont bénéficié de **1 786 264 758 FCFA** en vue de la construction **de 112 logements**, soit **18,9%**. Les régions du **Sud** et de **l'Ouest** viennent en troisième position avec respectivement **1 203 380 802 FCFA** et **1 223 298 400 FCFA**, soit **9%** du volume total des financements. Enfin, **1 Commune** de la Région du **Littoral** a levé **279 724 240 FCFA** en vue de la construction de **15 logements**, soit **3%** de l'enveloppe globale.

CHAPITRE 3 : GESTION ADMINISTRATIVE

Ce chapitre présente l'évolution des statistiques sur les Ressources Humaines de l'Institution de 2006 à 2019, notamment :

- L'évolution des effectifs du personnel en activité ;
- L'évolution du personnel selon le lieu d'affectation (Direction Générale et Agences Régionales) ;
- L'évolution du pourcentage du personnel « Cadre », « Agents de maîtrise » et « Employé de Bureau » ;
- L'évolution du personnel en activité au FEICOM de 2006 à 2019 suivant le genre ;
- la répartition du personnel suivant le genre et le niveau responsabilité entre 2007 et 2019
- La répartition (%) du personnel suivant la tranche d'âge ;
- L'évolution du nombre de départs à la retraite ;
- L'évolution du nombre de licenciements de personnels et de fonctionnaires remis à leur administration d'origine ;
- L'évolution du nombre de démissions ;
- L'évolution du nombre de personnes décédées étant en activité ;
- L'évolution du nombre de recrutements ;
- La répartition (%) du personnel suivant la période de recrutement.

Graphique 33 : Évolution des effectifs du personnel en activité au FEICOM



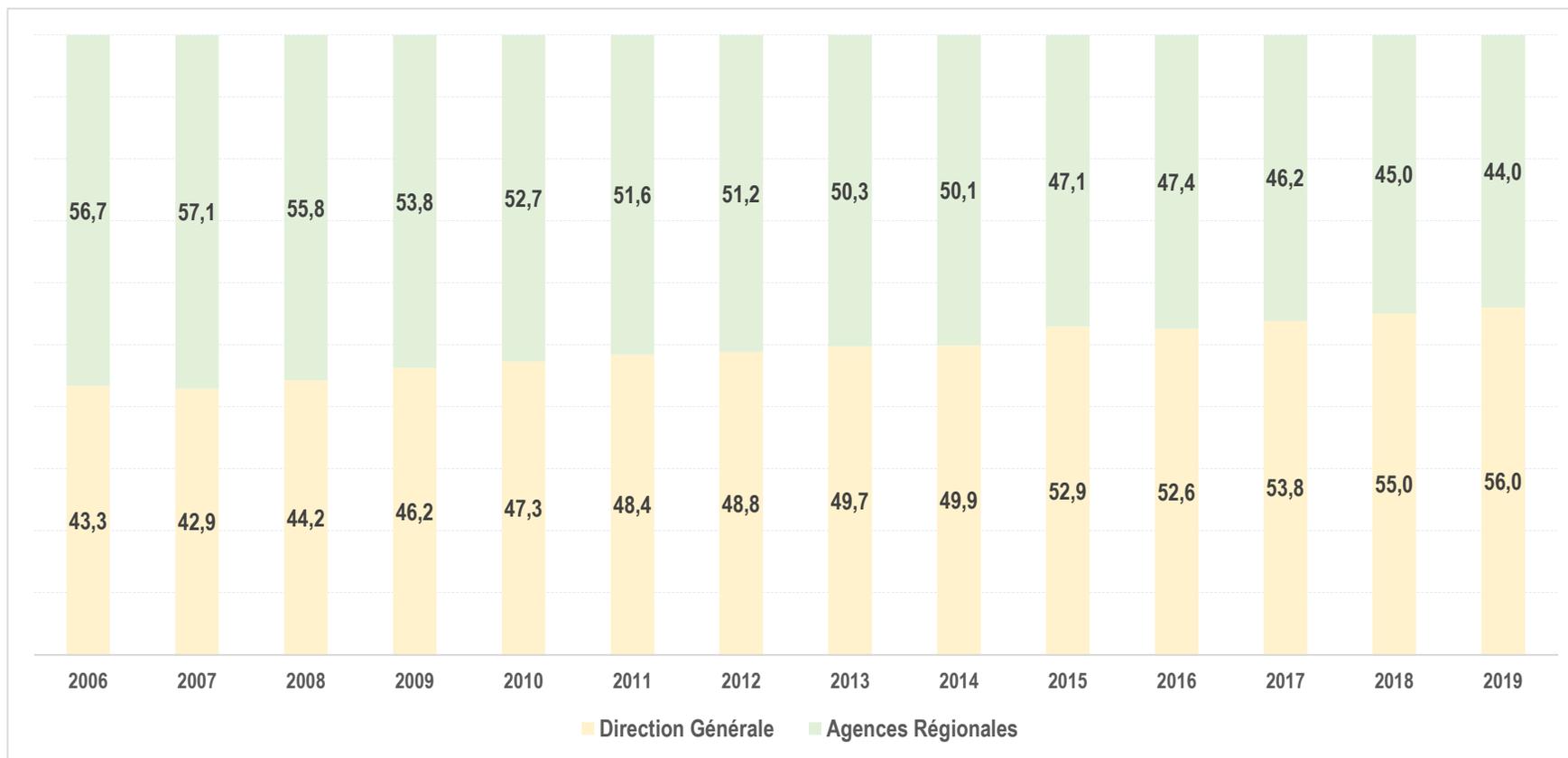
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

A la lumière de ce graphique, il y a lieu de relever ce qui suit :

- Une baisse importante des effectifs entre 2005 et 2006 due au licenciement, pour motif économique, et à la remise à leur administration d'origine de 260 personnels du fait de la restructuration de l'organisme intervenue en novembre 2005 ;
- Une maîtrise des effectifs du personnel au cours de la période 2006-2019, avec une valeur oscillant autour de 500 unités ;
- Une légère augmentation des effectifs depuis 2016, avec un taux de croissance annuelle moyen de 2,0% sur la période 2016-2019 ;
- Un taux de croissance annuelle moyen des effectifs du personnel de 0,82% de 2006 à 2019, dû au recrutement des profils plus adaptés aux missions de l'entreprise notamment le financement des projets et programmes en partenariats avec les bailleurs de fonds.

Graphique 34 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM entre la Direction Générale et les Agences Régionales

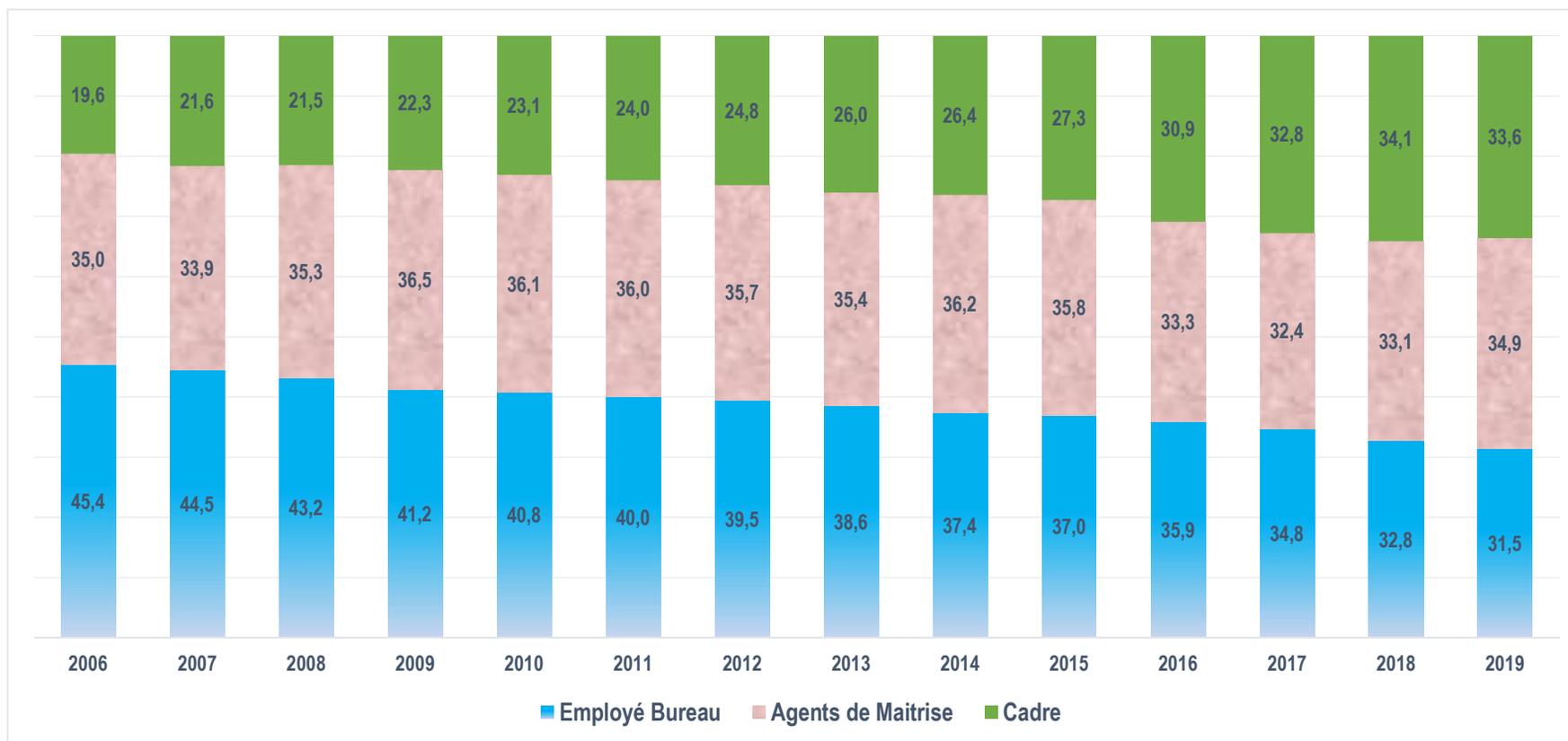


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Le pourcentage du personnel du FEICOM en service à la Direction Générale est sur une tendance haussière, et se situe en moyenne à 49,4% au cours de la période 2006-2019. En effet, lors des recrutements, le personnel des services techniques (ingénieurs et architectes) est déployé dans les Agences Régionales, tandis que les comptables et les financiers restent à la Direction Générale ou leur spécialité est nécessaire. C'est ce qui explique ce léger écart.
- En 2019, le pourcentage du personnel affecté dans les Agences Régionales est de 44% contre 56% à la Direction Générale.
- Il est à noter que l'objectif poursuivi à terme par le Top Management est de parvenir à une parité des effectifs entre la Direction Générale et les Agences Régionales.

Graphique 35 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM suivant la catégorie socio-professionnelle



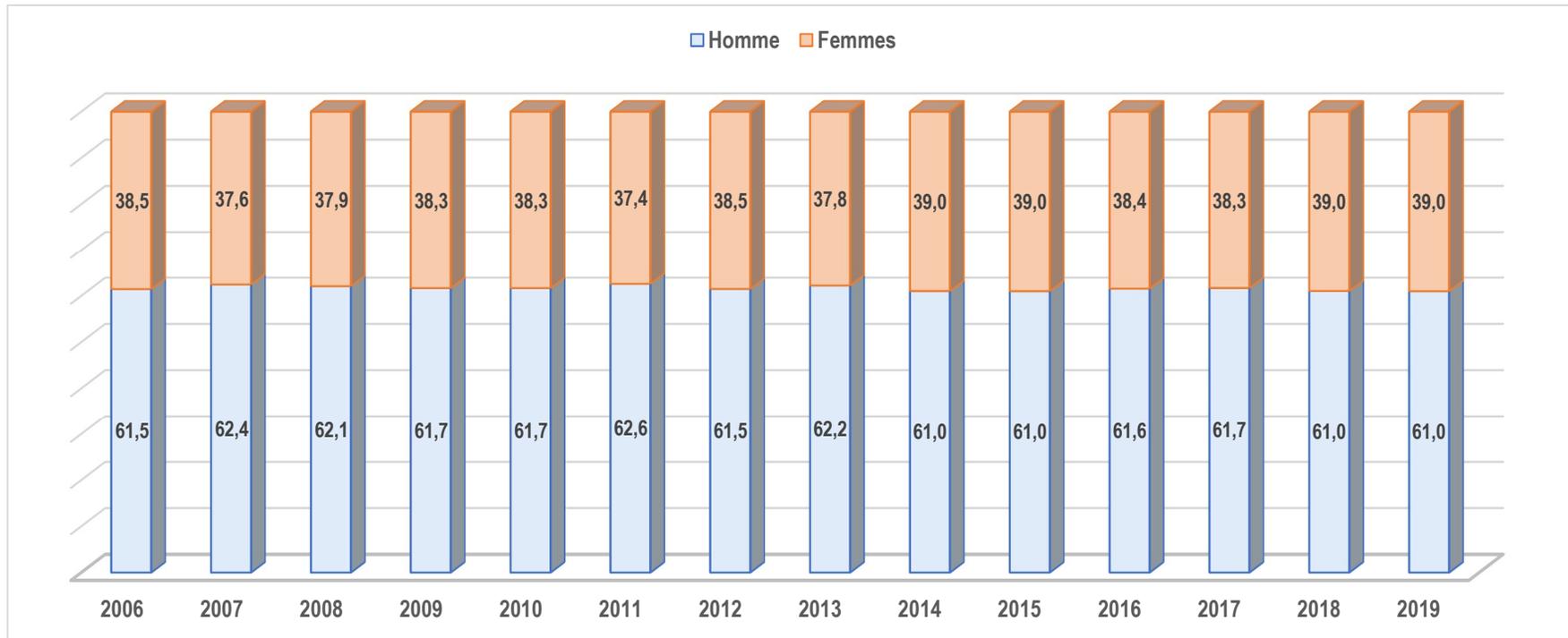
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- La répartition du personnel suivant la catégorie socio-professionnelle a connu une profonde évolution sur la période 2006-2019 ;
- Le pourcentage du personnel « Cadre » a progressé de 71% entre 2006 et 2019, passant de 19,6% à 33,6%. Cette évolution traduit la volonté du Top Management à miser sur une Ressource Humaine spécialisée et de qualité en vue d’assurer pleinement les missions assignées à l’organisme par les pouvoirs publics ;
- Le pourcentage du personnel « Agent de Maitrise » est resté relativement stable, en moyenne autour de 35% ;
- Le pourcentage du personnel « Employé de bureau » est sur une tendance baissière, passant de 45,4% en 2006 à 31,5% en 2019. La baisse des effectifs dans cette catégorie se justifie entre autres par l’évolution des missions de l’organisme, qui nécessitent des qualifications spécifiques. A titre illustratif, l’activité de

recouvrement direct des ressources dans laquelle les « Employés de Bureau » étaient le plus utilisés, n'est plus du ressort de l'organisme; celle-ci est assurée par les régies financières de l'État et le FEICOM procède au suivi de sa quote-part auprès de ces partenaires.

Graphique 36 : Répartition en (%) du personnel en activité au FEICOM de 2006 à 2019 suivant le genre

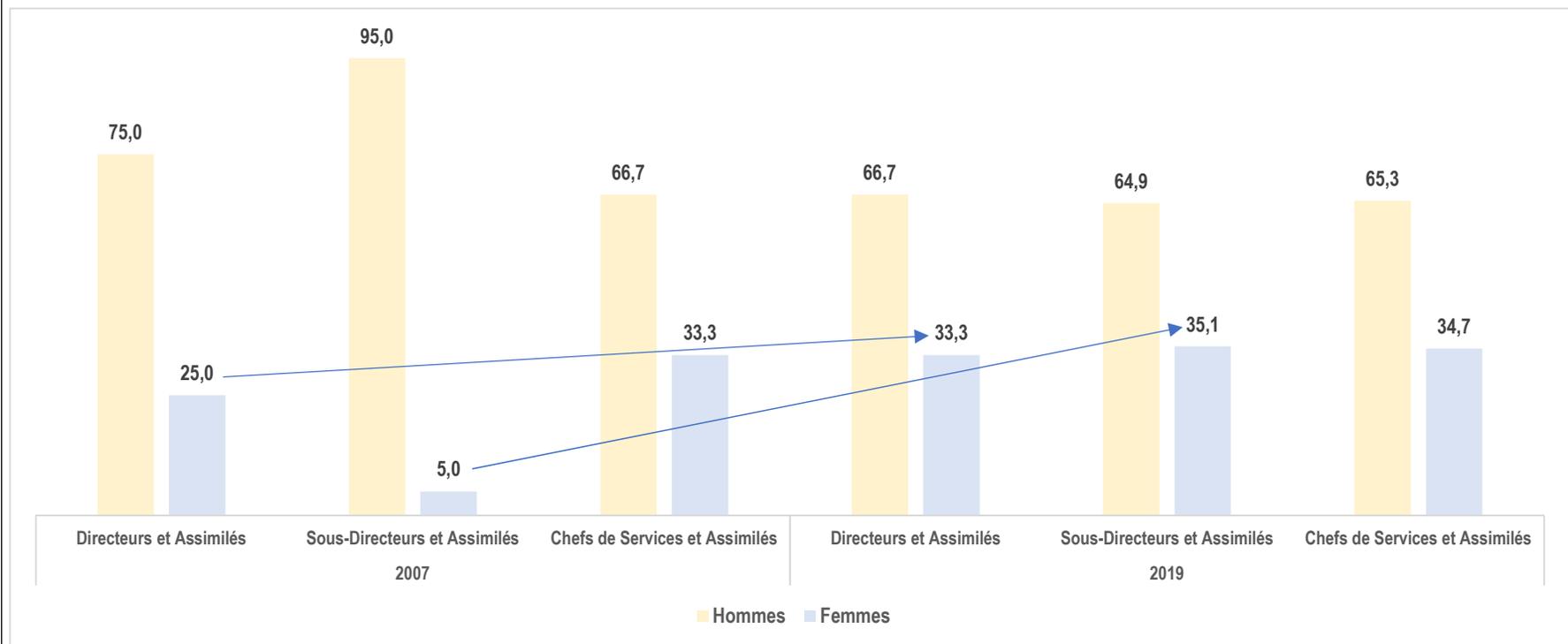


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Le graphique ci-dessus indique que la répartition du personnel suivant le genre est restée relativement stable au cours de la période 2006-2019. En effet, le pourcentage du personnel féminin est passé de 38,5% en 2006, à 39,0% en 2019, soit une légère augmentation de 0,5 point de pourcentage ; celui du personnel masculin est resté autour de 61% ;
- Bien que le pourcentage des femmes n'ait pas beaucoup évolué sur la période, on observe un fort accroissement sur le plan de leur responsabilisation dans les postes stratégiques notamment de Direction, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Graphique 37 : Répartition du personnel suivant le genre et le niveau responsabilité entre 2007 et 2019

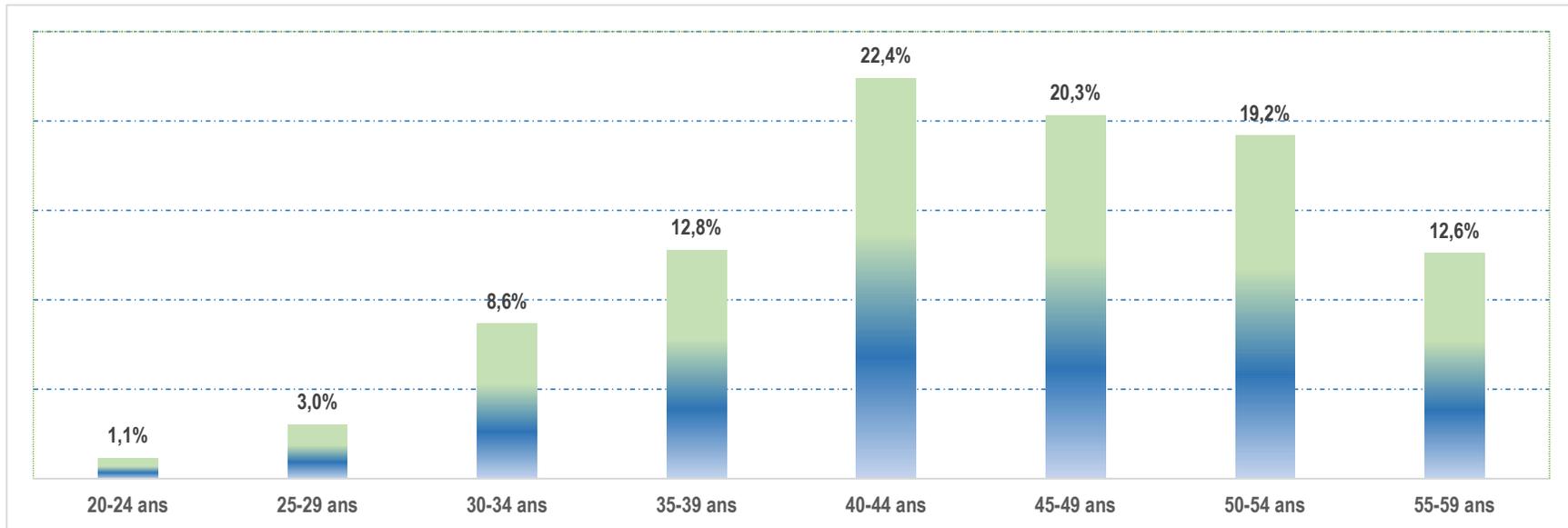


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- A l’observation de ce graphique, il apparaît que le pourcentage de femmes aux postes de Direction s’est considérablement accru. En effet, entre 2007 et 2019, le pourcentage de Directeurs de sexe féminin est passé de 25,0% à 33,3% ; Celui des sous-directeurs est passé de 5,0% à 35,1% ;
- Ces évolutions traduisent à suffisance la prise en compte de l’approche genre dans l’organisme, avec une responsabilisation plus importante des femmes aux postes de décision.

Graphique 38 : Répartition (%) du personnel suivant la tranche d'âge



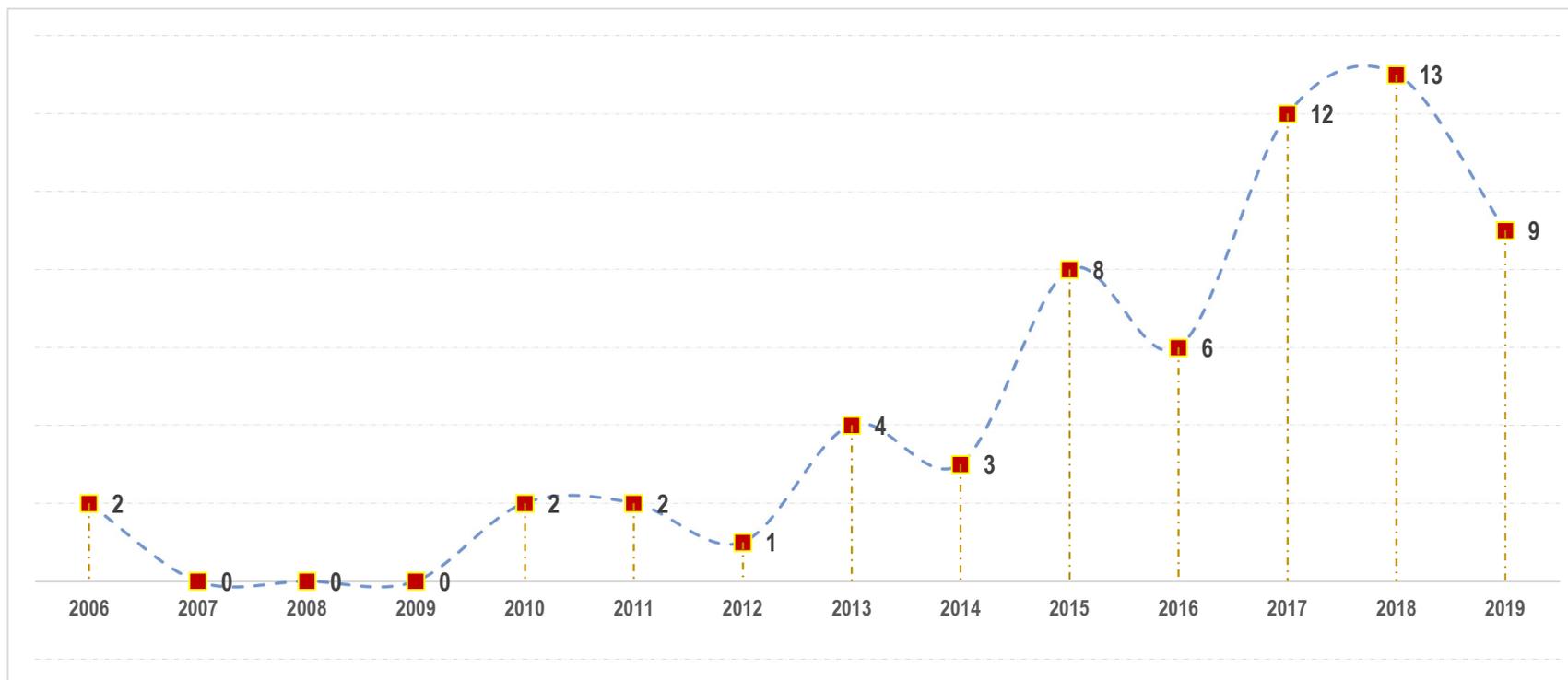
Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaires

La répartition du personnel suivant les tranches d'âge, au 1^{er} janvier 2020, se présente comme suit :

- 4,1% du personnel a moins de 30 ans ;
- le constat est que le FEICOM dispose d'une ressource humaine relativement jeune, la majorité du personnel du FEICOM est âgé entre 40 et 44 ans 22,3% ;
- Environ 3 personnels sur 10 sont âgés de plus de 50 ans.

Graphique 39 : Évolution du nombre de départs à la retraite du personnel en activité au FEICOM de 2006 à 2019

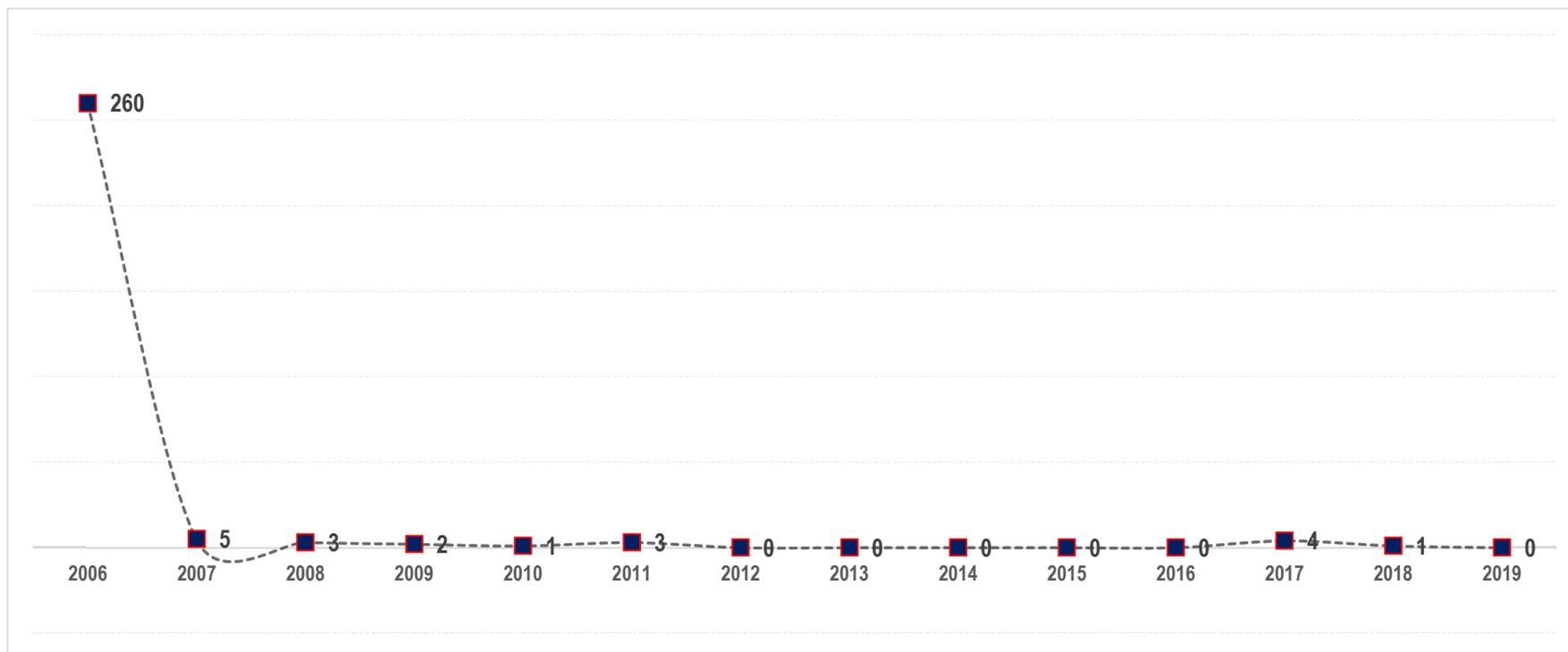


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Depuis 2006, on note que 62 personnels ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite ;
- La courbe ci-dessus montre une tendance à la hausse des départs à la retraite depuis 2014, avec un pic en 2018, où 13 personnels sont concernés ;
- En termes de projection, on observera de grandes vagues de départs à la retraite au cours des prochaines années. D'ici 2024, environ 9% de femmes actuellement en activité seront admises à la retraite. Ce taux est le même pour les hommes. Aussi, le pic de ces départs interviendra en 2030, avec 31 personnels concernés.

Graphique 40 : Évolution du nombre de licenciements de personnels et de fonctionnaires remis à leur administration d'origine des fonctionnaires de 2006 à 2019

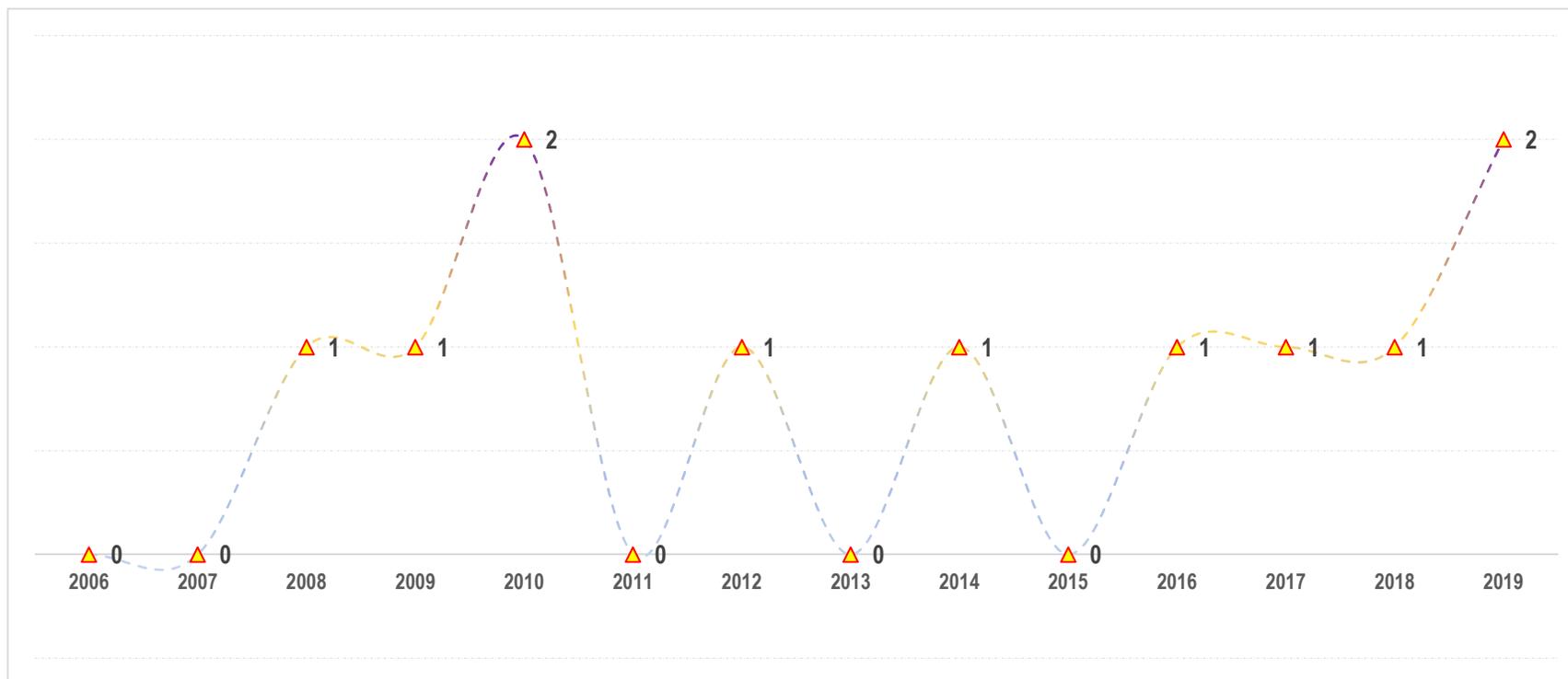


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Le graphique ci-dessus montre que l'exercice 2006 a été marqué par une grosse vague de licenciement dû à la restructuration de l'organisme. Le principal motif de ces licenciements était économique ;
- Depuis 2007, le licenciement est un phénomène rare au sein de l'organisme, signe d'un bon climat social. En effet, de 2007 à 2019, l'organisme a procédé au licenciement de 12 personnels et à la remise à leur administration d'origine de 7 fonctionnaires. Dix de ces licenciements, ayant comme motif principal la faute lourde, sont intervenus entre 2007 et 2009, période qui correspond au début des grandes mutations dans la gestion de l'entreprise.

Graphique 41 : Évolution du nombre de démissions au FEICOM de 2005 à 2019

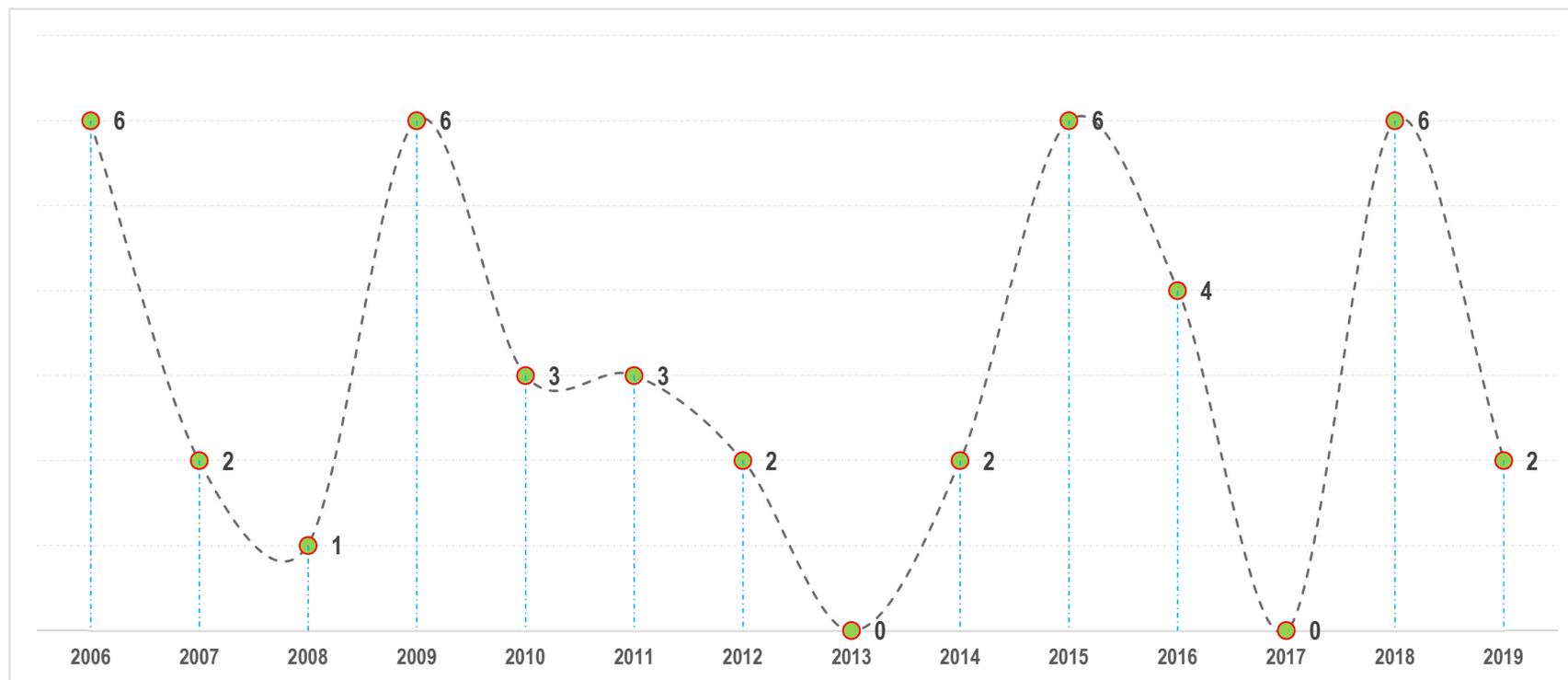


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Le graphique ci-dessus montre qu'entre 2006 et 2019, l'organisme a enregistré 11 démissions de personnels. Le principal motif de ces démissions est lié à la promotion dans d'autres institutions.

Graphique 42 : Évolution du nombre de personnes décédées en activité au FEICOM de 2006 à 2019

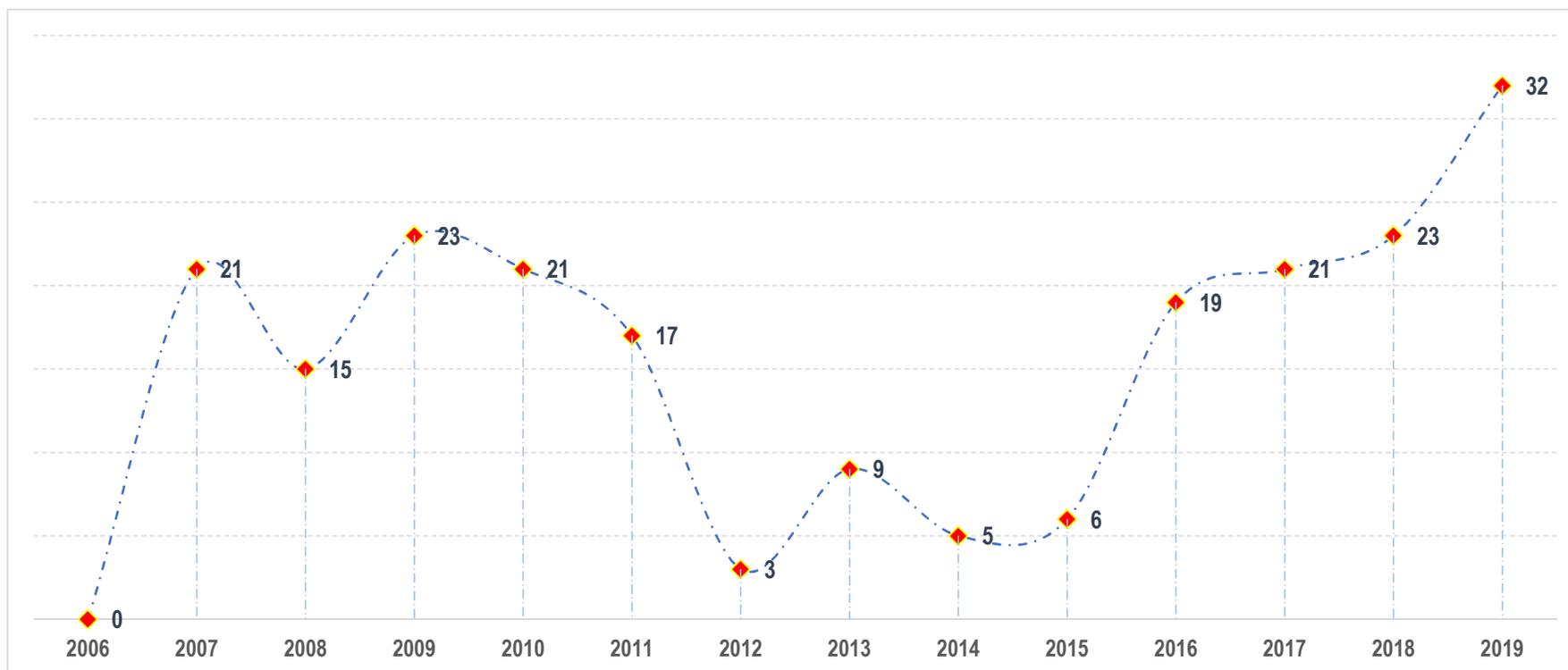


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Au cours de la période de référence, le nombre moyen annuel de personnels décédés en activité se situe à 3 unités, soit un taux de mortalité moyen de 0,6%;
- Sur la période 2006-2019, l'organisme a enregistré un cumul de 43 décès de personnels en activité.

Graphique 43 : Évolution du nombre de recrutements au FEICOM de 2006 à 2019

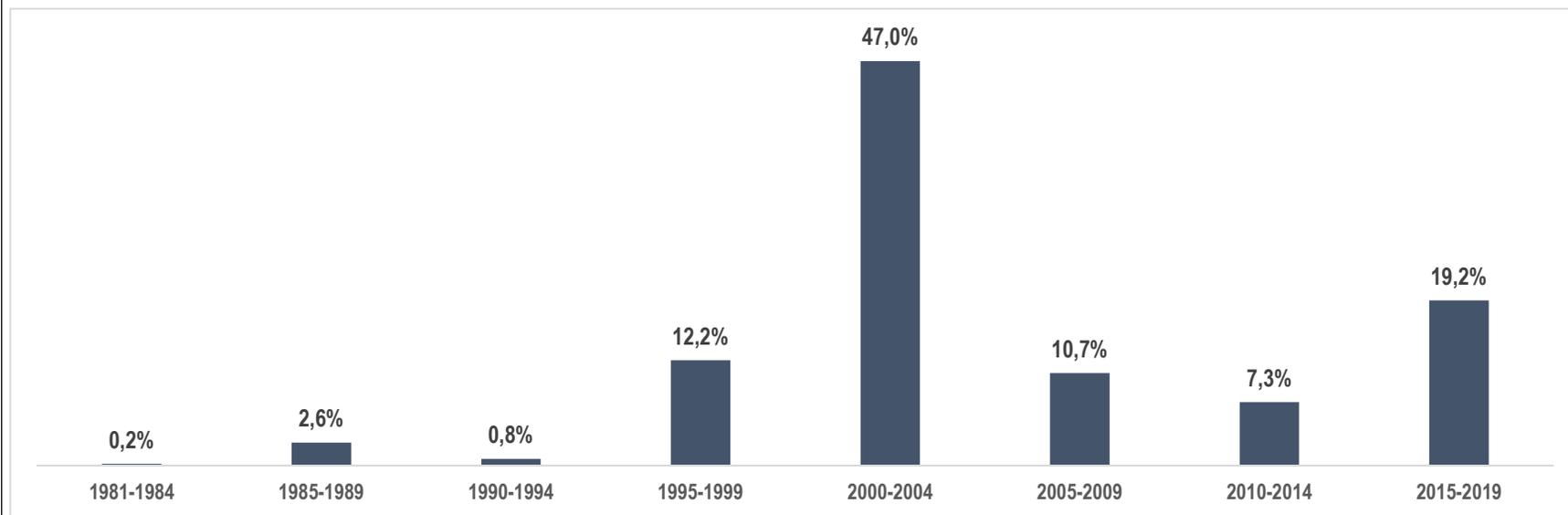


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaire

- Au cours de la période 2006-2019, l'organisme a recruté 215 personnels au total, soit 42,8% de l'effectif moyen de la période ;
- Les plus grosses vagues de ces recrutements se situent dans les années 2009, 2010, 2016, 2017, 2018 et 2019. Les exercices 2009 et 2010 correspondent au début de la mise en œuvre des outils modernes de gestion conçus au cours des années antérieures. Il s'agit notamment du contrôle de gestion, de l'audit interne et de l'intensification des interventions du FEICOM dans les Communes qui nécessitent des compétences spécifiques. Les personnels recrutés sont essentiellement des Ingénieurs et des comptables ;
- L'année 2018 correspond à l'extension des activités de coopération et de partenariat. La mise en œuvre des différents programmes a nécessité une deuxième phase de recrutement de personnels comptables, financiers et d'architectes.
- Les recrutements observés au cours des années 2016 à 2019 correspondent aux départs à la retraite. Toutefois, l'accent a été mis sur le volet qualitatif à travers notamment le renforcement du cœur de métier avec les recrutements des ingénieurs, des architectes, des statisticiens et des financiers.

Graphique 44 : Répartition (%) du personnel suivant la période de recrutement

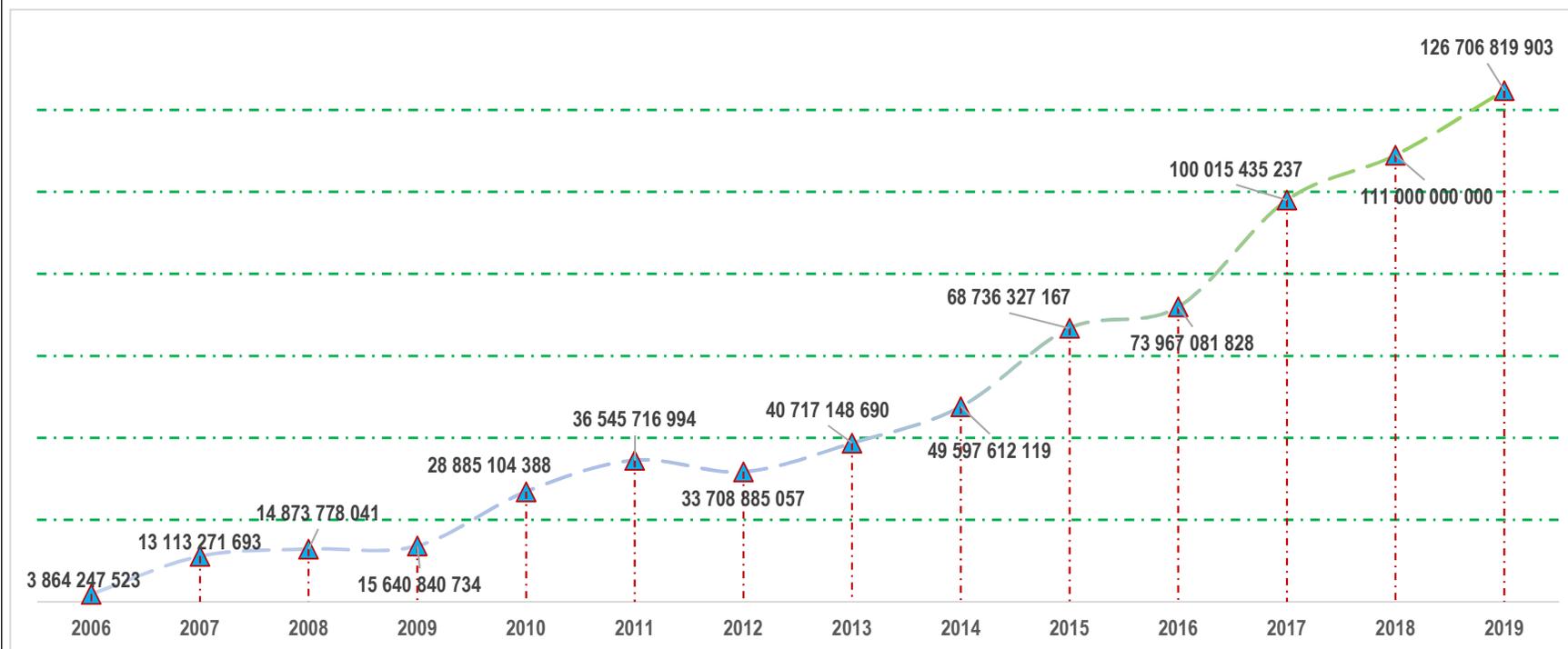


Source : Observatoire de Développement Local, données collectées à la DRH

Commentaires

- 47% du personnel actuellement en activité a été recruté entre 2000 et 2004 ;
- 37,2% du personnel actuellement en activité a été recruté après 2005 ;
- Moins de 0,5% du personnel en activité a été recrutés avant 1985 ;
- Le pic des recrutements a été constaté en 2001, avec 103 recrutements.

Graphique 45 : Évolution de la trésorerie du FEICOM entre 2006 et 2019



Source : Observatoire de Développement Local

Commentaire

- Le 3 janvier 2006, moins de 02 mois après l'arrivée de l'Administrateur Provisoire, la trésorerie du FEICOM s'élevait à **3 864 247 523 FCFA** ;
- Grâce aux efforts fournis au long de ces années, la trésorerie de l'institution a été multiplié par **33** au cours de la période sous revue, passant notamment de **3 864 247 523 FCFA** en 2006, à **126 706 819 903 FCFA** en 2019.

Tableau 26 : Patrimoine foncier du FEICOM acquis entre 2006 2019

Sites	Superficie (en m ²)	Observations
Maroua	70 000	Titre foncier disponible
Koutaba	50 000	Titre foncier disponible
Garoua	2 524	Titre foncier disponible
Bamenda	1 919	Titre foncier disponible
Bertoua	1 200	Titre foncier disponible
Maroua 1 ^{er}	2 018	Titre foncier disponible
Total		127 661
Mfou	50 000	Procédures d'immatriculation en cours
Mandjou	50 000	Procédures d'immatriculation en cours
Tiko	50 000	Procédures d'immatriculation en cours
Total		150 000

Source : Observatoire de Développement Local

Commentaire

Au cours de 2006-2019, a enrichi son patrimoine foncier à travers notamment l'acquisition des immeubles non bâtis, d'une superficie totale de **127 661 m²** (12,77 hectares) précisément à Maroua (70 000 m²), Koutaba (50 000 m²), Garoua (2 524 m²), Bamenda (1919 m²), Bertoua (1200 m²), et Maroua 1^{er} (2018 m²). En outre, les procédures d'immatriculation d'une superficie globale de **150 000 m²**, soit 15 hectares, sont en cours de finalisation à Mfou (50 000 m²), Mandjou (50 000 m²) et Tiko (50 000 m²).

CONCLUSION

L'objectif poursuivi par cette étude était de présenter l'ensemble des statistiques qui rendent compte de la gestion du FEICOM au cours de la période 2006-2019. Pour y parvenir, les données ont été collectées au sein des structures du siège ainsi qu'auprès des Agences Régionales tout en veillant à leurs conformités aux données produites dans les différents comptes de gestion de l'entreprise.

L'analyse de ces statistiques a permis de mettre en lumière la performance continue de l'Institution, conformément à ses principales missions à savoir : la mobilisation et la mise à disposition des ressources financières aux CTD et le financement des projets. D'importantes ressources financières ont ainsi été mises à la disposition des CTD sous forme de transferts directs et de financement de projets de développement au cours de cette période. Le top management, soucieux de répondre aux besoins sans cesse croissants des Collectivités, a mis sur pied des stratégies pour se maintenir sur la trajectoire du progrès. Au premier rang de celles-ci, figurent la diversification des sources de financement et la mise sur pied des plateformes collaboratives avec régies financières de l'État, la mise en place des outils de financement et la formulation des programmes adaptés aux besoins des CTD et l'optimisation du processus de mise en œuvre des projets. Le dialogue avec les pouvoirs publics a débouché à la création d'un compte séquestre logé à la BEAC en vue de faciliter la mise à disposition des ressources transférées aux CTD.

Les défis qui appellent l'Institution demeurent nombreux notamment la mise en œuvre du décret du 31 octobre 2018 qui élargit les missions du FEICOM. A ce titre, l'organisme entend s'appuyer sur son système de management de la qualité et son capital humain pour relever ces défis afin d'être le principal acteur de promotion du développement local au Cameroun et **contribuer ainsi durablement à faire des CTD un endroit où il fait bon vivre.**